



Des agricultrices et le personnel de CARE lors d'une distribution de semences au Mozambique. ©Josh Estey/CARE

Construire l'Avenir : Créer un monde plus équitable, inclusif et durable pour toutes et tous



Résumé analytique

Il ne fait aucun doute que les effets de la pandémie de la COVID-19 ont été terribles, et continuent de l'être pour les individus, les communautés et les pays. Pourtant, la crise offre au monde une occasion unique, celle de construire l'avenir plutôt que de replonger dans le passé. Ce rapport vise à mettre en évidence la meilleure façon d'y parvenir, en adoptant une approche globale des politiques économiques, environnementales et humanitaires, et en plaçant les femmes et les filles au cœur des mesures de relance et de réforme.

Grâce à un processus complet d'écoute et d'apprentissage, impliquant l'examen de centaines de ressources, CARE a établi que la justice et les droits économiques des femmes, la relance verte sensible aux questions de genre et l'action humanitaire étaient essentiels pour construire l'avenir au lendemain de la COVID-19. Financer la prévention et la réponse à la pandémie en adoptant une approche de genre équitable et intersectionnelle est indispensable pour la construction de l'avenir.

Les femmes en première ligne

En six mois seulement, la pandémie de la COVID-19 a transformé le monde à jamais. Le virus qui s'est propagé, infectant près de 33,8 millions de personnes et tuant près de 1 010 000 personnes, a déclenché une crise humanitaire mondiale.¹ La fermeture des frontières et la stagnation de l'économie laissent présager une contraction de l'économie mondiale avoisinant les 12 000 milliards de dollars d'ici la fin 2021.² Entre avril et juin 2020, l'équivalent de 400 millions d'emplois à temps plein ont été perdus. Parallèlement, les conditions climatiques extrêmes ont causé une aggravation de la situation humanitaire et de la souffrance dans de nombreuses régions et menacent de réduire à néant des décennies de progrès en matière de développement.

Même si des analyses préliminaires indiquent que la COVID-19 pose un risque de maladie grave et de mortalité plus élevé pour les hommes que pour les femmes,³ les femmes et les filles — particulièrement celles touchées par les inégalités systémiques — sont les premières victimes des séismes socio-économiques créés par la pandémie. La pandémie a exposé les femmes à des risques sanitaires disproportionnés et a affecté de manière excessive leurs moyens de subsistance, elles, qui constituent la majorité des travailleur-se-s des secteurs de la santé et des services sociaux⁴. Elles sont 1,8 fois plus susceptibles d'avoir perdu leur emploi pendant la crise.⁵ Par ailleurs, le volume déjà élevé des soins non rémunérés que les femmes et les filles prodigent aux membres âgés ou malades de leur famille et aux enfants non scolarisés aurait augmenté de 1 à 2 heures par jour.⁶

Les mesures de confinement mises en œuvre pour freiner la propagation du virus ont contribué à une augmentation des violences basées sur le genre (VBG).⁷ Ainsi, depuis le début de la pandémie, les appels vers les lignes téléphoniques consacrées aux violences conjugales ont augmenté de 60 à 775 % dans certains pays.⁸ Les mesures

1 Johns Hopkins University (30 September 2020). 'Coronavirus Resource Center.' <https://coronavirus.jhu.edu>.

2 Bill & Melinda Gates Foundation (2020). '2020 Goalkeepers Report: COVID-19: A Global Perspective.' <https://www.gatesfoundation.org/goalkeepers/report/2020-report/#GlobalPerspective>.

3 Iwasaki, Akiko, & Aaron Ring (2020). 'The Coronavirus Affects Women and Men Differently—Learning How May Help Stop the Pandemic.' Yale School of Medicine. <https://medicine.yale.edu/news-article/25385/>.

4 Boniol, Mathieu, et al. (2019). 'Gender Equity in the Health Workforce: Analysis of 104 Countries.' WHO. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/311314/WHO-HIS-HWF-Gender-WP1-2019.1-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

5 Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.' McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>.

6 CDC Group. (2020). 'COVID-19 and Women's Economic Empowerment: A Chance to Invest for Change?' <https://www.cdcgroup.com/en/news-insight/insight/articles/covid-19-and-womens-economic-empowerment-a-chance-to-invest-for-change/>.

7 UN Women (2020). 'COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5006>.

8 ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

de confinement ont également fait monter en flèche l'insécurité alimentaire mondiale, un phénomène qui affecte particulièrement les femmes et les filles frappées par des crises humanitaires.⁹ Parallèlement, les restrictions de déplacements ont entravé l'intervention des organisations humanitaires lors des catastrophes naturelles aggravées par les changements climatiques, et par là même, désavantagent particulièrement les femmes et les filles.

La réponse à la COVID-19 et les mesures de relances : des occasions à saisir.

Les effets du virus sont bien connus, mais les premières mesures sanitaires et socioéconomiques décidées par les responsables politiques pour répondre à la COVID-19 ont largement échoué à prioriser les besoins spécifiques des femmes et des filles dans toute leur diversité. Il faut absolument agir pour pallier les effets immédiats de la pandémie pour la santé et l'économie. Cela dit, la pandémie de la COVID-19 suit son cours, lourde de conséquences sur le long terme, menaçant de ce fait les perspectives de développement, mettant la justice et les droits des femmes en péril et permettant aux sociétés de transgresser les limites des ressources planétaires. Pour atténuer et inverser les impacts de la pandémie, tout en prévenant les crises futures, il est nécessaire de mettre en place des stratégies et des financements à plus long terme, mûrement réfléchis.

En réalité, la pandémie a fourni une occasion régénératrice de « construire l'avenir ». Pour saisir cette occasion, les responsables politiques doivent adopter une approche audacieuse et globale, qui accorde une attention particulière à la justice et aux droits économiques des femmes, à une relance verte et équitable pour toutes et tous, ainsi qu'aux réformes de la réponse humanitaire, tout en garantissant systématiquement le pouvoir de décision et le rôle de leadership des femmes. Pour « construire l'avenir », il ne suffit pas de ramener les économies et les sociétés à leur niveau d'avant la COVID-19. Il s'agit plutôt de combattre les inégalités et les défaillances systémiques du monde afin de construire un futur plus équitable. La reconstruction d'économies et de sociétés plus équitables permettra à son tour de bâtir sur une base solide au lendemain de la pandémie ; en privilégiant les perspectives économiques des femmes, il est possible de stimuler la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial de 5 000 milliards de dollars.¹⁰ Toutefois, si les problèmes existants ne sont pas résolus, le PIB mondial pourrait diminuer de 1 000 milliards de dollars d'ici 2030.¹¹

Une multitude d'acteurs et d'actrices — des gouvernements à la société civile, en passant par des institutions internationales, des villes et des entreprises privées — reconnaissent que la période de relance suivant la pandémie de COVID-19 peut être l'occasion de réduire les inégalités et de réaliser des réformes indispensables. Cela laisse espérer que la crise déclenchera un élan politique qui contribuera à la construction d'un avenir meilleur, plus juste et plus durable.

Une relance qui doit renverser des injustices structurelles bien ancrées

Bien avant la COVID-19, nos systèmes — nos structures économiques et financières, notre manière d'opérer aux dépens du monde qui nous entoure, notre humanitarisme — ne fonctionnaient pas bien. Ils ont contribué à creuser les inégalités et à accélérer la crise climatique. De nombreuses femmes étaient déjà employées dans des conditions de travail précaires et dans le secteur informel. Elles étaient essentiellement sans protection contre les crises : les régimes de protection sociale ne couvraient pas suffisamment les différents secteurs, tels que le divertissement, la restauration, ou encore l'économie clandestine, dans lesquels les femmes travaillaient, et ne protégeaient pas non plus les femmes victimes de discriminations structurelles, comme les femmes racisées ou celles avec statut migratoire particulier. La discrimination sous-jacente basées sur le genre a empêché les femmes et les filles de jouir pleinement de leurs droits et perspectives économiques. Elles réalisent trois fois plus de soins non rémunérés

9 Fuhrman, Sarah et al. (2020). 'Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis.' CARE. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf?_ga=2.178751074.794052625.1599152583-784388205.1589468431.

10 Unnikrishnan, Shalini & Cherie Blair (2019). 'Want to Boost the Global Economy by \$5 Trillion? Support Women as Entrepreneurs.' Boston Consulting Group. <https://www.bcg.com/publications/2019/boost-global-economy-5-trillion-dollar-support-women-entrepreneurs>.

11 Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.' McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>.

que les hommes, et elles disposent d'un contrôle et d'un accès nettement plus faibles aux ressources productives, aux biens et aux droits (**voir chapitre 2**).

Rares sont les pays qui ont enregistré de réels progrès dans la lutte contre le changement climatique ou dans la prise en compte des questions d'équité liées à la crise climatique. Les 1 % les plus riches de la population mondiale contribuent davantage à la crise climatique que les 50 % les plus pauvres. Les subventions annuelles aux combustibles fossiles se poursuivent à un taux équivalent à 20 à 30 fois le coût estimé de l'adaptation des pays en développement au changement climatique d'ici à 2030, soit environ 170 fois les besoins annuels estimés du financement humanitaire.¹² Pourtant, la plupart des solutions permettant de lutter contre le changement climatique existent déjà aujourd'hui. Bon nombre de ces solutions peuvent bénéficier à la fois à l'action face à la COVID-19 et à la lutte contre le changement climatique du point de vue de l'atténuation et de l'adaptation, mais aussi offrir aux femmes de véritables perspectives économiques. Par exemple, alors que les femmes n'occupent que 22 % des emplois du secteur énergétique dans son ensemble, le secteur des énergies renouvelables emploie quant à lui environ 32 % d'entre elles. On pense également qu'une relance axée sur les soins (un secteur qui emploie principalement des femmes) serait une relance potentiellement bénéfique pour l'environnement, car les soins ont un impact moins important sur les émissions de gaz à effet de serre que d'autres secteurs (**voir chapitre 3**).¹³

Les femmes et les filles sont largement absentes des espaces décisionnels, - y compris lorsqu'il s'agit de mettre au point des politiques de relance - ce qui signifie que leurs voix et leurs priorités ne sont pas prises en compte dans les politiques publiques. CARE a constaté que les femmes ne représentaient que 24 % des équipes d'intervention chargées de la lutte contre la COVID-19 au niveau national et que certains des pays étudiés n'avaient pris aucun engagement financier ou politique spécifique sur le genre.¹⁴ Cela en dépit d'une étude portant sur 197 pays qui a révélé que les pays où les femmes exercent un pouvoir ont enregistré un nombre de décès imputables à la COVID-19 nettement moins important (**voir chapitre 4**).¹⁵ L'absence de femmes est également flagrante dans les enceintes de négociations sur le changement climatique : l'analyse de CARE portant sur près de 350 mesures et politiques climatiques par des pays du G20 montre qu'aucune de ces mesures n'avait une approche de genre ou ne soutenait spécifiquement les femmes actives. L'analyse de la performance climatique des plans de relance annoncés par les gouvernements démontre également le manque d'attention accordée à l'égalité des genres (**voir chapitre 3**).

Parallèlement, les organisations humanitaires, qui visent à porter assistance aux populations en situation d'urgence, ignorent souvent leurs propres préjugés et la manière dont les opinions concernant le genre ont une incidence négative sur leurs opérations et sur les personnes qu'elles cherchent à soutenir. C'est ainsi que sur 20 plans d'actions humanitaires et multisectoriels face à la COVID-19, conçus pour des pays de la région Asie-Pacifique, 25 % ne mentionnent aucune forme de mobilisation des groupes ou des réseaux de femmes.¹⁶ Pire encore, les interventions humanitaires ignorent souvent les femmes et les filles, ne finançant ni les activités que celles-ci considèrent comme les plus nécessaires ni les organisations qu'elles dirigent.

Les lacunes dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données relatives à l'action humanitaire et à l'aide au développement, qui contiennent rarement des données ventilées par genre ou d'autres facteurs, ne font qu'aggraver ces échecs. Par exemple, des recherches récentes sur la COVID-19 et les stratégies de lutte contre la

12 See 'Ensuring a Green and Gender-just Recovery for Climate Resilience and Emission Reductions.' p. 27.

13 Cohen, Maeve and Sheryllyn MacGregor (2020). 'Towards A Feminist Green New Deal for the UK.' Women's Budget Group and Women's Environmental Network. <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2020/05/Feminist-Green-New-Deal.pdf>.

14 Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020). 'Where Are The Women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/why-we-need-women-in-covid-19-response-teams-and-plans>.

15 Garikipati, Supriya and Uma Kambhampati (3 June 2020). 'Leading the Fight Against the Pandemic: Does Gender 'Really' Matter?' <https://ssrn.com/abstract=3617953> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3617953>.

16 Asia-Pacific Gender in Humanitarian Action Working Group (2020). 'Closing the Funding Gap for Women-Focused Organizations Responding to COVID-19 in Asia and the Pacific.' <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GiHA%20Gender%20and%20Funding%20in%20COVID-19.pdf>; ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

faim ont trouvé que 46 % des documents examinés ne mentionnaient pas du tout les femmes et les filles et ne fournissaient pas de données ventilées par genre et par âge.¹⁷ Intentionnelle ou non, cette situation laisse les femmes et les filles largement invisibles, réduit l'efficacité des interventions et se traduit par l'absence de données permettant de déterminer dans quelle mesure les interventions bénéficient aux femmes et aux filles ou de quelle manière les améliorer (**chapitre 5**).

Même avant la COVID-19, nous n'étions pas près de réaliser les objectifs de développement durable. Le recul de la pauvreté dans le monde s'est ralenti ces dernières années. Qui plus est, femmes et filles continuent d'être confrontées à des pratiques néfastes pour leur vie et leurs moyens de subsistance.¹⁸ Les répercussions de la COVID-19 ont rendu ces objectifs inaccessibles, accentuant les inégalités existantes. Si la pandémie n'est pas atténuée, 47 millions de femmes et de filles de plus basculeront dans la pauvreté d'ici 2021¹⁹ et la disparité entre les genres, en ce qui concerne l'extrême pauvreté, s'accroîtra à 121 femmes vivant avec moins de 1,9 dollar par jour pour 100 hommes.²⁰ Autrement dit, 435 millions de femmes vivront dans l'extrême pauvreté.²¹

Selon une évaluation de la Commission européenne, la part des fonds destinés au développement allouée au renforcement de l'égalité des genres reste très faible, soit environ 3 % pour la période 2014-2018.²² La plupart des interventions actuelles n'ont pas réussi à engager le monde sur une trajectoire plus durable et résiliente, et pourraient même creuser les inégalités et aggraver le changement climatique. C'est pourquoi il est nécessaire que la relance post COVID-19 doit délibérément inverser ces tendances (**chapitre 6**). Pour cela, il est nécessaire de changer radicalement l'approche de la réponse à la COVID-19 en incluant la dimension de genre.

Par où commencer pour construire l'avenir ?

Ce rapport a pour but d'aider les gouvernements, les responsables politiques internationaux et les parties prenantes du secteur privé, à définir un point de départ pour construire l'avenir dans ces trois domaines interconnectés et des moyens d'effectuer des changements concrets et radicaux.

Par « construire l'avenir », il faut entendre adopter une approche holistique et intégrée des politiques économiques, humanitaires et environnementales, car les trois domaines que sont **la justice et les droits économiques des femmes, la relance verte et équitable pour les femmes et les réformes de l'action humanitaire** sont intimement liés.

Le changement climatique multiplie les crises humanitaires et sape les avancées en matière de développement.²³ Pour y faire face, le secteur humanitaire doit s'adapter. L'aide humanitaire ne suffit pas à elle seule. La relance durable après les crises tout comme le développement porteur de changement ne saurait se produire sans le renforcement des droits des femmes et de leurs perspectives, notamment dans le domaine économique. Assurer la justice et les droits des femmes et des filles permet de garantir leur accès à l'éducation et aux possibilités économiques, ce qui leur donne les moyens de subvenir durablement à leurs besoins pour lutter contre la pauvreté.

Pour renverser le cours des choses, **favoriser une relance équitable, juste et durable pour les femmes, nous devons agir tout de suite**. Si nous voulons construire l'avenir, les gouvernements nationaux, les donateurs, les

17 Fuhrman, Sarah et al. (2020). 'Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis.' CARE International.

https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf?_ga=2.66214566.963940214.1600875214-784388205.1589468431.

18 UN (2019). 'The Sustainable Development Goals Report.' <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2019.pdf>.

19 UN Women (2020). 'From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>.

20 Ibid.

21 Ibid.

22 European Commission (2019). 'Evaluation of the EU's External Action Support in the Area of Gender Equality and Women Empowerment.'

https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/gewe_eval_-_roadmap_final_version_for_publication.pdf.

23 See, e.g., CARE Climate Change and Resilience Platform (July 2020). 'Evicted By Climate Change: Confronting the Gendered Impacts of Climate Induced Displacement.' CARE International. <https://reliefweb.int/report/world/evicted-climate-change-confronting-gendered-impacts-climate-induced-displacement>.

organisations multilatérales et le secteur privé doivent être attentifs aux questions et aux recommandations suivantes :

- Les femmes et les filles sont encore aujourd'hui pénalisées par les inégalités inhérentes aux normes de genre et aux systèmes patriarcaux. Il en résulte toute une série d'injustices, allant des violences basées sur le genre à la sous-évaluation du travail domestique et des soins, en passant par l'exclusion des femmes des postes de décision. **Dans leurs stratégies de relance économique et financière, leurs politiques environnementales et leurs interventions humanitaires, les différents acteurs et actrices doivent tous et toutes faire de l'égalité des genres et de l'approche intersectionnelle une priorité.** Cela veut dire : inclure les femmes et les filles à tous les échelons décisionnels, mettre l'accent sur des politiques et des mesures qui favorisent les femmes et les filles et renforcent l'égalité des genres, et opérer un changement de culture organisationnelle qui rééquilibre la répartition néfaste des pouvoirs en plaçant les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes et en les rendant maîtresses de leur destin (**chapitres 2 à 5**).
- Les femmes et les filles se heurtent à d'importants obstacles structurels qui les empêchent de jouir pleinement de la justice et des droits économiques : elles effectuent trois fois plus de soins non rémunérés que les hommes et les garçons, et ce volume a augmenté de 30 à 40 % depuis le début de la pandémie. L'inadéquation des filets de sécurité et des régimes de protection sociale réduit davantage leur capacité à gérer les crises et à absorber les chocs économiques. Pour construire l'avenir, les responsables politiques doivent corriger de **toute urgence la charge inéquitable des soins non rémunérés, investir dans la protection sociale universelle et dans des filets de sécurité en période de crise.** Il faut donc investir dans les soins et les services sociaux, tout en favorisant la reconnaissance, la réduction et la redistribution des activités de soins non rémunérées, et proposer entre autres des services de garde d'enfants abordables et accessibles, un congé parental, un travail flexible et d'autres politiques de travail tenant compte des contraintes de la vie familiale. Les responsables politiques et du secteur privé devraient également s'employer à offrir une protection sociale universelle tenant compte des questions de genre et créer, dans un premier temps, un fonds mondial et multilatéral pour la protection sociale (**chapitre 2**).
- Les effets économiques de la pandémie ont touché de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui travaillent principalement dans les secteurs les plus touchés, à savoir ceux de l'économie informelle. Il en résulte une exposition accrue au risque de violences basées sur le genre, tant à la maison que sur le lieu de travail. Les responsables politiques et du secteur privé devraient construire l'avenir en **encourageant des politiques transformatrices du marché du travail qui permettent de créer des emplois, défendent les droits des travailleurs et travailleuses et assurent la sécurité au travail.** Une attention particulière doit être accordée aux personnes qui travaillent dans le secteur informel. Afin de prévenir le harcèlement sexuel sur le lieu du travail, les gouvernements devraient sans plus attendre ratifier, financer et mettre en œuvre la Convention de l'OIT sur la violence et le harcèlement (C190) ; les entreprises devraient renforcer leurs politiques et leurs pratiques de manière à satisfaire à cette nouvelle norme internationale du travail (**Chapitre 2**).
- Dans les pays à faible revenu, seule une entreprise sur quatre appartient à des femmes,²⁴ et 67 % des femmes seulement possèdent un compte bancaire dans un établissement financier du secteur formel, contre 72 % des hommes.²⁵ L'entrepreneuriat féminin est une forme de travail précaire, et l'accès aux produits et services financiers est souvent le seul moyen dont disposent les femmes pour faire face aux crises. Pour construire l'avenir, les responsables politiques et du secteur privé doivent **renforcer l'esprit d'entreprise et les possibilités commerciales des femmes et réduire les obstacles qui entrave l'accès de**

24 Halim, Daniel (2020). 'Women Entrepreneurs Needed - Stat!' World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/opendata/women-entrepreneurs-needed-stat>.

25 Demirgüç-Kunt, Asli et al. (2017) 'The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution.' World Bank Group. <https://globalfindex.worldbank.org/>.

celles-ci aux produits et services financiers. Favoriser l'inclusion des femmes dans l'ensemble des chaînes de valeur et développer des produits et services financiers qui tiennent compte des besoins féminins serait un premier pas dans la bonne direction (**Chapitre 2**).

- Les effets dévastateurs du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes ont un effet dévastateur sur les populations du monde entier, en particulier celles des pays à faibles ressources. Dans certains cas, le changement climatique aggrave ou provoque de nouvelles crises humanitaires. Les plans de relance qui ont suivi la pandémie offrent la possibilité d'atténuer ces effets, **mais doivent aussi permettre de construire l'avenir de manière à accroître la résilience des femmes, des filles et des groupes marginalisés face aux chocs et au stress liés au climat et à la pandémie.** Les stratégies de relance devraient exploiter les synergies entre la relance et les mesures écologiques d'atténuation des changements climatiques en se concentrant sur les énergies renouvelables, la protection des écosystèmes, l'agriculture résistante aux intempéries et l'adaptation aux changements climatiques, dans une approche propre à faire évoluer les rapports entre les genres à une échelle qui participe aux objectifs de résilience, de financement et de maintien de l'élévation des températures à 1,5 °C, fixés par l'Accord de Paris (**chapitre 3**).
- Trop souvent, les économistes et les acteur-ice-s humanitaires ne collectent pas de données ventilées par genre et par âge, si bien que les femmes et les filles deviennent « invisibles » dans les données collectées. C'est un problème qui se répercute sur l'analyse et l'utilisation des données. Il en résulte que les politiques ne tiennent pas compte des capacités et des besoins des femmes et des filles. **Toutes les parties prenantes devraient faire de la collecte de données ventilées par genre et par âge une priorité et entreprendre des analyses sexospécifiques pour mieux interpréter les résultats et les intégrer dans leurs activités.** En outre, les donateurs devraient refuser de financer des programmes qui ne tiennent pas compte des différents besoins et capacités de chaque groupe, en particulier des femmes et des filles, dans toute leur diversité (**chapitres 2, 5**).
- Bien sûr, il ne suffit pas uniquement de reconnaître les femmes et les filles dans les programmes humanitaires. Les femmes et les filles ne constituent pas un groupe homogène. Elles ont des identités croisées et les analyses doivent tenir compte de leur âge, de leur situation de handicap, de leur situation économique et migratoire, de leur appartenance ethnique, de leur nationalité, de leur sexualité, etc. Ne pas le faire conduit à des réponses erronées qui ne répondent pas aux besoins spécifiques des diverses femmes et filles. Certaines organisations ont adopté de nouvelles approches qui mettent l'accent sur l'inclusion et le renforcement des organisations locales de femmes pour contribuer à ce que les réponses humanitaires répondent mieux aux besoins des femmes et des filles dans toute leur diversité. Cette approche positive et inclusive doit être favorisée.
- La pandémie, qui a de lourdes répercussions sur l'économie, fait peser un risque sérieux sur le maintien quantitatif et qualitatif du financement destiné aux mesures climatiques, au développement et à l'aide humanitaire. Se servir de la COVID-19 comme prétexte pour réduire les niveaux de financement aggraverait les effets de la pandémie et empêcherait tout progrès au niveau mondial. Les donateurs devraient **mobiliser un financement public adéquat et accru pour la relance à la suite de la COVID-19, parallèlement au financement continu du traitement et de la prévention de la COVID-19 de façon favorable à l'équité entre les genres.** Les responsables politiques et du secteur privé devraient ensuite utiliser ces fonds pour répondre aux besoins des populations de manière à honorer et à accroître leur capacité d'action et leur résilience, en décomposant et en recréant des systèmes plus équitables et plus durables. Cela suppose des engagements concrets en matière d'aide publique au développement (APD) et de financement climatique, ainsi que la réorientation des subventions aux combustibles fossiles nocifs. De même, les donateurs et les institutions multilatérales devraient engager leur responsabilité à ne pas financer de politiques ou de programmes qui ne tiennent pas compte des enjeux de genre. (**chapitres 5, 6**).

- Les programmes essentiels pour de nombreuses femmes et filles – tels que la santé sexuelle et reproductive, ou ceux axés sur l'égalité des genres et l'autonomisation – souffrent d'un sous-financement chronique. Par ailleurs, les organisations dirigées par des femmes ou axées sur les femmes et l'égalité des genres reçoivent peu de financement direct ou indirect, bien qu'elles soient souvent les mieux placées pour répondre aux besoins des femmes et des filles. La pandémie de la COVID-19 a exacerbé ces tendances et met encore plus en danger la santé, la sécurité et le bien-être des femmes et des filles. Les donateurs doivent **augmenter le montant des fonds alloués aux programmes essentiels pour les femmes et les filles et aux organisations dirigées par des femmes ou œuvrant en faveur de l'égalité des genres (chapitre 5).**

Les présentes recommandations ne sont pas des solutions temporaires qui peuvent être abandonnées une fois que les menaces immédiates de la pandémie se seront estompées. Elles sont nécessaires dans l'immédiat, et à l'avenir. Elles servent de base aux changements systémiques dont le monde a tant besoin pour construire l'avenir, au-delà de la reconstruction, afin de parvenir une fois pour toutes, à l'égalité et permettre à toutes et tous de vivre au sein de systèmes durables et équitables.

Table des matières

Acronymes et Abréviations.....	10
1. Introduction	11
2. Justice et droits économiques des femmes	17
2.1 Le monde du travail : accélérer l'accès des femmes à un travail digne.....	19
2.2 Renforcer les possibilités économiques en dehors de l'emploi salarié : accélérer l'entrepreneuriat et l'inclusion financière des femmes	23
2.3 Lutter contre les obstacles à la justice économique des femmes en traitant la question des soins non rémunérés et en œuvrant pour une protection sociale universelle.....	26
3. Assurer une relance verte et sensible aux questions de genre pour assurer la résilience climatique et la réduction des émissions.....	30
3.1 Les plans de relance ne parviennent pas à accélérer l'action en faveur du climat	32
3.2 Le genre dans la relance verte : une omission flagrante	33
3.3 Des solutions pour lutter contre la crise climatique en tenant compte de la parité hommes-femmes.....	34
4. Promouvoir le leadership féminin dans la relance économique et au-delà	40
5. Réforme de la réponse humanitaire	43
5.1 Lutter contre le patriarcat et les inégalités entre les sexes dans la réponse humanitaire	44
5.2 Apporter une aide humanitaire aux populations et aux organisations qui en ont le plus besoin.....	47
5.3 Révolutionner les données sur le genre pour transformer les réponses humanitaires.....	50
6. Motiver les bons secteurs publics et financer une relance équitable	54
7. Conclusion	59

Acronymes et Abréviations

APD	Aide publique au développement
ARG	Analyse rapide de genre
AVEC	Associations villageoises d'épargne et de crédit
CDN	Contributions déterminées au niveau national soumises à la CCNUCC
DSSR	Droits en matière de santé sexuelle et procréative
DVGA	Données ventilées par genre et par âge
EAS	Exploitation et atteintes sexuelles
EPI	Équipement de protection individuelle
GHRP	Plan de réponse humanitaire global des Nations Unies
IATI	Initiative internationale pour la transparence de l'aide
IEA	Agence internationale de l'énergie
KYC	« connaître son client »
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
OIT	Organisation internationale du travail
PIB	Produit intérieur brut
STF	Service de traçabilité financière
VBG	Violence basée sur le genre



Une femme fait la démonstration d'un lavage des mains à Satkhira, au Bangladesh, dans le cadre du programme d'intervention COVID-19 de CARE. ©Akhtar Hossain/CARE

1. Introduction

En six mois seulement, la pandémie de la COVID-19 a bouleversé la vie telle que nous la connaissions. La propagation du virus a déclenché une crise humanitaire mondiale, infectant près de 33,8 millions de personnes et tuant près de 1 010 000 de personnes.²⁶ La fermeture des frontières et la stagnation de l'économie laissent présager une contraction de l'économie mondiale avoisinant les 12 000 milliards de dollars d'ici fin 2021.²⁷ Les flux financiers, tels que les envois de fonds,²⁸ ont été affectés, tandis que l'aide publique au développement (APD) aux pays pauvres risque de diminuer, ce qui fragilisera davantage les moyens de subsistance.

Pourquoi mettre l'accent sur l'égalité des genres ?

Alors que ces bouleversements touchent toute la planète, les répercussions sociales et économiques de la crise ont touché de manière disproportionnée les femmes et les jeunes filles, ainsi que les personnes marginalisées pour diverses raisons ou celles qui sont confrontées à des crises humanitaires qui se chevauchent.²⁹ La pandémie et ses répercussions ont réduit les progrès accomplis au cours des 25 dernières années en matière de développement.³⁰ Si des mesures de protection ne sont pas prises pour atténuer les effets de la COVID-19, la crise

26 Johns Hopkins University (30 September 2020). 'Coronavirus Resource Center.' <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>.

27 Bill & Melinda Gates Foundation (2020). '2020 Goalkeepers Report: COVID-19: A Global Perspective.'

28 Noe-Bustamante, Luis (2020). 'Amid COVID-19, Remittances to Some Latin American Nations Fell Sharply in April, Then Rebounded.' Pew Research Center. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/08/31/amid-covid-19-remittances-to-some-latin-american-nations-fell-sharply-in-april-then-rebounded/>.

29 Buschmann, Maren & Sarah Fuhrman (2020). 'COVID-19 Could Condemn Women To Decades of Poverty: Implications of the COVID-19 Pandemic on Women's and Girls' Economic Justice and Rights.' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/covid-19-could-condemn-women-to-decades-of-poverty>. Note that while women are disproportionately affected under many social and economic indicators, men appear to have higher COVID-19 mortality rates globally.

30 Bill & Melinda Gates Foundation (2020). '2020 Goalkeepers Report: COVID-19: A Global Perspective.'

pourrait faire basculer 47 millions de femmes et de filles de plus dans la pauvreté d'ici 2021. Autrement dit, 435 millions de femmes vivraient dans la misère.³¹

Les effets de la COVID-19 ont creusé les inégalités et les ont rendues plus visibles. La pauvreté et l'insécurité alimentaire augmentent chacune de 1,4 fois le risque de mourir de la COVID-19.³² En outre, les femmes et les filles qui sont déjà touchées par des formes de discrimination telles que le racisme et le sexisme risquent davantage de contracter la COVID-19 ou d'en mourir.³³ Elles sont également plus exposées aux effets secondaires de la crise, tels que les pertes d'emploi, qui sont souvent aggravés par l'absence de protection sociale et de filets de sécurité.³⁴ Ces risques se superposent et augmentent les écarts déjà importants entre les genres. En 2020, on comptera 118 femmes vivant dans la pauvreté pour 100 hommes ; ce ratio pourrait passer à 121 femmes vivant dans la pauvreté pour 100 hommes d'ici 2021.³⁵

En outre, négliger la promotion de l'égalité des genres risque de compromettre les objectifs de relance économique. Par exemple, selon des estimations prudentes, la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial pourrait être inférieure de 1 000 milliards de dollars en 2030 si des mesures ne sont pas prises pour remédier aux tendances actuelles du chômage des femmes.³⁶ Prioriser les possibilités économiques des femmes et à leur accès au financement peut en soi contribuer à la croissance³⁷ : l'entrepreneuriat féminin pourrait stimuler la croissance de 5 000 milliards de dollars,³⁸ tandis que l'accès des femmes au financement augmenterait leurs dépenses en matière de santé, d'éducation, de logement et d'alimentation, contribuant ainsi à accélérer le développement inclusif.³⁹

31 UN Women (2020). 'From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>.

32 McKinsey & Company (2020). 'Socioeconomic Vulnerability Increases the Risk of Dying From COVID-19.' <https://www.mckinsey.com/featured-insights/coronavirus-leading-through-the-crisis/charting-the-path-to-the-next-normal/socioeconomic-vulnerability-increases-the-risk-of-dying-from-covid-19?cid=other-eml-alt-mip-mck&hclid=979b5429b158418fb63e000c37f0446b&hctky=12299689&hdpid=4c29f565-57b0-4a6d-be9e-e043fe78967c>.

33 UN Women (2020). 'From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19.'

34 Ibid.

35 Ibid.

36 Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.' McKinsey & Company.

<https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects>.

37 Lagarde, Christine (2019). 'A Global Imperative: Empowering Women Is Critical for the World's Economy and People.' Finance & Development.

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2019/03/empowering-women-critical-for-global-economy-lagarde.htm>.

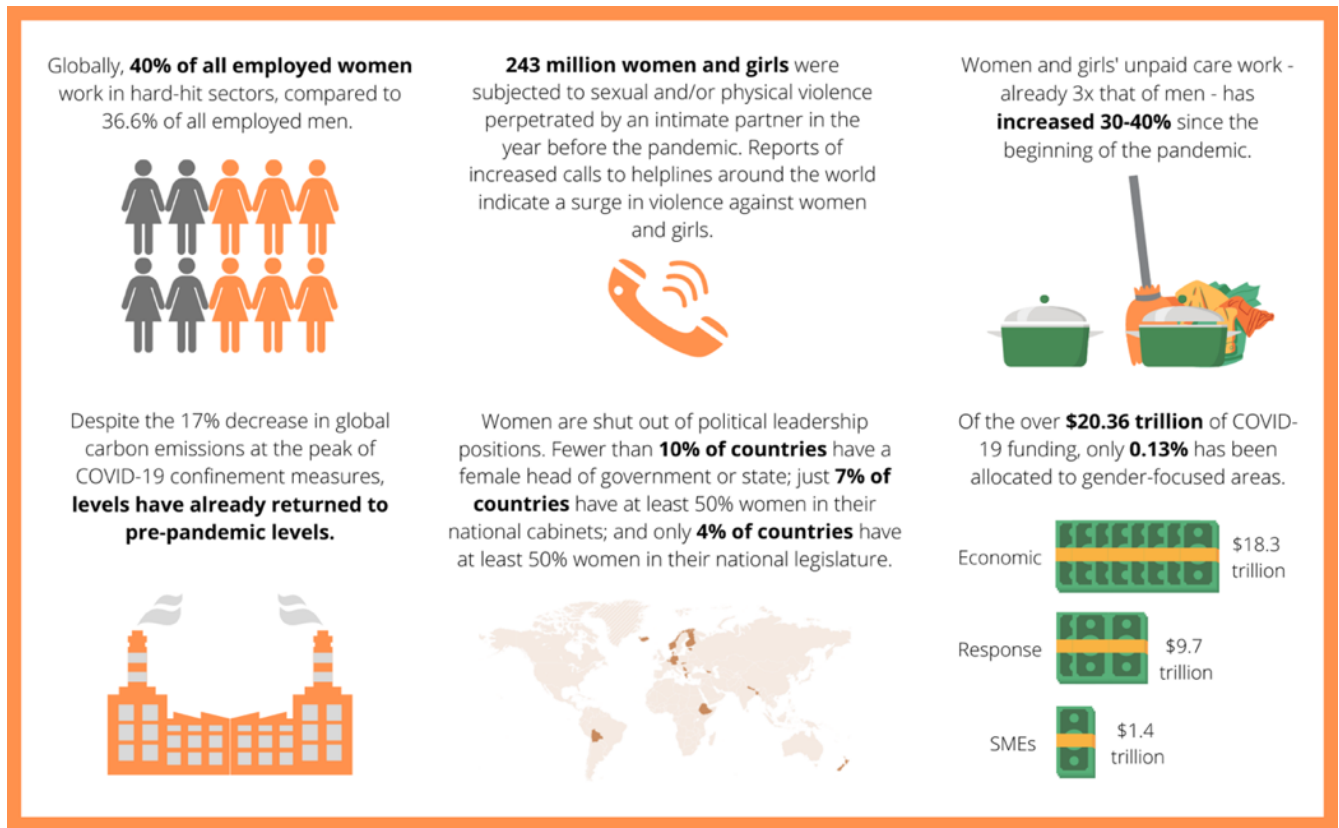
38 Unnikrishnan, Shalini & Cherie Blair (2019). 'Want to Boost the Global Economy by \$5 Trillion? Support Women as Entrepreneurs.' Boston Consulting Group.

<https://www.bcg.com/publications/2019/boost-global-economy-5-trillion-dollar-support-women-entrepreneurs>.

39 Abdi, Aisha (28 August 2019). 'Women Are the Key to Economic Development in Third-World Countries.' King's College London.

<https://www.kcl.ac.uk/news/women-are-the-key-to-economic-development-in-third-world-countries>.

La COVID-19 a touché de manière disproportionnée les femmes et les filles, mais celles-ci sont exclues de la réponse et de la reprise⁴⁰



Le retour à la « normale » ne suffit pas

Il est évident que le monde tel qu'il était structuré avant la pandémie était profondément marqué par l'inégalité. La communauté internationale risquait déjà de ne pas réaliser les objectifs de développement durable et de manquer à sa promesse « qu'aucune personne ne soit laissés-pour-compte », c'est-à-dire d'atteindre avant tout celles et ceux qui en ont le plus besoin. Il est donc encore plus évident que le retour au statu quo ne sera pas suffisant. Au moment où les décideurs s'efforcent de faire face aux retombées majeures de la pandémie, ils doivent également se tourner vers l'avenir.

Cette démarche est nécessaire, car la pandémie, aussi terrible soit-elle, est aussi un rappel à l'ordre, une occasion de corriger les inégalités systémiques et les déséquilibres de pouvoir qui ont empêché les femmes et les filles d'obtenir justice et de jouir pleinement de leurs droits. Pour se prévaloir de cette possibilité, les responsables politiques et toutes les parties prenantes doivent tirer des enseignements des erreurs passées et les corriger. Ils doivent résolument réinventer et reconstruire des systèmes et des sociétés qui sont justes, équitables et durables.

Nous ne pouvons pas nous permettre de stagner ; nous devons construire l'avenir.

Afin de déterminer la meilleure façon d'y parvenir, avec et pour les femmes et les filles, CARE a procédé à un examen complet de centaines de ressources collectées avant et pendant la pandémie et a mené de multiples consultations

40 ILO (2020). 'ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fifth edition: Updated estimates and analysis.' https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_749399.pdf; UN Women (2020). 'COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5006>; CDC (2020). 'COVID-19 and women's economic empowerment: a chance to invest for change?' https://www.cdcgroup.com/en/news-insight/insight/articles/covid-19-and-womens-economic-empowerment-a-chance-to-invest-for-change/?utm_source=Master+List+CDC+Group+PLC&utm_campaign=92d6b088ec-EMAIL_CAMPAIN_2019_08_21_03_13_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_e6d7d8d8fb-92d6b088ec-228592237; WMO (2020). 'United in Science 2020.' https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10361; Vogelstein, Rachel B. & Alexandra Bro (2020). 'Women's Power Index.' Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/article/womens-power-index>; Devex (2020). 'Funding Response to COVID-19.' <https://www.devex.com/news/interactive-who-s-funding-the-covid-19-response-and-what-are-the-priorities-96833>.

internes avec son personnel du monde entier. C'est à travers ce processus d'écoute et d'apprentissage que CARE a pu définir **l'autonomisation économique des femmes, la relance verte et équitable pour les femmes et les réformes de l'action humanitaire** comme étant des sujets primordiaux de préoccupation. Le présent rapport porte donc sur ces enjeux. Ces problèmes découlent d'un même facteur fondamental : l'asymétrie des rapports de pouvoir entre les pays et au sein des sociétés.

L'autonomisation économique des femmes, la relance verte et sensible aux questions de genre ainsi que les réformes de l'action humanitaire sont les clés pour construire l'avenir



Certes, ces enjeux ne sont pas les seuls à témoigner du déséquilibre des dynamiques de pouvoir ni les seuls problèmes à résoudre. Mais la justice et les droits économiques des femmes, la relance verte et sensible aux questions de genre et les réformes de l'action humanitaire sont intimement liés. Le changement climatique se traduit par de nouvelles crises humanitaires (et sape les avancées en matière de développement)⁴¹ ; pour y faire face, le secteur humanitaire doit s'adapter. L'aide humanitaire à elle seule n'est pas suffisante ; la relance post-crisis tout comme le développement transformatif ne peut avoir lieu sans l'autonomisation économique des femmes. Les femmes et les filles ont besoin de justice et de droits pour accéder à l'éducation, aux opportunités économiques, et pour leur permettre d'avoir des moyens de subsistances durables afin d'échapper à la pauvreté.

Dans les mois à venir, des milliers de milliards de dollars de ressources seront mobilisés. Ils doivent être investis

⁴¹ See, e.g., CARE Climate Change and Resilience Platform (2020). 'Evicted By Climate Change: Confronting the Gendered Impacts of Climate-Induced Displacement.' CARE International. <https://reliefweb.int/report/world/evicted-climate-change-confronting-gendered-impacts-climate-induced-displacement>.

de sorte à répondre aux besoins des populations du monde d'une manière qui honore et augmente leur capacité d'action et leur résilience, et qui déconstruit les systèmes pour en recréer des plus équitables et plus durables. Le risque est grand. En effet, si les gouvernements et les donateurs ne parviennent pas à mettre en œuvre des mesures radicales et à mobiliser un financement adéquat, principalement public, pour appliquer de nouveaux systèmes équitables et durables, ils pourraient creuser les inégalités et aggraver les crises. L'heure des mesures innovantes est venue ; il est temps de faire preuve de courage pour construire un monde plus équitable.

Trois principaux domaines de préoccupation

Ce rapport vise à aider les décideurs à établir la meilleure façon de considérer les femmes et les filles dans toute leur diversité, et à définir les mesures à prendre pour appuyer les efforts des populations touchées afin de progresser dans les trois domaines interdépendants que sont la justice et les droits économiques des femmes, la relance verte et équitable, et l'action humanitaire. Pour aider à amorcer des changements concrets et radicaux, les gouvernements, les décideurs internationaux et le secteur privé devraient d'une part s'employer à rendre les femmes plus présentes à tous les niveaux des instances dirigeantes et, d'autre part, appuyer les efforts visant à corriger le déséquilibre des systèmes de pouvoir, qui perpétue les inégalités.

Le rapport peut être considéré dans son intégralité ou chaque chapitre peut être utilisé comme une ressource à part entière par les décideurs spécialisés sur une question particulière. Après cette introduction, le chapitre 2 porte sur les femmes au travail, leurs possibilités économiques et les moyens de surmonter les obstacles à la justice économique. Le chapitre 3 examine la relance verte et sensible à l'égalité des genres, ainsi que le rôle de l'égalité femmes-hommes dans la résilience climatique, tandis que le chapitre 4 met l'accent sur l'importance que revêt la prise de responsabilités des femmes. Le chapitre 5 porte sur l'action humanitaire, notamment l'inégalité des genres dans le secteur, la nécessité de la transparence dans le financement et l'importance des données ventilées par âge et par genre. Le chapitre 6 examine les financements, tandis que le chapitre 7 fournit une brève conclusion. Chaque chapitre propose des recommandations concrètes aux gouvernements, aux donateurs et aux institutions multilatérales, et, s'il y a lieu, au secteur privé, ainsi qu'aux organisations internationales, dont CARE fait partie.

Au-delà de ces recommandations spécifiques, un thème transversal a émergé. Afin de construire l'avenir, la communauté internationale doit **inclure les femmes et les filles, leur rendre des comptes et les soutenir**. Pendant la lutte contre la COVID-19, la relance qui s'en suit et au-delà, les femmes et les filles, aussi diverses soient-elles, doivent concourir, à tous les niveaux, aux prises de décisions ayant un impact sur leur vie et aux prises de décisions au nom de leur collectivité.⁴² Fortes de leur vécu, elles sont les mieux qualifiées pour façonner des politiques propres à faire évoluer les questions de genre et à accélérer les progrès. Les responsables politiques et du secteur privé doivent adopter une approche intersectionnelle qui tient compte des questions de genre à chaque fois qu'ils conçoivent ou approuvent une politique ou un programme, que ceux-ci fassent partie des plans internationaux de relance économique ou des programmes d'action humanitaire. Les donateurs doivent financer les organisations dirigées par les femmes et les filles et dans lesquelles elles sont équitablement représentées, ainsi que les activités auxquelles elles accordent la priorité.

Rôle de CARE

Un appel pour construire l'avenir ne peut pas être lancé sans que les organisations internationales, y compris CARE, reconnaissent qu'elles font parties d'un système plus large qui, enraciné dans le colonialisme et la suprématie blanche, peut empêcher le développement et le progrès humanitaire et perpétuer les inégalités. Reconnaître les systèmes inéquitables qui structurent les sociétés est la clé d'une relance équitable. CARE reconnaît qu'elle fait

⁴² See 'Promoting Women's Leadership in the Recovery and Beyond.' p. 36.

partie de ces systèmes et continue de travailler pour les transformer. Dans le cadre de sa Vision 2030,⁴³ CARE, en tant qu'organisation internationale, s'est engagée à :

- **Lutter contre la discrimination raciale.** Lutter contre la pauvreté, c'est nécessairement lutter contre la discrimination raciale. Nous nous engageons à écouter, à apprendre de manière critique et à en faire davantage pour montrer clairement que la lutte contre l'injustice raciale fait partie de notre engagement en faveur de la justice sociale. Placer ces principes au cœur de notre travail — de la façon dont nous procédons aux recrutements et aux promotions, à la façon dont nous gouvernons, dirigeons et mobilisons des ressources et des partenaires — nous permettra d'être plus innovants et de nous acquitter fidèlement de notre mission.
- **Promouvoir la diversité, l'égalité et l'inclusion dans nos espaces de leadership.** Les modèles et espaces de leadership et de gouvernance, y compris l'adhésion à CARE International, refléteront la diversité mondiale de CARE. Cela va au-delà de l'adhésion, pour inclure davantage de voix des pays du sud dans les espaces de leadership, et davantage de groupes sous-représentés dans les postes de gestion et de direction. En 2014, par exemple, CARE ne comptait que deux membres des pays du sud. Aujourd'hui, CARE compte 13 membres des pays du nord et 8 des pays du sud, et nous continuons d'évoluer et de diversifier nos membres pour corriger ce déséquilibre.
- **Identifier les tensions et cultiver intentionnellement le dialogue autour d'elles,** y compris en cherchant ouvertement et continuellement à comprendre et à traiter le déséquilibre des dynamiques de pouvoir à la fois au sein de CARE et dans nos interactions avec les autres. Les membres des pays du nord déplaceront la prise de décision et les ressources financières et techniques « à la proximité immédiate » d'un problème. Nos modèles de fonctionnement, notre gouvernance et nos comportements évolueront également pour soutenir notre vision en réseau.
- **Adopter un « nouveau pouvoir » et élargir les partenariats pour soutenir la société civile parmi nos membres.** Nous considérons nos partenaires comme des agents de changement, en particulier les représentants de la jeunesse et des mouvements sociaux, les organisations féministes ou axées sur l'égalité des genres, les militant-e-s et les acteur-ice-s progressistes du secteur privé qui adoptent ces mêmes lignes. Nous privilégierons les relations avec les organisations féministes et trouverons des occasions de soutenir leurs programmes. Nous investirons dans le renforcement de la société civile et agirons en tant que rassembleur, allié, amplificateur et partenaire fournisseur de ressources. Nous reconnaissons que, du fait de notre statut d'organisation internationale, notre rôle futur sera de créer des passerelles pour relier les mouvements du « nouveau pouvoir » au « vieux pouvoir » de manière à influencer, transformer et accélérer le changement. Pour maximiser les résultats, nous adapterons nos systèmes internes autant que nécessaire, de sorte à pouvoir travailler avec des acteur-ice-s formel-le-s et informel-le-s.

Nous comprenons que nous ne pouvons pas faire ce travail seuls. Nous devons écouter ce que nos collègues au sein de CARE ont à nous dire, et nous devons nous concerter dans un esprit d'équité et de respect. Nous appelons les donateurs et nos homologues ONGI à se joindre à nous dans un dialogue permanent afin d'examiner de manière critique et, finalement, de déconstruire les dynamiques de pouvoir déséquilibrées dans le système plus large auquel nous appartenons toutes et tous.

⁴³ CARE International (2020). 'Vision 2030.' Forthcoming.



Des femmes faisant partie d'une AVEC à Rafa, au Niger, participent à la transformation des arachides. Le COVID-19 a eu un impact sur les moyens de subsistance des femmes et sur leur capacité à fournir de la nourriture à leurs familles. ©Olivier Girard/CARE

2. Justice et droits économiques des femmes⁴⁴

Pour que les femmes puissent échapper à la pauvreté, il est essentiel qu'elles aient accès aux ressources et aux opportunités économiques et qu'elles puissent les contrôler. Ajoutons que c'est le fondement d'une économie robuste et d'une société équitable. En effet, l'accès des femmes à un travail digne⁴⁵ ou à des perspectives commerciales, leur offre des sources de revenus et des filets de sécurité, tandis que leur accès aux produits et services financiers leur permet d'investir dans une entreprise, de couvrir leurs dépenses par leurs propres épargnes et de mieux gérer les risques et les crises.⁴⁶

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) incluent un engagement en faveur de la justice et des droits des femmes et des filles.⁴⁷ Pourtant, les progrès ont été faibles⁴⁸ et les systèmes économiques sont inéquitables et exacerbent les inégalités dans leur ensemble, notamment de genre. On observe des disparités de genre persistantes dans tous les aspects de l'activité économique des femmes et de leur contrôle de leurs finances. Les femmes, qui sont surreprésentées dans les catégories d'emploi les moins bien rémunérés et les plus précaires,

⁴⁴ This section was prepared by CARE Women's Economic Empowerment colleagues around the world, with substantial contributions from: Mareen Buschmann, Hester Le Roux, Rebecca Wilton, Jo Howarth, Solange Hai, Aisha Rahamatali, Sarah Kitakule, Grace Majara, Joe Sutcliffe, Alex Eastham, Rathi Mani-Kandt, and Claire Hancock. Any omissions are unintentional.

⁴⁵ CARE's concept of 'dignified work' builds on the ILO's decent work framework, adding the dimension of control over the gains of such decent work. For a full explanation, see Boyle, Gerry (2016). 'Dignified Work – What Is It? And Why Is It Crucial for Women's Economic Empowerment?' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/development-blog/dignified-work-what-is-it-and-why-is-it-crucial-for-women-s-economic-empowerment>.

⁴⁶ UN Secretary General's High-Level Panel on Women's Economic Empowerment (2016). 'Leave No One Behind: A Call to Action for Gender Equality and Women's Economic Empowerment.' <https://www2.unwomen.org/-/media/hlp%20wee/attachments/reports-toolkits/hlp-wee-report-2016-09-call-to-action-en.pdf?la=en&vs=1028>.

⁴⁷ As part of the SDGs on tackling poverty and inequalities and achieving economic prosperity, and as cross-cutting enablers for the entirety of achieving Agenda 2030.

⁴⁸ UN Women (2020). 'Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2020.' <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/09/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2020>.

accusent un retard par rapport aux hommes sur le plan de la participation à l'activité économique.⁴⁹ Globalement, elles gagneraient en moyenne 20 % de moins que les hommes, mais dans certains pays et secteurs, cet écart de rémunération est beaucoup plus élevé.⁵⁰ Dans les pays à faible revenu, seule une entreprise sur quatre est détenue par des femmes,⁵¹ tandis que 67 % des femmes seulement possèdent un compte bancaire dans un établissement financier du secteur formel, contre 72 % des hommes.⁵² En outre, les femmes et les filles se heurtent à des obstacles structurels, notamment du fait de leur surreprésentation dans le secteur du travail domestique et de soins non rémunérés et des normes qui les empêchent d'hériter, d'accéder à la propriété foncière ou encore de contrôler des ressources. Ces obstacles limitent les possibilités économiques des femmes et des filles ou leur capacité à poursuivre leurs études.⁵³ Le sous-financement des services publics, l'inadéquation des systèmes de protection sociale et l'insuffisance des filets de sécurité ou de la protection sociale exacerbent les inégalités de genre.⁵⁴ Il en résulte que, souvent, les femmes et les filles n'ont guère les moyens de faire face à une crise ou d'absorber les chocs économiques.

Les répercussions socio-économiques de la COVID-19 ont rendu la justice et les droits économiques des femmes encore plus inaccessibles. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), des heures de travail équivalant à 400 millions d'emplois à temps plein ont été perdues entre avril et juin 2020 et les femmes étaient 1,8 fois plus touchées par ces pertes d'emploi dues à la crise.⁵⁵ Les femmes sont surreprésentées dans certains des secteurs les plus frappés par les pertes d'emplois (vente au détail, confection de vêtements)⁵⁶ – tandis que les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) où les femmes entrepreneurs travaillent principalement, sont plus vulnérables aux chocs et aux pertes d'emplois. Les femmes sont également plus nombreuses que les hommes dans les secteurs à haut risque, aux premières lignes de la lutte contre la pandémie : 70 % des agents de santé sont des femmes, dont beaucoup ont rencontré des difficultés à obtenir des équipements adéquats de protection individuelle (EPI).⁵⁷ Les femmes entrepreneurs et celles qui travaillent dans le secteur informel ont été particulièrement touchées, car elles possèdent généralement peu ou pas d'économies pour compenser l'absence de revenu et n'ont pas accès aux dispositifs de protection sociale. La COVID-19 a exacerbé davantage les inégalités structurelles.⁵⁸ Les responsabilités familiales des femmes, qui assument de manière disproportionnée le fardeau des soins aux parents malades et âgés et aux enfants scolarisés, auraient augmenté de 30 à 40 %, soit d'une à deux heures par jour.⁵⁹ Cela s'ajoute au volume des soins non rémunérés qu'elles effectuaient déjà, qui est trois fois plus important que celui des hommes.⁶⁰

49 A recent ILO-UN Women study found that the labour force participation rate of prime-age men (aged 25 to 54) is 95%, compared to 52% for prime-age women, revealing a gender gap in labour force participation for this age group of 43 percentage points. These averages mask huge variations between countries and regions, as well as by household status. See Gammarano, Rosina. 'Having kids sets back women's labour force participation more so than getting married.' ILO. <https://ilostat.ilo.org/having-kids-sets-back-womens-labour-force-participation-more-so-than-getting-married/>.

50 ILO. 'Understanding the Gender Pay Gap.' https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---act_emp/documents/publication/wcms_735949.pdf.

51 Halim, Daniel (2020). 'Women Entrepreneurs Needed - Stat!' World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/opendata/women-entrepreneurs-needed-stat>.

52 Demirgüç-Kunt, Asli et al. (2017) 'The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution.' World Bank Group. <https://globalfindex.worldbank.org/>.

53 The World Bank (2018). 'Women's Financial Inclusion and the Law.' <http://pubdocs.worldbank.org/en/610311522241094348/Financial-Inclusion.pdf>.

54 UBS (2020). 'Own Your Worth: How Women Can Break the Cycle of Abdication and Take Control of Their Wealth.' <https://www.ubs.com/microsites/client-segments/en/own-your-worth/home.html>.

55 ILO (2020). 'ILO Monitor: COVID-19 and the World of Work.' https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_749399.pdf; Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.'

McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>.

56 Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.'

57 See, e.g., Porterfield, Carlie (2020). 'A Lot of PPE Doesn't Fit Women - And In The Coronavirus Pandemic, It Puts Them In Danger.' Forbes.

<https://www.forbes.com/sites/carlieporterfield/2020/04/29/a-lot-of-ppe-doesnt-fit-women-and-in-the-coronavirus-pandemic-it-puts-them-in-danger/#658d7d9b315a>, and Kleinman, Zoe (2020). 'PPE 'Designed for Women' Needed on Frontline.' BBC. <https://www.bbc.co.uk/news/health-52454741>.

58 The Sustainable Development Goals include a specific target (5.4) to recognise and value unpaid care and domestic work through the provision of public services, infrastructure and social protection policies and the promotion of shared responsibility within the household and the family as nationally appropriate.

59 CDC Group. (2020). 'COVID-19 and Women's Economic Empowerment: A Chance to Invest for Change?' <https://www.cdcgroup.com/en/news-insight/insight/articles/covid-19-and-womens-economic-empowerment-a-chance-to-invest-for-change/>.

60 ILO (2018). 'Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work.' www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm.

Une relance économique équitable, à l'issue de la pandémie, doit permettre de compenser le recul dans les progrès, d'accélérer les résultats positifs et d'éliminer les obstacles systémiques qui empêchent les femmes et les filles de jouir pleinement de la justice et des droits économiques.⁶¹

2.1 Le monde du travail : accélérer l'accès des femmes à un travail digne



Kirupalini Karunakaran gère sa propre entreprise de tissage, vendant de magnifiques vêtements tissés à la main à Colombo, au Sri Lanka. La pandémie affecte l'entreprise de Kirupalini, qui ne peut pas se procurer les matières premières et l'équipement dont elle a besoin. ©CARE Netherlands

La pandémie a braqué les projecteurs sur les femmes qui exercent des formes de travail précaires, sous-rémunérées et relevant de l'exploitation, en particulier au bas des chaînes de valeur mondiales complexes : des emplois qui n'offrent pas de couverture sociale et de protection juridique. Les travailleur-se-s de l'économie informelle, qui constituent 60 % de la main-d'œuvre mondiale, ne sont généralement pas protégés par la législation du travail ou couverts par des régimes de protection sociale.⁶²

Parallèlement à la discrimination que l'on observe sur le marché du travail et aux tendances à l'automatisation et à la numérisation du secteur manufacturier, les pertes d'emplois généralisées et d'autres répercussions à plus long terme de la COVID-19 entraîneront probablement des emplois moins nombreux et de moindre qualité pour les femmes ainsi que la dé-féminisation de la force de travail dans de nombreux pays.⁶³ L'incertitude qui pèse actuellement sur les entreprises risque fort de pousser les employeurs, soucieux de maintenir leurs activités, à enfreindre les normes du travail et les droits des travailleur-se-s, potentiellement avec le soutien des gouvernements résolus à garder ouvertes les entreprises et à conserver les emplois coûte que coûte. Les travailleuses des secteurs formel et informel sont également exposées à un risque accru de « pandémie parallèle »

61 Note that this section sometimes refers to women's economic opportunities only, being mindful of the need to tackle/avoid girls' labour.

62 ILO (2018). 'Women and Men In the Informal Economy: A Statistical Picture.' https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang-en/index.htm.

63 ILO (2018). 'Care Work and Care Jobs For the Future of Decent Work.' https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_633135.pdf; Kucera, David and Sheba Tejani (2014). 'Feminization, Defeminization, and Structural Change in Manufacturing.' World Development. https://www.researchgate.net/publication/264425848_Feminization_Defeminization_and_Structural_Change_in_Manufacturing.

de VBG⁶⁴ qui est apparu dans le sillage de la crise économique créée par la pandémie, et qui aggrave encore les obstacles à l'activité économique des femmes et des filles.

Les gouvernements peuvent **protéger et accélérer les possibilités d'emploi et les moyens de subsistance des femmes** et des groupes marginalisés⁶⁵ en utilisant un éventail d'outils. On peut citer à titre d'exemple les périodes d'exonération fiscale pour les employeurs et les subventions à l'emploi, en particulier dans les industries, secteurs et types de travail dans lesquels les femmes et les groupes marginalisés prédominent.⁶⁶ Les investissements à court terme pour permettre aux femmes d'accéder à de nouveaux moyens de subsistance répondant aux besoins du marché (production d'EPI, d'eau savonneuse, mise en relation des femmes avec des moyens de commerce électronique) se sont révélés d'autant plus efficaces pendant la crise.⁶⁷ Afin de contribuer à la relance économique, ces stratégies à court terme devraient se transformer en politiques actives du marché du travail qui favorisent la création d'emplois et l'employabilité ; il pourrait s'agir, par exemple, de formations aux compétences générales et aux compétences non techniques, adaptées au marché, qui favoriseraient la participation des femmes à la population active et leur avancement.⁶⁸

Sur le long terme, les employeurs et les gouvernements peuvent soutenir davantage le travail digne pour les femmes en ciblant les chaînes de valeur mondiales,⁶⁹ afin de contrer les pratiques d'achat non éthiques et les modèles commerciaux relevant de l'exploitation qui exercent une pression et un risque en aval de la chaîne de valeur sur les fournisseurs et, au bout du compte, sur les travailleur-se-s et les producteur-trice-s.⁷⁰ Des comportements d'achat et des pratiques commerciales éthiques permettrait en effet de créer des chaînes de valeur propices au travail digne et au développement des entreprises éthiques. La mise en place par les pouvoirs publics de certaines mesures, comme la loi sur les formes contemporaines d'esclavage (Royaume-Uni et Australie) et la loi relative au devoir de vigilance des entreprises (France), montrent que les gouvernements peuvent faire évoluer leurs lois pour exiger que les entreprises agissent dans le respect des droits des travailleur-se-s et fournissent un accès effectif à des voies de recours.⁷¹

Renforcer les droits des travailleur-se-s et leur participation à la prise de décision est essentiel à une relance économique juste et équitable : les femmes et les filles doivent participer de manière utile aux décisions qui ont une incidence sur leur vie professionnelle à tous les niveaux.⁷² Les organisations de travailleur-se-s et les organisations de défense des droits des femmes ont joué un rôle central pendant la pandémie COVID-19 ; elles ont notamment fourni de l'aide alimentaire et des EPI aux travailleur-se-s et ont veillé à ce que ces dernier-e-s reçoivent leur salaire et aient accès aux services. Le dialogue social, qui comprend tous les types de négociations sur la

64 Mlambo-Ngcuka, Phumzile (2020). 'Violence Against Women and Girls: The Shadow Pandemic.' UN Women.

<https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>; Haneef, Christina and Anushka Kalyanpur (2020). 'Global Rapid Gender Analysis For COVID-19.' CARE and International Rescue Committee (IRC).

<https://insights.careinternational.org.uk/publications/global-rapid-gender-analysis-for-covid-19>; Lawreniuk, Sabina and Laurie Parsons (2017). 'I Know I Cannot Quit.' The Prevalence and Productivity Cost of Sexual Harassment to the Cambodian Garment Industry.' CARE International.

https://www.care.org.au/wp-content/uploads/2017/04/SHCS_Full_Technical_Report_March_2017.pdf; Peterman et al. (2020). 'Pandemics and Violence Against Women and Children.' Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/publication/pandemics-and-violence-against-women-and-children>.

65 UN Development Coordination Office (2020). 'Implementation of UN Socio-Economic Response to COVID-19.'

https://data.uninfo.org/Home/_ProcessIndicators.

66 For example, the Cambodian government has provided tax and national insurance holidays and exemptions to employers in the garment, tourism and construction industries alongside complementary social assistance schemes for vulnerable workers.

67 Hmu, Aung Myin (2020). 'How to Make a Washable Face Mask.' <https://www.youtube.com/watch?v=f5WwLmEXUdE&t=326s>.

68 Nanda, Priya et al. (2013). 'Advancing Women, Changing Live: An Evaluation of Gap Inc.'s P.A.C.E. Program.' International Center for Research on Women. https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2016/10/PACE_Report_PRINT_singles_lo.pdf; Tufts Labor Lab. 'Women in Factories Evaluation.'

<https://sites.tufts.edu/laborlab/projects/wif/>.

69 In global value chains, the various stages of the production process are broken down and located across different countries - what the World Bank refers to as the 'international fragmentation of production.' See World Bank. 'Global Value Chains.' <https://www.worldbank.org/en/topic/global-value-chains>.

70 Better Buying (2020). 'Better Buying Releases New Report Linking High-Pressure Costing Practices to Suppliers' Sustainability.' <https://betterbuying.org/press-announcement-better-buying-releases-new-report-linking-high-pressure-costing-practices-to-suppliers-sustainability/>.

71 International Trade Union Confederation. 'Towards Mandatory Due Diligence in Global Supply Chains.' https://media.business-humanrights.org/media/documents/files/documents/duediligence_global_supplychains_en1.pdf.

72 Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020). 'Where Are The Women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/why-we-need-women-in-covid-19-response-teams-and-plans>.

politique sociale et économique d'un milieu de travail,⁷³ est essentiel pour les gouvernements et les employeurs afin d'assurer une relance juste, équitable et durable au lendemain de la pandémie.

Le gouvernement et les employeurs doivent veiller à **ce que le travail digne et la protection sociale** soient à la base de la relance économique après la COVID-19. L'expérience de CARE dans de nombreux secteurs, du vêtement au thé, démontre que le respect des droits des travailleur-se-s et l'amélioration des normes du travail profitent à toutes et tous, travailleur-se-s, entreprises, et économies.⁷⁴ Les programmes d'aide sociale à court terme peuvent servir comme une mesure de protection cruciale, en particulier dans l'économie informelle. Ces programmes doivent être accessibles et inclusifs, répondre adéquatement aux besoins, faire partie d'un ensemble plus vaste de mesures de soutien et s'harmoniser avec les plans à long terme visant à accroître la couverture de la protection sociale.⁷⁵

Afin de renforcer la participation des femmes au marché du travail, **les lieux de travail doivent être un environnement sûr pour les femmes**. Assurer le respect de règles d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail restera une urgence prioritaire, pendant la crise actuelle et en prévision de crises à venir. L'OIT a publié des conseils pratiques à l'intention des employeurs sur la façon d'assurer la relance sûre du travail, notamment en procurant aux travailleur-se-s une distance sécuritaire pour leur travail, des installations adéquates de lavage des mains, l'accès à des tests et des congés payés pour les personnes présentant des symptômes.⁷⁶ Les employeurs doivent mettre en œuvre ces mesures en pratique et s'assurer que les protocoles répondent aux besoins et aux vulnérabilités spécifiques des travailleuses, ce que la société civile peut soutenir.⁷⁷

Garantir la sécurité sur le lieu de travail, c'est aussi s'attaquer d'urgence à la violence et au harcèlement, dans le cadre d'une action plus vaste visant à **mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles**.⁷⁸ Un nombre limité, mais croissant d'employeurs sont en train de mettre en place des politiques et des systèmes de gestion pour faire face à la violence et au harcèlement, y compris concernant les incidences de la violence familiale sur le lieu de travail.⁷⁹ La Convention 190 de l'OIT sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, récemment adoptée, est un nouvel outil puissant qui peut étendre les protections aux travailleur-se-s de l'économie formelle et informelle, ainsi que traiter l'impact de la violence domestique et des abus en ligne.⁸⁰

Pour accélérer l'accès des femmes à un travail digne, les décisionnaires devraient prendre les mesures suivantes :

- Les entreprises au plus haut niveau des chaînes de valeur mondiales doivent **transformer leurs modèles d'affaires pour assurer le respect des droits humains**, en adoptant en autres des pratiques d'approvisionnement équitables qui tiennent compte du paiement d'un salaire décent. **Les gouvernements**

73 ILO. 'What is Social Dialogue?' <https://www.ilo.org/ifpdial/areas-of-work/social-dialogue/lang-en/index.htm>#:~:text=What%20is%20Social%20Dialogue,to%20economic%20and%20social%20policy.

74 Roscoe, Alexa, Faizal Cader, and Chaaminda Jayasinghe (2013). 'A Different Cup of Tea: The Business Case for Empowering Workers in the Sri Lankan Tea Sector.' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/a-different-cup-of-tea-the-business-case-for-empowering-workers-in-the-sri-lankan-tea-sector>; Tufts Labor Lab. 'Women in Factories Evaluation.' <https://sites.tufts.edu/laborlab/projects/wif/>; Lawreniuk, Sabina and Laurie Parsons (2017). 'I Know I Cannot Quit.' The Prevalence and Productivity Cost of Sexual Harassment to the Cambodian Garment Industry.' CARE International. https://www.care.org.au/wp-content/uploads/2017/04/SHCS_Full_Technical_Report_March_2017.pdf.

75 WIEGO has compiled a database of examples of government actions: WIEGO (2020). 'Government Responses to COVID-19 Crisis.' <https://www.wiego.org/government-responses-covid-19-crisis>.

76 ILO (2020). 'Safe Return to Work: Guide for Employers on COVID-19 Prevention.' https://www.ilo.org/actemp/publications/WCMS_744033/lang-en/index.htm.

77 CARE has been supporting garment industry employers to provide PPE, set-up handwashing stations and promote awareness raising of COVID-19 risks among workers.

78 See, e.g., the many resources listed in the Evidence Hub at <https://www.whatworks.co.za/>; Campbell, Helen and Suzi Chinnery (2018). 'What Works? Preventing & Responding to Sexual Harassment in the Workplace: A Rapid Review of Evidence.' CARE International. https://www.care.org.au/wp-content/uploads/2018/10/STOP_What-works-to-address-workplace-sexual-harassment_Rapid-Review-of-evidence.pdf.

79 Business & Human Rights Resource Centre (2019). 'Vodafone: 1st Company to Introduce Global Policy Providing 10 Days' Paid Leave to Domestic Abuse Victims.' <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/vodafone-1st-company-to-introduce-global-policy-providing-10-days-paid-leave-to-domestic-abuse-victims/>.

80 ILO (2019). 'C190 - Violence and Harassment Convention, 2-019 (No. 190).'

https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C190.

devraient légiférer pour cette transformation, y compris au niveau supranational, en soutenant par exemple le projet de traité contraignant de l'ONU sur les Entreprises et les Droits Humains.⁸¹

- Les gouvernements doivent accorder la priorité à la transformation des programmes d'urgence à court terme qui visent à protéger les travailleur-se-s et les emplois pendant la pandémie en **politiques volontaristes du marché du travail qui favorisent la création d'emplois et l'accès aux possibilités d'emploi**, en particulier pour les femmes et d'autres groupes marginalisés sur le plan socio-économique. Cela pourrait consister à investir dans les travaux publics, à élargir l'accès aux formations, à renforcer l'efficacité des services publics de l'emploi ou encore à investir dans le travail indépendant et la création de microentreprises, en ciblant en particulier les secteurs féminisés et les secteurs verts.
- Les pouvoirs publics ne devraient pas se servir de la pandémie et de la relance comme excuse pour bafouer les droits des travailleur-se-s, mais devraient plutôt les **protéger**. L'aide financière aux secteurs clés de l'emploi devrait être subordonnée au respect des droits des travailleurs. Les pouvoirs publics et les employeurs doivent engager un dialogue social constructif avec les organisations de travailleur-se-s et les organisations de défense des droits des femmes à tous les niveaux.
- Les pouvoirs publics doivent **accorder une attention particulière à la situation des travailleur-se-s de l'économie informelle**, en particulier celle des femmes exerçant les formes de travail les plus vulnérables et à risque, et ce par l'extension des protections juridiques et sociales. Des groupes plus spécifiquement à risque, tels que les travailleur-se-s domestiques, pourraient être soutenus par la ratification et la mise en œuvre des conventions de l'OIT, dont la C189, sur le travail domestique,⁸² et la C177, sur le travail à domicile (« télétravail »).⁸³ Au minimum, les pouvoirs publics devraient reconnaître et étendre les protections juridiques aux travailleur-se-s domestiques en tant qu'employés du secteur formel.
- Les pouvoirs publics et les employeurs doivent se concerter pour **appliquer des protocoles efficaces de santé et de sécurité au travail** afin de prévenir la propagation de la COVID-19 et de crises sanitaires futures et de protéger efficacement les travailleuses, en particulier celles qui exercent des emplois à risque comme les agentes sanitaires et les travailleuses domestiques.
- Les pouvoirs publics devraient, de toute urgence, **ratifier la Convention de l'OIT sur la violence et le harcèlement (C190)**, lui consacrer les ressources nécessaires et la mettre en œuvre, tandis que les entreprises devraient, pour assurer le respect de cette nouvelle norme internationale du travail, renforcer leurs politiques et leurs pratiques.

81 OHCHR (2020). 'Legally Binding Instrument to Regulate, in International Human Rights Law, the Activities of Transnational Corporations and Other Business Enterprises.' https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/WGTransCorp/Session6/OEIGWG_Chair-Rapporteur_second_revised_draft_LBI_on_TNCs_and_OBEs_with_respect_to_Human_Rights.pdf.

82 ILO (2011). 'C189 - Domestic Workers Convention, 2011 (No. 189).

https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C189.

83 ILO (1996). 'C177 - Home Work Convention, 1996 (No. 177).'

https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID:312322.

2.2 Renforcer les possibilités économiques en dehors de l'emploi salarié : accélérer l'entrepreneuriat et l'inclusion financière des femmes



Une réfugiée syrienne coud des sacs de kit d'hygiène dans le cadre du projet financé par le FNUAP "Espaces de sécurité pour les filles et les femmes réfugiées, demandeuses d'asile, migrantes et communautés d'accueil." ©Pedro Costa Gomez/CARE

L'entrepreneuriat féminin est une forme de travail précaire : souvent, les femmes entrepreneures ne sont pas couvertes par une assurance maladie ni ne bénéficient du régime de retraite⁸⁴ ou d'autres services publics. Si elles perdent leurs moyens de subsistance, elles courent un risque élevé de sombrer dans la pauvreté. Même si les femmes développent leur entreprise, le fait de dépasser légèrement le seuil de la pauvreté⁸⁵, peut, sans que ce soit intentionnel, les priver de l'accès aux mécanismes de soutien, comme les subventions, dont elles ont besoin pour maintenir leur entreprise à flot. C'est ainsi que, au Pérou, des femmes entrepreneures qui avaient réussi à sortir de l'extrême pauvreté au fil d'un projet de trois ans se sont retrouvées face à un nouveau « chaînon manquant » lorsque la COVID-19 a commencé à avoir une incidence sur les MPME. Elles n'étaient plus éligibles aux dispositifs de protection sociale offerts à la population pauvre, mais n'avaient pas non plus obtenu le niveau nécessaire pour bénéficier de l'aide publique aux moyennes entreprises.⁸⁶

En outre, les femmes sont confrontées à **d'importants obstacles dans l'accès aux produits et services financiers**⁸⁷ susceptibles de les aider à soutenir leurs entreprises et leurs familles pendant les crises. Ces obstacles, peuvent par exemple être le manque de contrôle sur les actifs et les ressources économiques, l'analphabétisme, la mobilité réduite, ainsi que l'obligation pour une banque de « connaître son client » avant de lui ouvrir un compte bancaire ou de lui accorder un prêt. Il est souvent difficile de satisfaire les conditions administratives (présentation d'une carte d'identité, fourniture de garanties). Cela est particulièrement vrai pour les femmes des zones rurales ou travaillant dans le secteur informel.

84 Halvorsen, Cal J. (2018). 'Why We Need To Be Honest About the Risks of Entrepreneurship.' Fast Company. <https://www.fastcompany.com/90260337/the-risks-of-starting-a-new-business-without-a-safety-net>.

85 The World Bank defines extreme poverty as living from US\$1.9 or less/day. World Bank. 'Poverty.' <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/overview>.

86 Perú Ministerio de Economía y Finanzas (2020). 'Plan Económico para la contención económica frente al COVID-19 ha implementado medidas por S/ 67 199 millones.' <https://www.mef.gob.pe/es/noticias/notas-de-prensa-y-comunicados/6382-plan-economico-para-la-contencion-y-reactivacion-economica-frente-al-covid-19-ha-implementado-medidas-por-s-67-199-millones>.

87 Bin-Humam, Yasmin (2017). '5 Challenges for Women's Financial Inclusion.' <https://www.cgap.org/blog/5-challenges-womens-financial-inclusion>.

Les décisionnaires peuvent renforcer **l'entrepreneuriat et les débouchés pour les femmes** au moyen d'une gamme d'interventions publiques : élargissement de la protection sociale et des services publics pour inclure les femmes entrepreneures ; investissements et formations destinés à perfectionner les capacités des femmes ; et amélioration des compétences en matière de prise de décisions et de leadership. Ils peuvent également créer des conditions favorables grâce à des lois, des politiques et des normes sociales inclusives qui défendent les droits des femmes. La formation sur la diversification des activités entrepreneuriales est d'autant plus utile pour faire face aux risques associés aux entreprises dirigées par des femmes, qui se concentrent sur une seule source de revenus ou qui nécessitent certaines conditions de marché, et que la COVID-19 a rendu manifestes.⁸⁸ Les politiques du marché du travail doivent veiller à ce que les femmes entrepreneures puissent bénéficier de telles formations, afin qu'elles soient à même de s'adapter aux fluctuations du marché et aux variations de la demande en cas de crise.

La diversification des compétences comme stratégie d'adaptation en temps de crise

La diversification des compétences et la capacité à s'adapter aux changements de la demande et des marchés sont des éléments essentiels pour soutenir les familles et les entreprises en cas de crise. Lorsque la COVID-19 a frappé, les femmes entrepreneures du Sri Lanka ont pu orienter leur travail vers la production de masques. Parallèlement, lors des éruptions volcaniques au Guatemala, les femmes entrepreneures qui ont pu passer à la production en intérieur ont mieux réussi à maintenir leur entreprise.^a

^aEntretien avec les équipes programmes de CARE au Guatemala (Octobre 2018)

Des mesures supplémentaires pourraient être le renforcement **de l'inclusion des femmes dans les chaînes de valeur**, en tant qu'agricultrices ou entrepreneures, et dans les entreprises agricoles appartenant à des femmes. Cela nécessite le développement des compétences, un accès accru aux marchés et l'accès des femmes aux chaînes de valeur agricoles dont la productivité et la rentabilité sont élevées. Le secteur agricole offre des possibilités intéressantes : plus de 80 % de la surface cultivable de la terre appartient à des hommes, mais les femmes produisent près de 50 % de la production agricole mondiale, souvent sous la forme d'aide non rémunérée effectuée parallèlement à leur travail domestique et de soins.⁸⁹ Un système équitable devrait permettre la création de richesses plutôt que viser seulement à réduire la pauvreté. Un tel système doit être soutenu par des politiques de long terme, qui contribuent à faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes et renforcent les possibilités économiques des femmes, plutôt que par des solutions ou des réformes de court terme.⁹⁰

L'accès à l'épargne ou au crédit est le principal mécanisme d'adaptation en période de crise.⁹¹ Cela est particulièrement vrai pour les femmes confrontées à des discriminations qui se recoupent, et qui, souvent, n'ont pas accès aux filets de protection ou à la couverture sociale. Pendant la crise de la COVID-19, l'évolution vers des stratégies numériques pour l'entrepreneuriat et pour faciliter l'accès au financement a montré qu'il est possible d'atténuer certains des obstacles auxquels les femmes sont confrontées.⁹² Les ventes en ligne ont permis à certaines entrepreneures de maintenir leur entreprise à flot, tandis que l'intégration numérique proactive a dans certains cas augmenté l'inclusion financière. Certains fournisseurs de services financiers ont assoupli les conditions concernant « la connaissance du client » et la présence physique. C'est ainsi que 13 millions nouveaux comptes individuels ont été ouverts en l'espace de trois mois, d'avril à juin 2020, dans les six pays où vivent plus de 55 %

88 e.g., products for tourism, agricultural production or school food production.

89 Scott, Linda (2020). *The Double X Economy: The Epic Potential of Empowering Women*. London: Farrar, Straus and Giroux.

90 Sutter, Christopher, Garry D. Bruton and Juanyi Chen (2019). 'Entrepreneurship As a Solution to Extreme Poverty: A Review and Future Research Directions.' *Journal of Business Venturing*. <https://ideas.repec.org/a/eee/jbvent/v34y2019i1p197-214.html>.

91 Buschmann, Mareen and Sarah Fuhrman (2020). 'COVID-19 Could Condemn Women to Decades of Poverty: Implications of the COVID-19 Pandemic on Women's and Girls' Economic Justice and Rights.' CARE International. https://www.care-international.org/files/files/CARE_Implications_of_COVID-19_on_WEE_300420.pdf.

92 AFI (2020). 'COVID-19 'Stress Tests' Digital ID Infrastructure.' <https://www.afi-global.org/news/2020/06/covid-19-stress-tests-digital-id-infrastructure>.

des femmes non bancarisées dans le monde.⁹³ En plus de cet assouplissement des conditions relatives aux pièces d'identité, la transition vers des « formes alternatives d'antécédents de crédit » pour remplir l'exigence de « connaître son client »,⁹⁴ (par exemple en recourant à des outils numériques pour faire preuve de leurs épargnes) peut permettre aux femmes d'avoir accès à des prêts plus importants et à des services plus variés. La souplesse financière — notamment le fait d'instaurer des périodes d'exemption lors du remboursement de dettes, ainsi que le soutien et le financement supplémentaire pour financer les paiements continus des locaux, des services publics et d'autres coûts fixes permanents — peut également aider.

Les responsables politiques et le secteur privé devraient se baser sur ces formes numériques d'entrepreneuriat et d'accès financier afin de réduire davantage les obstacles. Ils doivent également **s'attaquer à la principale barrière technologique**, à savoir l'accès abordable à un mobile ou à un smartphone. Le réseau mondial des opérateurs mobiles « GSMA » estime que 184 millions de femmes de moins que les hommes possèdent un téléphone mobile dans les pays à revenu faible et intermédiaire.⁹⁵ C'est une situation gagnant-gagnant : renforcer l'inclusion financière à travers l'accès numérique peut conduire à une augmentation du PIB, mais seulement si des mesures sont également prises pour s'attaquer aux normes sociales et sexistes discriminatoires et nuisibles qui empêchent les femmes d'accéder aux services financiers.⁹⁶

Pour accélérer les possibilités économiques pour les femmes et les filles en dehors des emplois salariés, les responsables politiques et du secteur privé doivent :

- **Renforcer l'entrepreneuriat et les débouchés pour les femmes** en investissant dans la formation des femmes entrepreneures, y compris pour diversifier les activités entrepreneuriales, tout en mettant en place des politiques inclusives du marché du travail qui garantissent que les femmes entrepreneures puissent accéder à ces formations, ces programmes de protection sociale et ces autres dispositifs de protection publique afin de réduire le risque individuel.
- **Promouvoir l'inclusion des femmes dans les chaînes de valeur**, notamment en adoptant des mesures permettant d'augmenter leur accès aux marchés locaux, régionaux et internationaux et en faisant passer les femmes qui travaillent dans les secteurs à faible profit de la chaîne de valeur, comme la production, vers les secteurs plus productifs de la chaîne de valeur, comme la logistique ou les opérations de fabrication. Mettre en place des politiques qui vont au-delà du soutien aux individus dans le seul but de réduire la pauvreté, pour permettre plutôt aux femmes les plus marginalisées de créer des richesses durables.
- **Développer des produits et services financiers adaptés** pour répondre aux besoins des femmes entrepreneures, en supprimant par exemple les obligations de garantie ou en offrant des solutions de rechange, comme les prêts basés sur des transactions et des activités de groupements d'épargne.
- **Promouvoir la culture numérique et l'égalité d'accès aux technologies et aux outils** (smartphones, etc.) tout en luttant contre les normes sociales et de genre qui sont discriminatoires et nuisibles. Tirer parti des modes numériques d'entrepreneuriat et d'inclusion financière pour réduire davantage les obstacles que

93 International standard setting bodies like FATA and the BIS have sought to facilitate account opening through digital means: Devex & CDC Group (2020) 'Investing for the Future: Supporting women's economic empowerment post-pandemic.' (9:39 minutes): https://www.youtube.com/watch?v=PUoibGormw&mkt_tok=eyJpIjoiTURVME5UWmhNRGc0TkdbSIsInQioiIGUDQxR3dZSWhWVFNiVnNQMKyXTHA4ZWVvcXFYaWFORUpZykIOeVNCLOo2b3JYWtMzcUI4UEExCSIRZZWczQm5aRkhlDdDmUkN6aWtISE5vUmxb3BQS3cyZXVBUkZoZjhhNV2hpVGxOZE9PR1wvTUdcl1JjSjZ6ZDQxRlwwYzZzNmJhNnEifQ%3D%3D.

94 Yeagan, Stephanie Carey (2016). 'Meet the Teams: Chomoka (Digital VSLA).' ScaleXDesign Accelerator. <http://sxdaccelerator.care.org/meet-the-teams-chomoka-digital-vsla/>.

95 Rowntree, Oliver (2018). 'Connected Women: The Mobile Gender Gap Report 2018.' GSMA. https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2018/04/GSMA_The_Mobile_Gender_Gap_Report_2018_32pp_WEBv7.pdf.

96 Manyika et al. (2016). 'Digital Finance For All: Powering Inclusive Growth in Emerging Economies.' McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/Employment%20and%20Growth/How%20digital%20finance%20could%20boost%20growth%20in%20emerging%20economies/MGI-Digital-Finance-For-All-Executive-summary-September-2016.ashx>.

les femmes rencontrent en matière d'accès financier et de création d'entreprise, notamment en facilitant l'accès aux formes d'entrepreneuriat en ligne, en assouplissant les conditions relatives à la connaissance du client, en s'orientant vers d'autres formes d'antécédent d'entrepreneur pour permettre l'utilisation de documents numériques et en augmentant, sur le plan financier, la liberté de manœuvre en accordant des délais de grâce pour le paiement des dettes et un soutien supplémentaire pour la couverture des frais courants pendant les crises.

- **Promouvoir les placements collectifs et les possibilités de développement**, par le biais de groupes d'épargne, d'associations de producteurs, de coopératives et de groupes d'entrepreneurs de petites et moyennes entreprises, afin que les femmes puissent co-investir et disposer d'un filet de sécurité sociale supplémentaire pour faire face aux crises. Ces mesures devraient venir compléter des politiques plus formelles en faveur d'une protection sociale universelle.

2.3 Lutter contre les obstacles à la justice économique des femmes en traitant la question des soins non rémunérés et en œuvrant pour une protection sociale universelle

La pandémie due à la COVID-19 a mis en évidence de façon spectaculaire **les normes et pratiques discriminatoires à l'égard des femmes** au sein des sociétés et du système économique actuel. Les économies dépendent fortement du secteur des soins, dont la valeur est estimée à 1080 milliards de dollars chaque année, soit 9 % du PIB mondial.⁹⁷ Pourtant, la discrimination sexiste sous-jacente signifie que le travail de soins est considéré comme relevant des femmes et des filles. De ce fait, il est systématiquement sous-évalué ou fourni en tant que service non rémunéré.⁹⁸ La répartition inéquitable des activités de soins non rémunérées⁹⁹ empêche les femmes et les jeunes filles de rechercher un emploi rémunéré, de s'instruire, d'exercer des responsabilités politiques et professionnelles, et limite leur temps libre. Les soins non rémunérés accomplis par les femmes présentent également un lien direct avec les écarts de salaire, l'infériorité des revenus, la médiocrité des résultats scolaires et les facteurs de stress liés à la santé physique et mentale.¹⁰⁰

Par ailleurs, les femmes ont moins facilement accès à la propriété foncière, aux biens, au pouvoir et à la représentation par rapport à leurs homologues masculins. En raison des emplois précaires qu'elles sont contraintes d'exercer ou des secteurs dans lesquels elles travaillent, les femmes sont également confrontées à un accès réduit aux services publics, à la protection sociale et aux filets de sécurité. Malgré ces obstacles systémiques, qui ont aggravé l'impact de la pandémie sur les femmes et les filles, les répercussions ont été peu perçues.¹⁰¹ Le manque de données ventilées par genre signifie que les femmes sont souvent invisibles, surtout celles issues de groupes marginalisés, comme les réfugiés, les nombreuses migrantes ou les femmes d'origine autochtone.

Les barrières systémiques sont étroitement liées et doivent donc être traitées selon une démarche globale. **Le sous-financement des services publics augmente la quantité des travaux domestiques et de soins** qui sont effectués par les femmes ; lorsque les dépenses publiques sont réduites ou que les services ne sont pas assurés, ce sont souvent les femmes qui interviennent gratuitement pour assurer les soins. La réduction des services publics, en particulier en période de récession et de chômage élevé, intensifie le double fardeau des femmes. À mesure que le besoin de

97 Staab, Silke, Seemin Qayum and Bobo Diallo (2020). 'COVID-19 and the Care Economy: Immediate Action and Structural Transformation For a Gender-Responsive Recovery.' UN Women. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-covid-19-and-the-care-economy-en.pdf?la=en&vs=407>.

98 Men also miss out. Gender discrimination can impact the relationships they have with their children and family members: van der Gaag, N. et al. (2019). 'State of the World's Fathers: Unlocking the Power of Men's Care.' Promundo-US. https://promundoglobal.org/wp-content/uploads/2019/06/BLS19063_PRO_SOWF_REPORT_015.pdf.

99 Women's unpaid care work includes domestic tasks such as cooking, cleaning, collecting water or firewood, as well as care of children, older persons and people with disabilities.

100 United Nations (2020). 'Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women.' https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/policy_brief_on_covid_impact_on_women_9_apr_2020_updated.pdf.

101 Hunter, Renee et al. (2020). 'A First Look at Gendered Impacts of COVID-19 on Livelihoods.' Cenfri. <https://cenfri.org/articles/a-first-look-at-gendered-impacts-of-covid-19-on-livelihoods/>.

travail rémunéré augmente, la charge liée aux soins et aux tâches domestiques non rémunérés augmente également.¹⁰² Le renforcement des systèmes en vue de protéger les femmes contre les retombées inéquitables des crises futures nécessite une réorientation des politiques publiques,¹⁰³ un financement public permanent des services essentiels et la prise de dispositions assurant des régimes de protection sociale universelle. Les responsables politiques devraient donc continuer à fournir et même augmenter le financement public provenant de l'APD ou des recettes fiscales et alloué aux services publics, notamment de santé, les systèmes éducatifs, la protection sociale et la participation des femmes à la conception des politiques publiques.¹⁰⁴

Les filets de sécurité qui prennent en charge les groupes les plus démunis et les plus marginalisés sont particulièrement essentiels pour atténuer l'impact de la COVID-19 et des crises futures. Lors de la crise due à la COVID-19, certains États ont étendu leurs régimes de protection sociale et les filets de sécurité aux travailleurs des secteurs informels et aux migrants, ce qui représente un premier pas dans la bonne direction.¹⁰⁵ Les filets de sécurité tels que les initiatives de transfert d'argent n'ont pu atténuer les impacts de la crise que d'une manière très superficielle.¹⁰⁶ À long terme, ce sont les régimes de protection sociale universelle, qui englobent toutes les travailleuses et les femmes chefs d'entreprise, et qui donnent la priorité aux travailleuses des secteurs informels et aux prestataires de soins non rémunérés, qui sont nécessaires pour offrir un emploi équitable et la sécurité à toutes les femmes.



Marriet Chanda gère ce forage en tant que responsable du comité de gestion des points d'eau du village de Chikumbia. L'accès à l'eau potable est devenu de plus en plus important en raison de la pandémie de COVID-19. ©Karin Scxaherbrucker/CARE 2020

102 Baird, Marian & Elizabeth Hill (2020). 'COVID-19 and Women's Economic Participation: A rapid analysis on COVID-19 and implications for women's economic participation.' Australian Aid. <https://investinginwomen.asia/wp-content/uploads/2020/05/Report-COVID-19-and-Women%E2%80%99s-Economic-Participation.pdf>.

103 Graham, Carol (1997). 'From Safety Nets to Social Policy: Lessons from the Developing Countries for the Transition Economies.' Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/from-safety-nets-to-social-policy-lessons-from-the-developing-countries-for-the-transition-economies/>.

104 Women's Major Group (2020). 'From the Pandemic to 2030: Feminists Want System Change: Sharing Economic Benefits.' <http://www.womenmajorgroup.org/wp-content/uploads/2020/06/Sharing-economic-benefits.pdf>.

105 ILO (2020). 'Extending Social Protection to Informal Workers in the COVID-19 Crisis: Country Responses and Policy Considerations.' https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_754731.pdf.

106 Rutkowski, Michal (2020). 'How Social Protection Can Help Countries Cope with COVID-19.' World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/voices/how-social-protection-can-help-countries-cope-covid-19>.

La centralisation de l'économie des soins est l'élément clé d'un changement systémique équitable entre les sexes. Les économistes féministes préconisent depuis longtemps d'aborder quatre étapes clés — les 4 « R ». Il s'agit de « reconnaître » le travail de soins comme étant productif, donc ajoutant de la valeur à l'économie et à la société ; de « réduire » le nombre total d'heures consacrées à des services non rémunérés ; de « redistribuer » les tâches au niveau des ménages, tout en transférant la responsabilité aux gouvernements et aux employeu-se-s ; et de « représenter » les soignant-e-s les plus marginalisé-e-s dans les décisions et la conception des politiques, services et systèmes de soins.

Les gouvernements peuvent s'attaquer aux obstacles systémiques par le biais de politiques publiques

Au Cameroun, le travail de soins non rémunéré des femmes a triplé pendant la crise.^a En Côte d'Ivoire, le temps que les femmes consacrent aux travaux domestiques, à la garde des enfants et aux soins aux personnes âgées a augmenté de 25 %.^b Les gouvernements peuvent recourir à des politiques publiques, telles que la réduction du temps de travail rémunéré et les accords de partage du travail, ainsi que l'élargissement de l'accès aux congés familiaux et aux congés de maladie rémunérés, pour s'attaquer à la charge inéquitable des soins. Les politiques devraient inclure les travailleurs indépendants et la garde d'enfants pour les travailleurs essentiels.^c Le Costa Rica, l'Allemagne et l'Italie, par exemple, ont introduit de telles mesures pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur la charge de soins non rémunérés des femmes.

^a Tchamani, Marceline (2020). 'Analyse Rapide Genre pour COVID-19: Cameroun, Mai 2020.' CARE Cameroun. http://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/Rapport-RGA_COVID-19_pour_validation_Cameroun-VF.pdf;

^b Ouattara, Malamute (2020). 'CARE Rapid Gender Analysis: Côte d'Ivoire, 26 Avril 2020.' CARE Côte d'Ivoire. <http://www.careevaluations.org/evaluation/cote-divoire-rapid-gender-analysis-covid-19-may-2020/>;

^c Turquet, Laura (2020). 'Expert's Take: Four Lessons From COVID-19 That Should Shape Policy Decisions Everywhere.' UN Women. <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/8/experts-take-lessons-from-covid-19-that-should-shape-policy>.

On reconnaît de plus en plus l'existence d'une cinquième étape pour les personnes qui fournissent des soins rémunérés : la « récompense » par le biais de conditions de travail décentes et de l'application du principe « à travail égal, salaire égal », de manière à protéger une main-d'œuvre largement composée de femmes.¹⁰⁷ Les recherches révèlent qu'en s'attaquant aux défis liés à l'économie des soins, les avantages économiques de la réduction des disparités entre les genres sont six à huit fois supérieurs aux dépenses sociales nécessaires à leur réalisation, et que la diversité est également avantageuse pour les entreprises.¹⁰⁸ On constate également que les efforts de reconnaissance, de réduction et de redistribution de la charge du travail de soins non rémunéré favorisent la participation de la main-d'œuvre et l'accès à un travail digne.¹⁰⁹

Les stratégies publiques et la redéfinition des priorités sectorielles doivent être complétées par une refonte des normes familiales, communautaires et nationales concernant la partie responsable des soins non rémunérés. Les données et les informations sont des éléments importants dans la mise au point de solutions pour y parvenir, notamment la collecte, l'analyse et l'utilisation de données ventilées par genre et les inégalités croissantes, ainsi que l'étude des disparités liées au genre pour comprendre les rôles attribués aux hommes et aux femmes et les relations de pouvoir entre les deux genres.¹¹⁰ Il est également essentiel de soutenir les initiatives locales qui permettent de faire évoluer les croyances et les normes sociales. Certains outils et approches dont l'efficacité est

¹⁰⁷ UN Women (2020). 'COVID-19 and the Care Economy: Immediate Action and Structural Transformation for a Gender-Responsive Recovery.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-covid-19-and-the-care-economy-en.pdf?la=en&vs=407>.

¹⁰⁸ Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.' McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>.

¹⁰⁹ OECD (2018). *Is the Last Mile the Longest? Economic Gains from Gender Equality in Nordic Countries*. OECD Publishing: Paris.

¹¹⁰ USAID (2019). 'Ensure Program: Gender Progress Marker Assessment Report.' <https://careevaluations.org/wp-content/uploads/Zimbabwe-ENSURE-Project-Gender-Assessment-Report.pdf>.

avérée comprennent les dialogues conjugaux, l'analyse et l'action sociales, la mobilisation des hommes et des garçons, et la formation à l'égalité des genres.

Afin de s'attaquer aux obstacles systémiques à la justice et aux droits économiques des femmes et des filles, les décideurs et décideuses devraient :

- **Fournir une protection sociale universelle sensible aux questions de genre**, qui donne la priorité aux groupes confrontés à des formes croisées de discrimination. La création d'un fonds mondial et multilatéral pour la protection sociale peut être une première étape positive vers la réalisation de cet objectif.¹¹¹
- Les États devraient également **maintenir des plans d'assistance sociale d'urgence** et les étendre aux plus vulnérables, notamment les femmes migrantes et celles qui travaillent dans l'économie informelle. Ils devraient renforcer davantage les filets de sécurité informels, notamment les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), en tant que mesures complémentaires, tout en prévoyant de faire évoluer ou d'étendre ces programmes pour parvenir progressivement à une protection sociale universelle.
- **Investir dans les services d'aide sociale et financer publiquement et de manière adéquate les services sociaux essentiels**, notamment l'enseignement et la couverture médicale universelle, grâce aux recettes fiscales ou à l'APD.
- **Revaloriser et recentrer l'économie des soins en abordant les 5 « R » – reconnaissance, réduction, redistribution, représentation et récompense du travail de soins** – conformément à une approche multipartite qui inclut :
 - la réévaluation de l'économie des soins et l'investissement dans les systèmes de soins ;
 - la reconnaissance, la réduction et la redistribution des activités de soins non rémunérées, notamment par la mise à disposition de services de garde d'enfants abordables et accessibles, le congé parental, le travail flexible et d'autres politiques de travail favorables à la vie de famille ;
 - la participation des femmes les plus marginalisées, y compris les soignantes, à la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes ; et
 - la promotion d'un changement plus important des normes sociales, par exemple en investissant dans des programmes qui s'attaquent aux normes sociales nuisibles.
- **Rassembler et utiliser des données désagrégées dans la prise de décision.** Les données doivent être réparties par âge, genre et autres identités afin de constituer une base de données factuelles permettant de saisir l'impact des crises, des politiques et des systèmes sur les femmes et les filles. Ces données doivent servir de base à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques, afin de corriger le tir si nécessaire et de garantir des résultats équitables pour les femmes et les filles ainsi que de promouvoir leurs possibilités économiques.
- **Garantir le leadership des femmes et leur contribution égale** à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques. Compte tenu des répercussions sexospécifiques des crises économiques sur l'emploi et la sécurité économique des femmes en temps de crise, il est nécessaire que les femmes et les filles jouent un rôle de premier plan et contribuent aux solutions apportées par les pouvoirs publics afin que ces solutions prennent pleinement en compte leurs besoins, les défis auxquels elles sont confrontées et le soutien dont elles ont besoin pour concrétiser leur justice économique et leurs droits.

¹¹¹ The Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (2020). 'Over 200 Civil Society Organisations and Trade Unions Call Together for a Global Fund for Social Protection.' <https://www.gi-escr.org/latest-news/civil-society-calls-for-a-global-fund-for-social-protection>.



Marche pour l'égalité des sexes et la justice climatique à Londres à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2020. ©Guy Bell/CARE 2020

3. Assurer une relance verte et sensible aux questions de genre pour assurer la résilience climatique et la réduction des émissions ¹¹²

Déjà avant la pandémie, le changement climatique et les catastrophes climatiques avaient un effet dévastateur dans le monde entier, en particulier dans les pays aux ressources limitées. Dans certains contextes, ils aggravent ou provoquent de nouvelles crises humanitaires.

Alors que la communauté internationale poursuit sa lutte contre la COVID-19 et ses politiques de relance, les décideurs et décideuses de niveau national et international doivent mettre en œuvre des mesures de relance vertes et justes qui garantissent la participation des femmes et des filles à la conception des mesures de résilience aux changements climatiques et qui contribuent à la transition vers zéro émission. Ce chapitre examine la pertinence climatique des mesures de relance économique de certains pays, ainsi que le rôle des femmes et des filles dans le déploiement de politiques permettant de lutter contre les effets de la COVID-19 et de la crise climatique. Ensuite, des recommandations prioritaires y sont formulées pour surmonter certains des principaux obstacles qui empêchent une action globale en faveur d'une relance verte et sensible aux questions de genre.

Les effets du changement climatique causent déjà des ravages considérables, en particulier dans les pays aux ressources limitées et chez les personnes qui ont le moins contribué à ses causes, à savoir les émissions dues à la consommation de combustibles fossiles, au changement d'affectation des terres, à la destruction des forêts et à d'autres ressources. Il s'agit d'une grave injustice. Plusieurs collectivités au Bangladesh, en Inde, en Haïti, au Népal et dans d'autres pays ont dû faire face à des conditions climatiques dévastatrices en plus de la COVID-19, obligeant

¹¹² The preparation of this section was led by CARE's Climate Change and Resilience Platform with contributions and inputs from Sven Harmeling, Amy O'Toole, Francesca Rhodes, Inge Brees, Inge Vianen, Shaughn McArthur, Hester Le Roux, Roslyn Dundas, Vanessa Jackson, Anushka Kalyanpur, Karl Deering, Sarah Fuhrman, Mareen Buschmann, and Nok van Langenberg. Any omissions are unintentional.

les gens à se réfugier dans des abris anticycloniques surpeuplés, ne pouvant pas maintenir une distance sanitaire et limitant leur capacité à accéder aux produits de secours. Aux Fidji, aux îles Salomon, aux Tonga et au Vanuatu, les conditions de quarantaine ont retardé la distribution du matériel de secours après le passage du cyclone Harold.¹¹³ Plus récemment, des incendies records ont dévasté certaines populations de la Californie et de l'Oregon, tandis que des pluies torrentielles et des inondations spectaculaires ont impacté plusieurs pays, comme le Tchad, le Mali, le Niger,¹¹⁴ le Soudan et la Tunisie. Ces exemples montrent la pertinence des études scientifiques sur les risques combinés du changement climatique et de la COVID-19.¹¹⁵ En outre, CARE a recueilli des informations sur la façon dont les femmes et les filles sont souvent particulièrement marginalisées et touchées – par exemple par les déplacements dus au changement climatique.¹¹⁶

Une hausse mondiale moyenne de plus de 1,5 °C des températures par rapport aux niveaux préindustriels – la limite maximale prévue dans le cadre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques – aura des effets dévastateurs à long terme. Il est notamment possible que la civilisation s'effondre dans de nombreuses régions de la seule planète que l'humanité puisse actuellement habiter. Selon une étude récente, limiter la hausse des températures à 1,5 °C réduirait de moitié les graves conséquences climatiques et les pertes de PIB dans les pays tropicaux par rapport à la trajectoire de 3 °C vers laquelle le monde se dirige actuellement.¹¹⁷ Pour ralentir davantage les conséquences climatiques, les pays développés et les autres grands émetteurs devraient réduire les émissions mondiales d'au moins 50 % d'ici 2030. Cependant, cette tâche serait pratiquement impossible si les plans de la relance consécutive à la COVID-19 continuent à soutenir l'exploration et l'utilisation des combustibles fossiles, la destruction des forêts, et ne poussent pas à une agriculture plus résistante aux intempéries.¹¹⁸ Étant donné qu'entre 1990 et 2015, les 1 % les plus riches de la population mondiale étaient responsables de plus de deux fois plus de pollution par le carbone que les 3,1 milliards de personnes qui constituent les 50 % les plus pauvres, la lutte contre ces émissions comporte également une dimension d'équité évidente.¹¹⁹

Le racisme structurel et les inégalités systémiques, notamment l'inégalité des genres, exposent les personnes de couleur, les femmes et les filles, ainsi que les pauvres, à des risques accrus face à la crise climatique et à celle causée par la COVID-19.¹²⁰ Lorsque des personnes marginalisées vivent dans des zones très vulnérables aux risques climatiques, et lorsque les institutions chargées de protéger ces personnes sont insuffisamment équipées ou peu désireuses de concentrer leur soutien sur les plus vulnérables, les impacts du changement climatique touchent particulièrement ces groupes. L'ouragan Katrina aux États-Unis est un exemple souvent cité, où « la distribution raciste des fonds publics a entraîné une protection insuffisante des quartiers noirs ».¹²¹

L'adoption d'un cadre de justice climatique et environnementale est essentielle et commence d'ailleurs à se structurer au travers des politiques climatiques de certains pays. La proposition de « Green Deal » présentée par l'UE fait de la « transition juste et équitable, sans laisser personne de côté » un élément clé.¹²²

113 DFAT (2020). 'Australia's Response to Tropical Cyclone Harold.' <https://www.dfat.gov.au/crisis-hub/Pages/tropical-cyclone-harold>.

114 CARE International (2020). 'Niger Flooding Causes Over 36,000 Houses to Collapse.' <https://www.care-international.org/news/press-releases/niger-flooding-causes-over-36000-houses-to-collapse>.

115 Philips, C.A. et al. (2020). 'Compound Climate Risks in the COVID-19 Pandemic.' *Nature Climate Change*. <https://www.nature.com/articles/s41558-020-0804-2>.

116 CARE Climate Change and Resilience Platform (July 2020). 'Evicted By Climate Change: Confronting the Gendered Impacts of Climate-Induced Displacement.' CARE International.

117 Geiges, A. et al. (2020). 'Incremental Improvements of 2030 Targets Insufficient to Achieve the Paris Agreement Goals.' *Earth System Dynamics*. <https://doi.org/10.5194/esd-11-697-2020>.

118 IPCC (2018). 'Special Report on Global Warming of 1.5°C.' <https://www.ipcc.ch/sr15/>.

119 Oxfam (2020). 'Confronting Carbon Inequality.' <https://oxfamilibrary.openrepository.com/handle/10546/621052>.

120 Huq, S. (2020). '4 Lessons from the COVID-19 Frontline That Will Help Us Build a Better Future.'

<https://gca.org/global-commission-on-adaptation/solutions/4-lessons-from-the-covid-19-frontline-that-will-help-us-build-a-better-future>.

121 Thomas, Adelle & Rueanna Haynes (2020). 'Black Lives Matter: the Link Between Climate Change and Racial Justice.' *Climate Analytics*.

<https://climateanalytics.org/blog/2020/black-lives-matter-the-link-between-climate-change-and-racial-justice/>.

122 European Commission (2020). 'Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing the framework for achieving climate neutrality and amending Regulation (EU) 2018/1999 (European Climate Law).' <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020PC0080&from=EN>.

3.1 Les plans de relance ne parviennent pas à accélérer l'action en faveur du climat

Les analyses disponibles concernant les plans de relance COVID-19 montrent que la plupart des grands gouvernements n'ont pas réussi à concilier la réponse à la pandémie avec les efforts nécessaires pour lutter contre le changement climatique. En juillet 2020, seuls quatre pays ou entités – l'UE, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni – sur les 17 analysés avaient inclus dans leurs plans de relance COVID-19 des financements destinés à améliorer la nature ou à lutter contre le changement climatique. Les plans de relance de cinq pays – la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie et les États-Unis – n'ont pas apporté de réponse écologique claire à la crise et pourraient avoir des conséquences négatives sur le changement climatique.¹²³ Les programmes de deux autres pays, le Canada et la Corée du Sud ont eu une contribution légèrement négative. Le collectif de recherche *energypolicytracker.org* confirme la plupart de ces résultats dans son analyse du G20 en ce qui concerne les États-Unis, le Canada, la Corée et l'Indonésie. Il faut tout de même noter que les résultats pour la Chine varient, car la part la plus importante des dépenses publiques liées à l'énergie va aux énergies propres et non aux énergies fossiles. Le rapport le plus récent constate qu'« il y a encore un manque de leadership en matière de relance verte et pour un changement de cap cohérent des États ».¹²⁴ Ces analyses indiquent que l'annonce récente du président chinois Xi Jinping concernant les plans de la Chine de renforcer ses propres objectifs climatiques, ainsi que l'appel à une « relance verte », ne sont pas (encore) assortis de mesures suffisantes, malgré leur importance potentielle pour la lutte contre la crise climatique.¹²⁵

Ces résultats montrent que la **première génération de plans de relance COVID-19 proposés par les grandes économies risque d'accélérer encore la crise climatique**. Il y a cependant un certain optimisme : l'UE a récemment pris des mesures importantes pour porter son objectif de réduction des émissions pour 2030 de 40 % à 55 % au moins. Les forces motrices de ce changement, dont le Parlement européen et la Commission européenne (qui est soutenue par plus de 170 chefs d'entreprise), le justifient comme un « plan d'investissement pour une véritable reprise ».¹²⁶ Bien que des réductions encore plus importantes soient nécessaires pour se conformer à l'accord de Paris, cette initiative constitue un pas en avant qui pourrait encourager d'autres pays à suivre la même voie.¹²⁷

123 Vivid Economics (2020). 'Green Stimulus Index. An assessment of the orientation of COVID-19 stimulus in relation to climate change, biodiversity and other environmental impacts.' https://www.vivideconomics.com/wp-content/uploads/2020/04/200723-GreenStimulusIndex_web.pdf.

124 Climate Action Tracker (2020): Pandemic recovery: Positive Intentions vs Policy Rollbacks, with Just a Hint of Green. https://climateactiontracker.org/documents/790/CAT_2020-09-23_Briefing_GlobalUpdate_Sept2020.pdf.

125 Farand, Chloé & Megan Darby (2020). 'Xi Jinping: China Will Aim for Carbon Neutrality by 2060.' Climate Change News. <https://www.climatechangenews.com/2020/09/22/xi-jinping-china-will-achieve-carbon-neutrality-2060/>.

126 Von der Leyen, Ursula (2020). 'State of the Union Address by President von der Leyen.' https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_20_1655.

127 See, e.g., a joint NGO paper that CARE signed: 'European Green Deal Must Strengthen Partner Countries' Recovery From the COVID-19 Crisis.' (2020). <https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2020/03/NGO-Statement-on-COVID-19-crisis.pdf>.

3.2 Le genre dans la relance verte : une omission flagrante



Les filles participent à la réponse de CARE au cyclone Idai au Mozambique. ©John Estey/CARE

Garantir les droits, le leadership et la participation des femmes et des filles est essentiel pour une réponse efficace, juste et responsable à la COVID-19, et pour construire un monde post-COVID-19 plus résilient et plus inclusif.¹²⁸ Malheureusement, les principes de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes et des filles semblent avoir été omis dans la plupart des mesures de relance COVID-19 relatives au climat, ainsi que dans les analyses sur les performances climatiques des plans de relance COVID-19.

Pour ce rapport, CARE a passé en revue près de 350 mesures et politiques des pays du G20 identifiées comme pertinentes pour le climat dans la base de données *energypolicytracker.org*.¹²⁹ **Aucune d'entre elles ne s'est avérée avoir une approche explicitement différenciée selon le genre ou ne soutient spécifiquement les femmes sur le marché du travail.**¹³⁰ Concernant les analyses sur la performance climatique des plans de relance gouvernementaux, nous constatons que certains des principaux rapports comparatifs mentionnés ci-dessus ne font aucune référence au genre.¹³¹ Cela révèle le manque d'attention au potentiel que sont les approches différenciées selon le genre dans ces examens. Même si ce n'est pas surprenant, étant donné le manque avéré de femmes dans les équipes

¹²⁸ Find more background on the gender and climate change link in CARE's campaign brief 'SheLeadsInCrisis': Harmeling, Sven & Camilla Schramek (2020). 'SheLeadsInCrisis: Putting Gender Justice at the Center of the Global Response to the Climate Crisis.' CARE International. <https://careclimatechange.org/sheleadsincrisis-campaign-brief/>.

¹²⁹ *Energypolicytracker.org* (2020). www.energypolicytracker.org.

¹³⁰ The review was based on data from *energypolicytracker.org*.

¹³¹ Vivid Economics and Finance for Biodiversity Initiative (2020). 'Green Stimulus Index.' https://www.vivideconomics.com/wp-content/uploads/2020/04/200723-GreenStimulusIndex_web.pdf; *Energypolicytracker.org* (2020). 'G20.' <https://www.energypolicytracker.org/region/g20/>; Hepburn, Cameron et al. (2020). 'Will COVID-19 Fiscal Recovery Packages Accelerate or Retard Progress on Climate Change?' Oxford Smith School of Enterprise and the Environment. <https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/wpapers/workingpaper20-02.pdf>; Climate Action Tracker (2020). 'Warming Projections Global Update.' https://climateactiontracker.org/documents/790/CAT_2020-09-23_Briefing_GlobalUpdate_Sept2020.pdf.

d'intervention en réponse à la COVID-19 et l'attention très limitée accordée aux dimensions sexospécifiques des politiques économiques et climatiques, c'est néanmoins inacceptable.¹³²

3.3 Des solutions pour lutter contre la crise climatique en tenant compte de la parité hommes-femmes

Le passage à une économie à faible intensité carbone pourrait créer une opportunité de croissance de 26 000 milliards de dollars et 65 millions de nouveaux emplois d'ici 2030.¹³³ L'investissement dans des domaines clés pour l'adaptation au climat – tels que les systèmes d'alerte préventifs, les infrastructures résistantes au climat, l'amélioration de la production agricole dans les zones arides, la protection mondiale des mangroves et les investissements pour rendre les ressources en eau plus pérennes – pourrait se traduire par des bénéfices nets de 7 100 milliards de dollars US, avec des investissements de seulement 1 800 milliards de dollars.¹³⁴ Le C40, un groupe de grandes villes du monde entier qui s'est engagé à mettre en œuvre des mesures climatiques conformément à la limite de 1,5 °C, a publié un programme pour une relance verte et juste. Ce programme souligne la nécessité de « fournir des services publics fondamentaux pour toutes et tous, tels que l'eau potable, l'alimentation, l'assainissement et un logement sain et abordable » comme mesure de renforcement de la résilience et de l'équité, qui ne demandent que des investissements de relance verts.¹³⁵ Le président de la Banque africaine de développement a souligné : « Nous devons aider l'Afrique à se reconstruire avec audace, mais aussi avec intelligence, en accordant une plus grande attention à une croissance de qualité, notamment dans les domaines de la santé, du climat et de l'environnement ».¹³⁶

Toutefois, il existe un risque réel pour **les femmes de ne pas pouvoir profiter de ces opportunités**. Une grande partie de la création d'emplois concerne des secteurs traditionnellement dominés par les hommes, tels que la construction, l'énergie, les infrastructures et l'exploitation minière. Sans un investissement dynamique dans les compétences des femmes et l'éducation, le développement et la formation des filles, et sans la prise en compte d'autres problèmes systémiques – tels que la discrimination à l'embauche, la segmentation des emplois en fonction du sexe, le manque de représentation dans les organes de décision et les écarts de rémunération persistants entre les genres¹³⁷ – qui entravent déjà l'accès des femmes à des emplois dignes, les inégalités existantes subsisteront, voire s'aggraveront.¹³⁸ Les femmes pauvres et marginalisées ont encore moins de chances d'accéder à ces nouveaux emplois de qualité. Ces préoccupations sont également exprimées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui affirme que « si la question de la discrimination professionnelle genrée n'est pas réglée, les emplois créés par les plans de relance durable risquent d'être occupés principalement par des hommes. Une approche à plusieurs volets est nécessaire pour combler les écarts entre les genres et parvenir à l'égalité en matière d'emploi et de rémunération ».¹³⁹

Réinventer les systèmes énergétiques avec une approche genre transformative

132 Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020). 'Where Are The Women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/why-we-need-women-in-covid-19-response-teams-and-plans>.

133 New Climate Economy (2018). 'Unlocking the Inclusive Growth Story of the 21st Century. Accelerating Climate Action in Urgent Times.' <https://newclimateeconomy.report/2018/>.

134 Global Commission on Adaptation (2019). 'Adapt Now: A Global Call for Action on Leadership on Climate Resilience.' <https://gca.org/global-commission-on-adaptation/adapt-our-world>.

135 C40 Cities (2020). 'C40 Mayors' Agenda For A Green and Just Recovery.' <https://www.c40.org/other/agenda-for-a-green-and-just-recovery>.

136 African Development Bank Group (1 September 2020). 'We Must Help Africa Build Back Boldly, But Smartly,' Says African Development Bank President Adesina.' <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/we-must-help-africa-build-back-boldly-smartly-says-african-development-bank-president-adesina-37677>.

137 Stevens, Candice, et al (2009). 'Green Jobs and Women Workers: Employment, Equity, Equality.' Sustainlabour. https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/resource/Green_jobs_and_women_workers_employment_equity_equality_Sustainlabour.pdf.

138 Cohen, Maeve and Sheryl MacGregor (2020). 'Towards A Feminist Green New Deal for the UK.' Women's Budget Group and Women's Environmental Network. <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2020/05/Feminist-Green-New-Deal.pdf>.

139 IEA (2020). 'Sustainable Recovery: World Energy Outlook Special Report.' <https://www.iea.org/reports/sustainable-recovery>.

Pour lutter contre la crise climatique, il est essentiel que nos systèmes énergétiques abandonnent leur dépendance excessive aux combustibles fossiles (principale cause du changement climatique) au profit d'énergies renouvelables durables et à haut rendement. Les scientifiques ont identifié un certain nombre d'approches clés pour ne pas dépasser la limite de 1,5 °C de hausse des températures, comme par exemple l'abandon de la construction de nouvelles centrales au charbon, une forte croissance des énergies renouvelables, la réduction de la demande d'énergie dans les bâtiments, et le transfert du transport automobile vers des véhicules alimentés par de l'électricité provenant d'énergies renouvelables.¹⁴⁰ Dans un discours prononcé le 28 août 2020, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé tous les pays du G20 à « investir dans une transition propre et respectueuse de l'environnement alors qu'ils se remettent de la pandémie de COVID-19 », notamment en mettant fin aux subventions en faveur des combustibles fossiles, en fixant un prix à la pollution par le carbone et en s'engageant à ne plus extraire de charbon après 2020.¹⁴¹

Plusieurs solutions climatiques offrent de fortes opportunités économiques aux femmes. Dans le secteur à forte croissance des énergies renouvelables, on estime que 32 % des emplois sont occupés par des femmes, contre 22 % dans l'ensemble du secteur de l'énergie. Les emplois dans ce secteur devant tripler pour atteindre près de 29 millions d'ici 2050, il est primordial que les femmes soient prêtes – et autorisées – à assumer des postes de direction. La fourniture d'énergie solaire et autonome, ainsi que de cuisinières propres, offre également des opportunités aux femmes entrepreneures. Selon l'AIE, « pour 100 systèmes solaires domestiques installés, on pourrait créer l'équivalent de 20 emplois induits à temps plein – bien que la plupart soient informels – dont la moitié pour les femmes ».¹⁴² L'AIE souligne en outre que « la résilience des économies à faible revenu serait considérablement améliorée par une plus grande efficacité énergétique, un meilleur accès à l'électricité et des progrès dans les solutions de cuisine propre, » avec des avantages en matière de santé, de diversification des revenus et de gain de temps pour « les femmes, qui sont généralement chargées de collecter le combustible et de cuisiner, et qui sont les plus exposées aux particules fines ».¹⁴³

Les systèmes décentralisés d'énergie renouvelable offrent également d'importants avantages sociaux, environnementaux et économiques. Il s'agit notamment de réduire les effets chroniques et aigus sur la santé, en particulier pour les femmes et les enfants, d'améliorer la qualité de l'éclairage des ménages, ce qui peut également favoriser l'éducation des filles, et d'accroître les revenus et la résilience des entreprises rurales de subsistance. Tous ces avantages sont également très pertinents en ce qui concerne la réponse à la COVID-19. Il faut de l'énergie pour les stations de pompage d'eau et de distribution d'eau potable, pour promouvoir les mesures de santé et d'hygiène liées à la COVID-19 et au-delà. Par exemple, en passant moins de temps à puiser de l'eau et en ayant plus d'eau à disposition pour l'hygiène menstruelle, les filles pourront mieux aller à l'école.¹⁴⁴

140 See <https://climateactiontracker.org/>. 'Most Important Steps for a 1.5° C World.' <https://62e528761d0685343e1c-f3d1b99a743ffa4142d9d7f1978d9686.ssl.cf2.rackcdn.com/files/146978/area14mp/image-20161122-21693-113jvua.png>.

141 Guterres, Antonio (28 August 2020). 'Secretary-General's Remarks to 19th Darbari Seth Memorial Lecture 'The Rise of Renewables: Shining a Light on a Sustainable Future''. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2020-08-28/secretary-general%E2%80%99s-remarks-19th-darbari-seth-memorial-lecture-the-rise-of-renewables-shining-light-sustainable-future>.

142 International Energy Agency (2020). 'Sustainable Recovery: World Energy Outlook Special Report.' <https://www.iea.org/reports/sustainable-recovery>.

143 Ibid.

144 African Union (19 May 2020). 'African Energy Ministers Agree on Common Strategy for COVID-19 Response and Recovery.'

<https://au.int/en/pressreleases/20200512/african-energy-ministers-agree-common-strategy-covid-19-response-and-recovery>.

Les organisations de la société civile engagées dans la défense des femmes et de l'égalité des genres ont rédigé un rapport qui met en évidence de nombreuses solutions concrètes pour une action climatique respectueuse de l'égalité des genres. Il s'agit notamment de renforcer l'accès des femmes à des systèmes d'irrigation solaire améliorés en Afrique de l'Ouest et d'accélérer la transition énergétique en fournissant des services mobiles solaires aux agricultrices (Sénégal), de créer des ateliers de mécanique pour vélo accessibles et dirigés par des femmes (Burkina Faso) et d'intégrer des solutions d'énergie renouvelable dans les activités des coopératives agricoles, créant ainsi des emplois et des revenus.¹⁴⁵ Ce ne sont là que quelques actions dans lesquelles les gouvernements devraient investir pour exploiter les synergies entre les défis de la COVID-19 et la nécessité d'un changement d'énergie afin d'éviter une réponse qui ne tient pas compte de l'égalité des genres dans la relance verte.

Partenariat de CARE pour la santé et les énergies renouvelables en Zambie

Live Well est une entreprise sociale axée sur l'impact qui promeut la santé et a été créée par CARE en partenariat avec Barclays et GlaxoSmithKline. Live Well vend une gamme de produits d'énergie propre, tels que des cuisinières améliorées et des lampes solaires, par l'intermédiaire d'entrepreneurs de santé communautaire. Les cuisinières améliorées sont des produits très populaires et Live Well permet aux communautés difficiles à atteindre d'y accéder plus facilement et d'avoir de meilleures chances d'améliorer leur santé.^a

^a CARE International (2019). 'CARE's Capacity Statement on Renewable Energy.' https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2019/09/CARE-Renewable-Energy-Capacity-statement_2019-CCRP.pdf.

Des solutions naturelles pour la résilience des communautés

Une autre source importante d'émissions de gaz à effet de serre est la destruction des forêts, et des écosystèmes terrestres et marins. La dégradation des écosystèmes nuit également à la résilience des communautés, ce qui en fait un sujet clé pour une relance verte. Il est essentiel de protéger ces écosystèmes et leurs moyens d'adaptation et d'atténuation des moyens de subsistance. Par exemple, les zones humides côtières aident à protéger contre les tempêtes, filtrent l'eau, stockent le carbone, abritent et nourrissent les espèces. Cet équilibre naturel offre des opportunités économiques et permet aux communautés d'avoir accès à des moyens de subsistance.¹⁴⁶ L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que la COVID-19 était le résultat de la propagation des maladies zoonotiques des animaux aux humains. Ceci est étayé par des découvertes scientifiques selon lesquelles la diminution des barrières entre les humains et la faune exacerbe les risques de maladies zoonotiques, et que les réponses politiques face à de telles menaces devraient inclure la régénération des écosystèmes.¹⁴⁷ Cela met en évidence le double avantage de la protection des écosystèmes à la fois pour la prévention des menaces zoonotiques et des pandémies, ainsi que pour l'action climatique.

L'expérience de CARE dans le travail à l'intersection entre la conservation de la biodiversité et la création de systèmes alimentaires justes et durables, par exemple au Mozambique et en Tanzanie, démontre l'importance de renforcer la capacité des communautés locales à gérer durablement les ressources marines et terrestres au profit des populations et de la nature, avec une plus grande attention aux aspects de genre.¹⁴⁸ Un récent projet de protection des forêts et de conservation de l'environnement en Ouganda, dirigé par des organisations de femmes avec le soutien de CARE, souligne également le rôle du gouvernement et des partenaires au développement pour

¹⁴⁵ Akosa, Titilope Ngozi et al. (2018). 'Gender Just Climate Solutions.' Women Engage for a Common Future. https://wedo.org/wp-content/uploads/2019/12/GJCS_2019-Publication.pdf.

¹⁴⁶ Owen, Emily and Courtney Durham (2020). 'Nature-Based Solutions Can Help Rebuild Economies After COVID-19.' Pew. <https://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/articles/2020/08/03/nature-based-solutions-can-help-rebuild-economies-after-covid-19>.

¹⁴⁷ Everard, Mark et al. (2020). 'The Role of Ecosystems in Mitigation and Management of Covid-19 and Other Zoonoses.' Environmental Science & Policy. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1462901120306122?via%3Dihub>.

¹⁴⁸ CARE and World Wildlife Fund (WWF) (November 2017). 'The CARE-WWF Alliance: Cultivating Just and Sustainable Food Systems in Mozambique and Tanzania.' <https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2019/05/CARE-WWF-Alliance-Fact-Sheet.pdf>.

encourager conjointement les populations à adopter la diversification des sources d'énergie alternatives pour réduire l'utilisation du bois, en plaidant pour l'interdiction des méthodes néfastes de production de charbon de bois et sa combustion sans autorisation.¹⁴⁹ Cependant, la réponse à la COVID-19 dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture n'accorde pas suffisamment d'attention aux besoins, aux droits et au leadership des femmes.¹⁵⁰



Au nord de l'Ouganda, une femme utilise une batterie solaire pour charger son téléphone. ©David Kahr/CARE Uganda

Investissements de relance verte dans les secteurs à faible impact climatique employant une main-d'œuvre majoritairement féminine

Comme le changement climatique affecte la plupart des secteurs d'activités et que nombre d'entre eux contribuent aux émissions de gaz à effet de serre, les initiatives de décarbonation et d'adaptation dans les secteurs ayant une forte proportion de travailleuses doivent également être prises en compte. Par exemple, la Charte de l'industrie de la mode en faveur du climat adoptée en 2018 présente un large éventail d'activités, en particulier dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et la réduction de l'utilisation des ressources forestières.¹⁵¹ L'adaptation climatique à la chaleur et aux pluies extrêmes pour protéger les travailleur-se-s de l'industrie du textile dans des pays très vulnérables comme le Bangladesh ou le Pakistan – où les femmes sont majoritaires – est essentielle.¹⁵²

Mais il est également crucial d'accroître le soutien aux secteurs à faible émission de carbone et à faible impact, et pas seulement d'essayer de réduire et de réformer les industries à forte intensité de carbone. De nombreux emplois principalement occupés par des femmes, tels que le travail social et sanitaire, ainsi que les soins non rémunérés et le travail domestique, sont socialement utiles et ont un impact climatique très faible. Par exemple, on estime que

149 CARE International (2020). 'Women Start Campaign to Conserve Environment in Uganda.' <https://careclimatechange.org/women-start-campaign-to-serve-environment-in-uganda/>.

150 Fuhrman, Sarah et al. (2020). 'Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis.' CARE. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf?_ga=2.178751074.794052625.1599152583-784388205.1589468431.

151 UN Framework Convention on Climate Change (2019). 'Fashion Industry Charter for Climate Action.' <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Industry%20Charter%20Fashion%20Climate%20Action%20-%20202102018.pdf>.

152 Sebastiao, Filippo (27 March 2018). 'Climate Change Is Threatening the Garment Industry.' GreenBiz. <https://www.greenbiz.com/article/climate-change-threatening-garment-industry>.

l'investissement dans les soins produit 30 % moins d'émissions de gaz à effet de serre que l'investissement dans la construction. La relance axée sur les soins a donc le potentiel d'être une relance verte.¹⁵³ Ces emplois pourraient être qualifiés « d'emplois écologiques » et leur valeur promue comme un élément essentiel d'une transition juste.¹⁵⁴ Cela pourrait également attirer davantage d'hommes dans ces secteurs, permettant ainsi d'alléger la charge disproportionnée de soins pour les femmes.

Pour aller dans le sens des actions mentionnées ci-dessus, il y a également du chemin à parcourir pour améliorer la résilience et le caractère écologique des opérations humanitaires (y compris dans le travail de CARE). Par exemple, accorder une attention particulière à l'approvisionnement des camps de réfugiés en énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Cela peut réduire la pollution atmosphérique locale, avec des avantages pour la santé. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) fournit un exemple où l'espace disponible a permis d'installer un grand système photovoltaïque en Jordanie.¹⁵⁵ Le financement de l'adaptation au changement climatique a également été utilisé pour soutenir les mesures d'adaptation au changement climatique dans les zones urbaines d'accueil de réfugiés en Jordanie et au Liban, pour remédier aux pénuries d'eau.¹⁵⁶ Dans le camp de réfugiés de Kyaka II, CARE Ouganda intègre explicitement les aspects de résilience climatique et de gestion des ressources naturelles dans son travail avec les réfugiés.¹⁵⁷

L'éducation renforce la résilience et permet aux filles et aux femmes de faire face aux impacts du changement climatique. Les femmes et les filles éduquées ont des parcelles agricoles plus productives et leurs familles sont mieux nourries. Elles ont également une plus grande capacité à faire face aux chocs liés aux catastrophes naturelles et aux événements météorologiques extrêmes. L'éducation pour l'action climatique, si elle est correctement promue et soutenue, offre des emplois et des opportunités d'emploi. Les partisans d'un programme féministe pour un nouvel accord écologique soulignent également la nécessité « d'une éducation accessible qui fait progresser l'alphabétisation et la compréhension du climat et du genre ».¹⁵⁸

Dans les différents domaines de l'action climatique, des transitions énergétiques locales à l'adaptation au niveau communautaire, de la petite agriculture à la protection et à la restauration des écosystèmes locaux, il est essentiel d'apporter soutien et investissements aux **organisations communautaires et aux solutions mises sur pied par les communautés et les femmes**. Nous avons également appris que **les communautés fonctionnelles sont généralement plus résilientes face aux chocs, y compris la pandémie actuelle**. Grâce à des décennies d'expérience, CARE sait qu'avec le soutien du leadership féminin et des mouvements locaux, les résultats seront plus démocratiques, forts et durables. Les programmes de relance économique devraient également fournir ce soutien et ces appuis et ne pas se concentrer uniquement sur les incitations à la consommation.

Aujourd'hui, de nombreuses solutions existent pour lutter contre le changement climatique et elles peuvent être mises en œuvre à plus grande échelle. Plusieurs d'entre elles proposent des avantages communs à la fois dans la réponse à la COVID-19, mais aussi à l'action climatique en matière d'atténuation et d'adaptation. Les actions suivantes doivent être menées avec une priorité élevée par les gouvernements, les bailleurs de fonds et les organisations multilatérales :

- **Soutenir les secteurs et les activités dans lesquels les personnes à faible revenu et les femmes représentent une part importante de la main-d'œuvre**, tels que l'agriculture, la santé, le textile, le tourisme

153 Cohen, Maeve and Sheryl MacGregor (2020). 'Towards A Feminist Green New Deal for the UK.' Women's Budget Group and Women's Environmental Network. <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2020/05/Feminist-Green-New-Deal.pdf>.

154 Ibid.

155 Hashem, Marwa (14 November 2017). 'Jordan's Za'atari Camp Goes Green with New Solar Plant.' UNHCR. <https://www.unhcr.org/news/latest/2017/11/5a0ab9854/jordans-zaatari-camp-green-new-solar-plant.html>.

156 See www.adaptation-fund.org.

157 CARE International. 'Enhancing the Resilience Capacity of Refugee's to Build Natural and Economic Assets: A Case of Kyaka II Refugee Settlement.' <https://www.careuganda.org/uploads/Enhancing%20Resilience%20Final.pdf>.

158 Feminist Green New Deal. 'Principles.' <http://feministgreennewdeal.com/principles/>.

et la fabrication locale, pour mettre en œuvre des stratégies ambitieuses de résilience et d'atténuation du changement climatique, avec la pleine participation des femmes.

- Investir dans le personnel, la technologie, etc. pour **garantir le fonctionnement des mécanismes inclusifs de préparation aux catastrophes et de protection sociale**, tels que les systèmes d'alerte précoce et le financement fondé sur les prévisions d'action. Ces investissements devraient avoir lieu, en particulier, dans les pays très vulnérables au climat (comme les petits États insulaires et les pays les moins développés) qui vont devoir faire face à des événements météorologiques extrêmes.
- **Stimuler les investissements dans les énergies renouvelables**, plus durables, en tenant compte de leurs énormes avantages environnementaux, sanitaires et économiques. En même temps, il ne faut surtout PAS soutenir les entreprises et les produits fabriqués avec des combustibles fossiles (à moins qu'ils ne soutiennent une transition écologique juste, loin de ces combustibles).
- **Investir dans l'éducation des femmes et des filles** afin de favoriser leur participation et leur leadership aux politiques climatiques, tout en mettant l'accent sur le développement des compétences spécifiques nécessaires à la planification, à la mise en œuvre de projet, et en développant des emplois au sein d'une économie verte et résistante au climat, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture intelligente et écologique, de la protection et de la restauration des forêts, de l'eau, etc.
- **Accorder une attention particulière à l'autonomisation économique et sociale des femmes** et à l'élimination des obstacles qui empêchent la participation significative de ces dernières et leur accès aux emplois dans une économie respectueuse de l'environnement.
- Privilégier les solutions à faible ou zéro émission de carbone (par exemple, les transports publics), qui apportent **de multiples avantages à la société** et qui contribuent également à améliorer l'accès des femmes **aux opportunités économiques et professionnelles**.
- **Soutenir la poursuite de l'analyse et la collecte de données réparties selon le genre** dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'agriculture et d'autres secteurs pertinents, avec l'utilisation d'indicateurs, de méthodes de suivi et d'évaluation de l'impact des mesures de relance, et l'analyse de statistiques axées sur le genre.
- **Investir pour que les communautés soient capables de s'organiser efficacement**, en tant qu'élément clé de la résilience aux crises et aux chocs (qu'il s'agisse de catastrophes climatiques ou de pandémies), et en tant qu'accélérateur de solutions climatiques efficaces, démocratiques et décentralisées.
- Promouvoir une relance verte et la transformation nécessaire par tous les pays en fournissant des plans d'action **nationaux renforcés et inclusifs sur le climat (appelés « contributions déterminées au niveau national »)**, qui seront soumis au processus climatique des Nations unies en 2020, et poursuivre leurs contributions équitables pour réduire au moins de moitié les émissions mondiales d'ici 2030. Ces plans doivent être élaborés avec la pleine participation des groupes de femmes et s'appuyer sur le leadership féminin, ainsi que sur l'engagement des jeunes.



Un membre du personnel de CARE donne des instructions lors de la distribution de kits d'hygiène en Haïti en réponse à la COVID-19. ©John Rutherford MICHEL/CARE Haïti

4. Promouvoir le leadership féminin dans la relance économique et au-delà¹⁵⁹

Le leadership féminin peut faire et fait une différence qui doit être mise à profit pour construire l'avenir. Une analyse complète des données sur la participation politique des femmes a révélé qu'elles sont plus enclines à accorder la priorité aux politiques qui soutiennent l'égalité et les groupes marginalisés.¹⁶⁰ Le rapport de CARE sur les réponses nationales à la COVID-19 a renforcé cette analyse, constatant que **les pays où les femmes occupent des postes de responsabilité plus élevés étaient plus susceptibles de s'attaquer à l'impact de la pandémie sur les femmes et les filles** grâce à des engagements politiques et financiers.¹⁶¹ Le leadership féminin a également fait une différence dans l'efficacité des réponses. Une étude de 197 pays a révélé que les pays dirigés par des femmes ont subi beaucoup moins de décès dus à la COVID-19 même en prenant en compte les donnée aberrante.¹⁶²

Maintenant que nous cherchons à sortir de la pandémie et à créer une « nouvelle normalité » qui ne recrée ni les inégalités systémiques ni la marginalisation, **il est essentiel que les femmes et les filles soient en mesure d'assumer un pouvoir de décision égal pour définir les priorités et les politiques.** Bien que les femmes n'aient pas de priorités ou de styles de leadership uniformes, les valeurs et les pratiques inhérentes au leadership féministe — telles que l'inclusion, la lutte contre les inégalités intersectionnelles et la valorisation du bien-être à long terme

¹⁵⁹ This section was prepared by Francesca Rhodes. Any omissions are not intentional.

¹⁶⁰ Cowper-Coles, Minna (2020). 'Women Political Leaders: The Impact of Gender on Democracy.' King's College Institute for Women's Leadership. <https://www.kcl.ac.uk/giwl/assets/women-political-leaders.pdf>.

¹⁶¹ Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020). 'Where Are The Women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/why-we-need-women-in-covid-19-response-teams-and-plans>.

¹⁶² Garikipati, Supriya and Uma Kambhampati (3 June 2020). 'Leading the Fight Against the Pandemic: Does Gender 'Really' Matter?' <https://ssrn.com/abstract=3617953> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3617953>.

par rapport aux gains économiques à court terme — sont cruciales pour que les sociétés se remettent de la COVID-19 de manière durable et résiliente.

L'impact disproportionné de la COVID-19 sur les femmes et les filles est d'autant plus important pour que leurs voix soient également entendues dans les espaces et processus décisionnels où se forment les réponses. La participation des femmes et le leadership féminin sont nécessaires à tous les niveaux et dans tous les domaines, des comités nationaux de crise à la conception des politiques économiques ou dans les communautés locales en première ligne des réponses humanitaires.¹⁶³ **Sans un leadership et une participation équitable des femmes, les plans de relance post-COVID-19 seront moins efficaces pour répondre aux besoins des femmes et des filles**, avec des conséquences négatives à court et à long terme pour des nations et des communautés entières.¹⁶⁴

La réponse immédiate à la COVID-19 n'a pas encore vu une participation égale. Les organes nationaux de réponse ne comptent que 24% de femmes et, au niveau local, leur participation s'est heurtée à davantage d'obstacles.¹⁶⁵ Malgré les efforts des femmes pour organiser et diriger les réponses dans leurs communautés, **la crise de la COVID-19 a amplifié les obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour s'engager de manière significative dans la prise de décision**, d'autant plus qu'elles sont confrontées à des charges de soins accrues. Cela est particulièrement vrai pour les femmes qui sont marginalisées en raison de leur appartenance ethnique, de leur handicap ou d'autres formes d'inégalité, et qui sont constamment sous-représentées dans les espaces de prise de décision.

Les défis du leadership et de la participation des femmes à la prise de décisions existent également dans le secteur humanitaire. Les femmes travaillant dans ce secteur déclarent être sous-évaluées ou ignorées pour des rôles de leadership, en raison des normes sociales et des structures patriarcales au sein des institutions et des communautés dans lesquelles elles travaillent.¹⁶⁶ Des obstacles tels qu'un travail de soins non rémunéré inégal et un risque plus élevé de VBG rendent également plus difficile l'accès à des postes de responsabilité.

Les organisations dirigées par des femmes et / ou axées sur les femmes ou le genre sont systématiquement exclues du financement et des partenariats humanitaires, et ne sont pas invitées dans des espaces décisionnels clés, malgré des réponses de premier plan dans leurs communautés.¹⁶⁷ La réponse à la COVID-19 n'a pas été différente, car ces organisations peinent à accéder au financement et à faire entendre leur voix.¹⁶⁸

Des barrières structurelles et profondément enracinées continuent à empêcher les femmes de divers horizons d'obtenir et de conserver des sièges aux tables de prise de décision, et de faire entendre leur voix une fois sur place. **Le renforcement du leadership intersectionnel des femmes nécessite un financement et des approches ciblés pour éliminer les obstacles au niveau de l'action, des relations et des structures.** Ces obstacles reflètent ceux auxquels les femmes doivent faire face dans des contextes sans crise, mais peuvent être accentués ou exacerbés dans les situations d'urgence :

- Obstacles au niveau de l'action : empêchent les femmes et les filles de développer la confiance, l'estime de soi et les aspirations ainsi que les connaissances, les compétences et les capacités.

163 Potts, Alina et al. (2020). 'Empowered Aid: Participatory Action Research with Refugee Women & Girls to Better Prevent Sexual Exploitation and Abuse – Lebanon Results Report.' The George Washington University and Lebanon: CARE International. <https://globalwomensinstitute.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs1356/f/downloads/GWI-IRC-Empowered%20Aid-Uganda-COVID19Note-remed%20%281%29.pdf>.

164 Cowper-Coles, Minna (2020). 'Women Political Leaders: The Impact of Gender on Democracy.'

165 Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020) 'Where Are The Women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.'

166 Lindley-Jones, Helen (2018). 'Women Responders: Placing Local Action at the Centre of Humanitarian Protection Programming'. CARE International. https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_Women-responders-report_2018.pdf.

167 Ibid.

168 ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

- Obstacles aux relations : ont un impact négatif sur les relations intimes et les réseaux sociaux des femmes et des filles, l'appartenance à un groupe, l'activisme et les négociations citoyennes et commerciales.
- Obstacles structurels : discriminer systématiquement les femmes et les filles par le biais de normes sociales, coutumes, valeurs et pratiques d'exclusion et / ou lois, politiques, procédures et services inéquitables.¹⁶⁹

Les stratégies visant à accroître le leadership des femmes devraient aller au-delà du soutien aux femmes individuelles et éliminer les obstacles systémiques et soutenir le leadership collectif. Ces stratégies devraient également être intersectionnelles, reconnaissant que les femmes privilégiées¹⁷⁰ ont un accès plus facile à des postes d'influence et qu'elles ne peuvent pas toujours représenter les intérêts des femmes marginalisées une fois sur place.¹⁷¹

Pour relever ces défis, les gouvernements nationaux doivent :

- **Promouvoir la participation significative des femmes à la prise de décision**, du niveau local au niveau national. On peut y parvenir en appliquant un quota d'égalité des genres aux organes et processus décisionnels liés à la COVID-19, et en favorisant la participation et le leadership significatifs des femmes dans ces organes et processus.
- **Créer des mécanismes de réponse intersectionnels à la COVID-19 équilibrés entre les genres à tous les niveaux** et soutenir la participation des femmes en tenant compte des obstacles sexospécifiques dans les espaces décisionnels.
- **Travailler avec diverses organisations et divers mouvements locaux dirigés par des femmes et / ou axés sur les femmes ou le genre, et avec les dirigeants locaux**, pour identifier les obstacles à la participation et au leadership des femmes dans les structures de prise de décision et déterminer les mesures à prendre pour surmonter et démanteler ces obstacles.
- **S'assurer que les groupes de travail sur les politiques et les interventions sont égaux entre les genres**, car des perspectives diverses sont nécessaires pour éviter des lacunes dans la prestation de services, la réponse et la reprise. Les travailleuses de la santé et les dirigeantes locales devraient être impliquées dans la prise de décision pour s'assurer que les réponses aux épidémies de COVID-19 répondent de manière adéquate aux besoins des femmes et des filles dans chaque communauté.

Les ONG internationales et les agences de l'ONU doivent :

- **Défendre activement le leadership des femmes dans la mise en œuvre des réponses à la COVID-19 en contexte humanitaire**. Par exemple, elles doivent veiller à ce que les organisations locales dirigées par des femmes et / ou axées sur les femmes ou le genre aient une représentation significative dans les organes pertinents de coordination de la réponse à la COVID-19.

169 CARE International (forthcoming). 'Women's Voice and Leadership Position Paper.'

170 Here, the term 'privilege' encompasses a number of intersecting factors, and includes, but is not limited to, class, education, ethnicity, race, religion, and sexual orientation.

171 O'Neil, Tam and Pilar Domingo (2016). 'Women and Power: Overcoming Barriers to Leadership and Influence,' Overseas Development Institute. <https://www.odi.org/publications/10309-women-and-power-overcoming-barriers-leadership-and-influence>.



Du personnel de CARE travaille au Mozambique. ©John Estey/CARE

5. Réforme de la réponse humanitaire ¹⁷²

La COVID-19 a mis en évidence et exacerbé les dynamiques de pouvoir inégales dans les réponses humanitaires, rendant les efforts de réforme en cours d'autant plus urgents. Ce rapport ne peut pas aborder tous les changements nécessaires, mais se concentre plutôt sur les problèmes que le travail de CARE a montrés comme étant les plus répandus et qui créent les plus grands obstacles à des réponses plus efficaces et transformatrices.

Cette section commence en examinant comment l'inégalité entre les genres et le patriarcat entravent les réponses humanitaires tant pour les bénéficiaires que pour le personnel. Elle aborde ensuite les questions relatives au financement, met en évidence que les activités et les organisations qui en ont le plus besoin sont souvent les moins susceptibles de les recevoir, et souligne à quel point les données sensibles au genre sont essentielles pour garantir des réponses humanitaires les plus efficaces et transformatrices que possible.

Aucun de ces problèmes n'est nouveau. CARE et d'autres entités ont fait des progrès pour y remédier, mais ces progrès ont été lents. La connaissance de ces problèmes ne doit pas devenir une excuse pour la complaisance — chacun de ces problèmes doit être traité de toute urgence. Si nous ne progressons pas vers l'égalité des genres, vers un financement garanti pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, pour des programmes qui s'adressent aux femmes et aux filles et aux organisations qu'elles dirigent, ou vers la collecte, l'analyse et l'utilisation des données de genre, nous ne pouvons pas améliorer les réponses humanitaires. Si nous ne parvenons pas à traiter ces problèmes, nous ne pouvons pas progresser.

¹⁷² This section was prepared with contributions from: Sarah Fuhrman, Sani Dan Aoude, Inge Brees, Allison Burden, Joseph Domenico, Roslyn Dundas, Anushka Kalyanpur, Milkah Kihunah, Peninah Kimiri, Stefan Knollmayer, Rebekah Koch, Uwe Korus, Natasha Lewis, Ros MacVean, Kassie McIlvaine, Alio Namata, Amy O'Toole, Gayatri Patel, Erin Patrick, Delphine Pinault, Joe Read, Theophile Renard, Francesca Rhodes, Debbie Santalesa, Dan Schimmel, Caitlin Shannon, Laura Tashjian, Carmen Tremblay, Emily Wiseman, Fatma Zennou, and others. Any omissions are unintentional.

5.1 Lutter contre le patriarcat et les inégalités entre les sexes dans la réponse humanitaire

Les normes et initiatives humanitaires internationales¹⁷³ reconnaissent la nécessité de l'égalité des sexes et de la participation des femmes et des filles aux réponses humanitaires. Cependant, malgré la promesse de ces initiatives, **les systèmes patriarcaux et les inégalités persistantes entre les genres continuent de façonner le paysage humanitaire au détriment des femmes et des filles**, qu'elles bénéficient des programmes humanitaires ou qu'elles fassent partie du personnel humanitaire.

ONU Femmes a lancé la campagne de sensibilisation publique « Shadow Pandemic » à la fin du mois de mai 2020. La campagne attire l'attention sur la recrudescence de la violence domestique pendant la COVID-19 et invite les individus à contribuer à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles durant la pandémie. Il est essentiel de mettre en place des programmes qui transforment les genres dans les situations d'urgence pour apporter des réponses efficaces, et l'importante couverture médiatique que la campagne a reçu indique que les individus et les organisations sont conscients du problème - un petit pas, peut-être, mais un pas important.^a

^a UN Women (2020). 'Press release: UN Women raises awareness of the shadow pandemic of violence against women during COVID-19.' <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/5/press-release-the-shadow-pandemic-of-violence-against-women-during-covid-19>.

Trop souvent, les agences humanitaires traitent encore les femmes et les filles comme des victimes ou comme des bénéficiaires passives de l'assistance plutôt que comme des actrices du changement. Ce sont de fausses représentations de la situation qui sapent le leadership des femmes et des filles et conduisent à leur exclusion des processus de planification et de prise de décision humanitaires, malgré les preuves qu'elles répondent déjà aux crises dans leurs communautés¹⁷⁴ et que l'implication des femmes et des filles dans les programmes humanitaires conduit à des réponses humanitaires plus efficaces et inclusives.¹⁷⁵ **Les besoins et capacités spécifiques des femmes et des filles sont souvent ignorés** par les acteur-ice-s humanitaires, ce qui signifie que les questions qui les affectent de manière disproportionnée, notamment la violence sexiste et les droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR), ne sont pas considérées

comme des interventions vitales pendant les crises humanitaires.¹⁷⁶ Elles peuvent également faire face à des barrières distinctes pour accéder à la nourriture, aux services de santé, aux abris et à d'autres ressources, et ces barrières ne sont pas systématiquement prises en compte dans la conception des programmes.¹⁷⁷ La pandémie de COVID-19 a amplifié ces problèmes ; plus de femmes et de filles sont confrontées à la violence,¹⁷⁸ rencontrent des

¹⁷³ These include Sustainable Development Goal 5, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/gender-equality/>, the G7 Whistler Declaration, https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/international_relations-reactions_internationales/g7/2018-05-31-whistler-gender_equality-egalite_genres-en.pdf, the Grand Bargain https://interagencystandingcommittee.org/system/files/grand_bargain_final_22_may_final-2_0.pdf, and the IASC Gender Equality Policy https://interagencystandingcommittee.org/system/files/iasc_policy_on_gender_equality_and_the_empowerment_of_women_and_girls_in_humanitarian_action.pdf. Although these frameworks are recently conceived, their advocacy for gender-equitable practices is preceded by decades of other policies, revealing a history of lip service.

¹⁷⁴ Mollet, Howard (2017). 'She Is a Humanitarian: Women's Participation in Humanitarian Action Drawing on Global Trends and Evidence from Jordan and the Philippines.' CARE International UK. https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_She-is-a-humanitarian-report_Feb-2017_high-res.pdf.

¹⁷⁵ Lindley-Jones, Helen (2018). 'Women Responders: Placing Local Action at the Centre of Humanitarian Protection Programming.' CARE International UK. https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_Women-responders-report_2018.pdf.

¹⁷⁶ See Davies, Sara E. and Belinda Bennet (2016). 'A Gendered Human Rights Analysis of Ebola and Zika: Locating Gender in Global Health Emergencies.' International Affairs. <https://academic.oup.com/ia/article/92/5/1041/2688120>, noting the 'invisibility' of women and their needs in the analysis and programming conducted during recent Ebola and Zika outbreaks, despite evidence of gender-specific impacts.

¹⁷⁷ Understanding and meeting these needs does not undermine the humanitarian principle of neutrality; in fact, failing to understand that different populations—beyond women and girls—have different needs and require different solutions fails to account for the impartiality principle.

¹⁷⁸ UN Women (2020). 'Impact of COVID-19 on Violence Against Women and Girls and Service Provision: UN Women Rapid Assessment and Findings.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/impact-of-covid-19-on-violence-against-women-and-girls-and-service-provision-en.pdf?la=en&vs=0>.

difficultés pour accéder aux services de santé¹⁷⁹ et sont plus exposées à l'insécurité alimentaire.¹⁸⁰ En revanche, la recherche a montré que les pays qui ont inclus des femmes dans leurs organes décisionnels nationaux sur la COVID-19 ont mis en œuvre des réponses plus sexospécifiques à la pandémie.¹⁸¹ Ces résultats garantissent un recadrage afin de reconnaître les forces des femmes et des filles en tant que leaders et intervenantes humanitaires.

Bien entendu, il ne suffit pas de simplement reconnaître les femmes et les filles dans les programmes humanitaires. **« Les femmes et les filles » ne constituent pas un groupe homogène ;** elles ont des identités intersectionnelles et les analyses doivent prendre en compte leur âge, leur handicap, leur statut économique et migratoire, leur appartenance ethnique, leur sexualité, et autre. Ne pas incorporer ces dimensions conduit à des réponses erronées qui ne répondent pas aux besoins spécifiques de diverses femmes et filles.¹⁸² Certaines organisations ont adopté de nouvelles approches qui mettent l'accent sur l'inclusion et l'élévation des organisations féminines locales afin de garantir que les interventions humanitaires répondent mieux aux besoins des femmes et des filles.¹⁸³ C'est une évolution positive qui doit être amplifiée.

L'inégalité des genres et les différentes vulnérabilités entre les individus entraînent également d'autres types de maux. Par exemple, des travailleurs humanitaires ont commis des actes d'exploitation et d'abus sexuels contre des bénéficiaires,¹⁸⁴ ont agressé et harcelé sexuellement des collègues¹⁸⁵ à plusieurs reprises. De nombreux acteur-ice-s

À quoi ressemble une approche féministe de la réponse à COVID-19 ?^a

- Centrer le bien-être de toutes les personnes de manière transversale
- Garantir la santé et la sécurité de toutes et tous, y compris les droits et la santé sexuelle et reproductive
- Promouvoir un changement de paradigme global, en s'appuyant sur un financement adéquat et équitable
- Se fonder sur les valeurs démocratiques et les renforcer
- Promouvoir une transition juste et équitable pour les personnes et la planète

^a 'Feminist Response to COVID-19.' (2020). <https://www.feministcovidresponse.com/wp-content/uploads/2020/08/principles-en.a6f9f4a2.pdf>.

179 Janoch, Emily (2020). 'Evolving Trends: Women in COVID-19.' CARE. https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_Women-in-COVID-19-RGA-Trends-Update_July-2020.pdf. For more on SRHR and COVID-19, see https://care.org/wp-content/uploads/2020/09/RGA_SRHRHighlights_July20.pdf; <https://iawg.net/resources/advocating-for-sexual-and-reproductive-health-services-in-covid-19-response>; <https://iawg.net/resources/misp-considerations-checklist-for-implementation-during-covid-19>.

180 Fuhrman, Sarah et al. (2020). 'Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis.' CARE. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf?_ga=2.178751074.794052625.1599152583-784388205.1589468431.

181 Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020). 'Where are the women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.' CARE. https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_COVID-19-womens-leadership-report_June-2020.pdf.

182 Lokot, Michelle and Yeva Avakyan (2020). 'Intersectionality as a Lens to the COVID-19 Pandemic: Implications for Sexual and Reproductive Health in Development and Humanitarian Contexts.' London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/26410397.2020.1764748?needAccess=true>.

183 Lambert, Brittany et al. (2018). 'A Feminist Approach to Localization: How Canada Can Support the Leadership of Women's Rights Actors in Humanitarian Action.' Oxfam Canada. <https://www.oxfam.ca/wp-content/uploads/2018/06/a-feminist-approach-to-localization.pdf>. The IASC has also published a number of guidelines on gender, including in responses to COVID-19: <https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2020-03/IASC%20Interim%20Guidance%20on%20COVID-19%20-%20Gender%20Alert.pdf>.

Some organisations, such as CARE, IRC and GWI, are researching and testing new approaches that focus on putting women and girls at the centre of changing the way we understand how to better meet the needs of women and girls by adapting our modes of aid delivery to safely prevent SEA. See Potts, Alina et al. (2020). 'Empowered Aid: Participatory Action Research with Refugee Women & Girls to Better Prevent Sexual Exploitation and Abuse—Lebanon Results Report.' The George Washington University and Lebanon: CARE International. <https://globalwomensinstitute.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs1356/f/downloads/GWI-CARE-EmpoweredAid-Lebanon-Results%20Report-remed.pdf>.

184 Charity Commission for England and Wales (2019). 'Inquiry Report: Summary Findings and Conclusions Oxfam.' https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/807943/Inquiry_Report_summary_findings_and_conclusions_Oxfam.pdf.

185 Charity Commission for England and Wales (2020). 'Statement of the Results of an Inquiry The Save the Children Fund (Save the Children UK)'. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/870390/The_Save_the_Children_Fund__Save_the_Children_UK__Inquiry_report.pdf.

humanitaires et bailleurs de fonds ont dénoncé l'exploitation et les abus sexuels (EAS). Ils ont pris une série de mesures et d'actions pour mieux prévenir, détecter et gérer les risques d'EAS – y compris des mécanismes de signalement améliorés – et mis en œuvre des procédures de recrutement conçues pour éliminer les récidivistes.¹⁸⁶ Il s'agit là de premières étapes importantes, mais il faut faire davantage pour soutenir les victimes d'agressions sexuelles et il est important de favoriser un apprentissage et une culture de l'égalité des genres qui empêchent toute forme de discrimination et d'abus.

Les femmes qui travaillent dans le secteur humanitaire sont confrontées à d'autres inégalités entre les genres, notamment les écarts de rémunération et le manque d'opportunités de leadership.¹⁸⁷ Les organisations ignorent souvent les besoins des femmes et des filles et les attentes culturelles auxquelles elles sont soumises, telles que les responsabilités familiales ou l'accès sécurisé aux latrines dans des endroits éloignés.¹⁸⁸ **La masculinisation du travail humanitaire décourage la participation des femmes et des filles**, alimentant un cycle qui ne les admet pas et justifie donc de ne pas les inclure.

Pour lutter contre les inégalités entre les sexes dans le secteur humanitaire, tous les bailleurs de fonds et toutes les organisations humanitaires doivent :

- **Donner la priorité à la santé sexuelle et reproductive – y compris la santé maternelle et néonatale, la prévention de la VBG et les programmes d'intervention – en tant qu'interventions vitales.** Cela signifie intégrer ces préoccupations tout au long du cycle de planification et de réponse humanitaire, et veiller à ce que les ressources ne soient pas réaffectées à d'autres services lors des crises ultérieures.
- **Exiger que toutes les propositions de financement, évaluations d'impact et stratégies – y compris les synthèses des besoins humanitaires et les plans d'intervention humanitaire – contiennent des analyses intersectionnelles complètes** pour comprendre comment le genre interagit avec les multiples formes d'oppression qui façonnent les expériences des femmes et des filles dans les crises humanitaires. Il est essentiel que les femmes et les filles codirigent la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des propositions qui affecteront leurs vies, leurs moyens de subsistance, leurs familles et leurs communautés, et qu'elles soient consultées dans chaque secteur d'intervention.¹⁸⁹ De plus, la communauté humanitaire doit mettre en place des mécanismes de responsabilisation qui permettent aux femmes et aux filles de la tenir responsables si elle n'agit pas.
- **Soutenir et impliquer les organisations locales, dirigées par des femmes et axées sur les femmes/le genre en centrant leur leadership et leurs priorités sur la programmation humanitaire.**¹⁹⁰ Cela signifie défendre activement le leadership et la participation des femmes et des filles aux réponses humanitaires en veillant à ce qu'elles soient représentées de manière significative dans les organes de décision.¹⁹¹ Cela signifie également qu'il faut faire remonter les mécanismes de réponse existants déjà utilisés par les femmes et les filles dans leurs communautés.

186 See, e.g., the Empowered Aid project, which 'examines the mechanisms through which humanitarian aid is delivered, and how these processes might inadvertently increase the risks of SEA, in order to better address these risks. Its goal is to support the creation or adaptation of aid delivery models that actively work to reduce power disparities and give women and girls a sustained voice in how aid is delivered'.

<https://globalwomensinstitute.gwu.edu/empowered-aid>.

187 Black, Ayla, Pip Henty and Kate Sutton (2017). 'Women in Humanitarian Leadership.' Centre for Humanitarian Leadership.

<https://centreforhumanitarianleadership.org/wp-content/uploads/2018/10/Women-in-Leadership-20170203.pdf>.

188 Smith, Emma (2019). 'What's It Like to Be a Woman Humanitarian Working in the Field?' Devex. <https://www.devex.com/news/whats-it-like-to-be-a-woman-humanitarian-working-in-the-field-95453>.

189 The Global Women's Institute. 'Empowered Aid.' <https://globalwomensinstitute.gwu.edu/empowered-aid/>; Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020).

'Where are the women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.' CARE.

https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_COVID-19-womens-leadership-report_June-2020.pdf.

190 Venton, Courtenay Cabot and Toscane Clarey (2020). 'Funding for Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in Humanitarian Programming.' UN Women and UNFPA. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/06/funding-for-gender-equality-and-the-empowerment-of-women-and-girls-in-humanitarian-programming>.

191 Including Humanitarian Country Teams (HCTs) and humanitarian clusters.

- **S'engager dans un changement en faveur d'une culture organisationnelle qui soutient et récompense le leadership équitable et inclusif dans le secteur de l'humanitaire.** Cela comprend la création d'espaces sûrs et équitables pour les travailleuses humanitaires ; la promulgation et l'application, de manière proactive, des politiques qui tiennent les organisations responsables de soutenir le personnel féminin ; et l'engagement dans un changement vers une culture organisationnelle qui déconstruit les structures de pouvoir nuisibles, élève et autonomise les femmes.

5.2 Apporter une aide humanitaire aux populations et aux organisations qui en ont le plus besoin

Ces dernières années, les membres de la communauté humanitaire ont déployé des efforts concertés pour réorienter ses flux monétaires, à qui et comment. Ces efforts, codifiés dans le Grand Bargain et la Charte pour le changement, engagent les signataires dans des initiatives telles que l'amélioration de la transparence de l'aide et l'augmentation du soutien direct aux organisations non gouvernementales (ONG) locales et nationales.¹⁹² Ces dernières années, le secteur s'est rapproché de ces objectifs : les financements directs ont augmenté¹⁹³ et de plus en plus d'institutions déclarent leur financement conformément à la norme de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (IITA).¹⁹⁴ Malgré ces premiers succès, il reste encore beaucoup de travail à faire. **Les activités clés qui sont vitales pour la santé, la sécurité et le bien-être des femmes et des filles sont trop souvent sous-financées dans tous les secteurs ; trop peu d'argent circule vers les ONG locales et nationales**, en particulier vers les organisations dirigées par des femmes et les organisations centrées sur les femmes et le genre ; et beaucoup **de sources de financement restent opaques**, en particulier lorsqu'on s'éloigne de leur destinataire de premier niveau.¹⁹⁵

Les femmes et les filles ont des capacités et des besoins différents de ceux des hommes et des garçons, que les crises amplifient souvent, tout autant que les inégalités existantes. La dynamique des communautés et des ménages change pendant les situations d'urgence, créant de nouveaux rôles et opportunités, ainsi que de nouveaux défis et risques. Les femmes et les filles sont affectées de manière disproportionnée par les crises et sont plus susceptibles de souffrir de la violence basée sur le genre (VBG)¹⁹⁶. Elles ont également des besoins accrus en DSSR. En effet, la majorité des décès maternels surviennent dans des pays en crise humanitaire.¹⁹⁷ Elles peuvent également faire face à des défis distincts pour accéder à la nourriture, aux services de santé, aux abris et à d'autres ressources, et ces défis ne sont pas systématiquement pris en compte dans la conception des programmes.¹⁹⁸ La pandémie de la COVID-19 n'a pas été différente des précédentes urgences. Les appels reçus par les lignes d'appels contre la violence domestique ont augmenté de 60 % à 775 % dans certains pays depuis le début de la pandémie.¹⁹⁹ Pendant

192 IASC. 'More support and funding tools for local and national responders.' <https://interagencystandingcommittee.org/more-support-and-funding-tools-for-local-and-national-responders>; Charter 4 Change (2019). Localisation of Humanitarian Aid. <https://charter4change.files.wordpress.com/2019/06/charter4change-2019.pdf>.

193 Metcalfe-Hough, Victoria (2020). 'The Future of the Grand Bargain: A New Ambition?' Overseas Development Institute Humanitarian Policy Group. https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/gb_2020_briefing_note_web.pdf.

194 The IATI Standard is 'a set of rules and guidance about what data organisations should publish and what format it should be presented in.' See IATI, <https://iatistandard.org/en/>.

195 These represent just a few of the issues with humanitarian funding. For additional critiques, including those that address cumbersome donor regulations and internecine politics, see Singh, Sudhanshu S and Smruti Patel (2020). 'A Grand Bargain 2030.' Alliance 4 Empowering Partnerships. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/The%20Grand%20Bargain_A4EP.pdf; NEAR (2019). NEAR Statement on the future of the Grand Bargain. https://interagencystandingcommittee.org/system/files/near_-_grand_bargain_annual_meeting_2019_statement.pdf.

196 World Health Organization. 'Gender-based Violence in Health Emergencies.' [https://www.who.int/health-cluster/about/work/other-collaborations/gender-based-](https://www.who.int/health-cluster/about/work/other-collaborations/gender-based-violence/en/#:~:text=In%20humanitarian%20crises%2C%20levels%20of,based%20violence)%20grows%20more%20acute.&text=This%20violence%20has%20serious%20short,personal%20and%20social%20well%2Dbeing)

[violence/en/#:~:text=In%20humanitarian%20crises%2C%20levels%20of,based%20violence\)%20grows%20more%20acute.&text=This%20violence%20has%20serious%20short,personal%20and%20social%20well%2Dbeing](https://www.who.int/health-cluster/about/work/other-collaborations/gender-based-violence/en/#:~:text=In%20humanitarian%20crises%2C%20levels%20of,based%20violence)%20grows%20more%20acute.&text=This%20violence%20has%20serious%20short,personal%20and%20social%20well%2Dbeing).

197 WHO et al. (2014) 'Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2013.' <https://www.who.int/reproductivehealth/publications/monitoring/maternal-mortality-2013/en/>.

198 Understanding and meeting these needs does not undermine the humanitarian principle of neutrality; in fact, failing to understand that different populations – beyond women and girls – have different needs and require different solutions fails to account for the impartiality principle.

199 ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

ce temps, les bureaux locaux de CARE rapportent avoir constaté le manque de priorité aux services de santé sexuelle et reproductive ou des obstacles importants à leur accès.²⁰⁰

Bien que la communauté humanitaire soit bien consciente de ces effets, **le financement des programmes axés sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles a pris du retard.** Cette tendance s'est poursuivie pendant la pandémie.²⁰¹ Le Plan mondial de réponse humanitaire des Nations Unies (PMRH) de juillet n'inclut pas la VBG comme priorité de réponse dans les objectifs du plan, demandant seulement 43 millions de dollars US pour la prévention de la VBG et la programmation d'intervention dans 63 pays. Il n'inclut pas non plus d'objectifs autonomes liés à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes.²⁰² Certaines organisations féminines locales ont noté que la majorité du financement semble aller à un ensemble bien précis d'interventions sanitaires et que le financement lié à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles a été gravement affecté.²⁰³ Cet échec flagrant de la communauté humanitaire à donner la priorité aux besoins des femmes et des filles reflète des attitudes patriarcales encore répandues²⁰⁴ parmi les responsables et les organisations opérationnelles. Il met également en lumière l'absence de femmes aux postes de décision de haut niveau au sein de ces entités²⁰⁵ – et cela vient s'ajouter au fardeau que la pandémie leur a déjà imposé.

Les besoins des femmes et des filles ne soient pas satisfaits et leurs voix ne sont pas entendues. Le financement humanitaire direct accordé aux ONG locales et nationales a légèrement augmenté entre 2016, lorsque le Grand Bargain a été mis en place, et 2018, avant de diminuer en 2019.²⁰⁶ Cette année-là, seuls 444 millions de dollars US sur 29,6 milliards de dollars de financement humanitaire total suivi sont allés à des ONG locales et nationales.²⁰⁷ Seule une fraction de ce financement est allée à des organisations dirigées par des femmes ou à des organisations axées sur les femmes ou le genre, soit directement, soit par l'intermédiaire des agences des Nations Unies ou des ONG partenaires.

La crise de la COVID-19 illustre ces tendances. Les bailleurs de fonds contribuant au GHRP n'avaient affecté que 1,5 % du financement aux ONG locales et nationales au 28 août.²⁰⁸ Sur 20 plans de réponse humanitaire et multisectorielles à la COVID-19 élaborés pour les pays de la région Asie-Pacifique, 25 % ne mentionnaient aucune forme d'engagement avec des groupes ou réseaux de femmes, tandis que 30 % limitaient l'engagement planifié à des secteurs spécifiques.²⁰⁹ De plus, **même lorsque les organisations dirigées par des femmes ou les organisations féminines/axées sur le genre reçoivent un financement humanitaire, il est souvent insuffisant et inutilement limité.** Les organisations féminines locales ont signalé de longs retards entre la soumission des propositions et la réception des fonds;²¹⁰ que le financement échoue souvent à couvrir les salaires du personnel, l'infrastructure et

200 CARE country office reports.

201 See, e.g., IRC and VOICE (2019). 'Where Is the Money? How the Humanitarian System is Failing in Its Commitments to End Violence Against Women and Girls.' <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/3854/whereisthemoneyfinalfinal.pdf>.

202 UN (2020). 'Global Humanitarian Response Plan for COVID-19, July Update.' https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GHRP-COVID19_July_update_0.pdf.

203 ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

204 CARE International (2020) 'Humanitarian Response Reform: Addressing patriarchy and gender inequality in humanitarian response.' p. 39.

205 CARE International (2020) 'Promoting Women's Leadership in the Recovery and Beyond.' p. 36.

206 Thomas, Amanda and Angus Urquhart (2020). 'Global Humanitarian Assistance Report 2020: Chapter 3 - Funding For Effectiveness and Efficiency.' Development Initiatives.

<https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2020/funding-effectiveness-and-efficiency/>.

207 Ibid.

208 FTS (2020). 'COVID-19 Global Humanitarian Response Plan.' <https://fts.unocha.org/appeals/952/summary>.

209 Asia-Pacific Gender in Humanitarian Action Working Group (2020). 'Closing the Funding Gap for Women-Focused Organizations Responding to COVID-19 in Asia and the Pacific.' <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GiHA%20Gender%20and%20Funding%20in%20COVID-19.pdf>; ActionAid et al.

(2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

210 ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

les fournitures de base, ou les coûts indirects, tels que le renforcement des capacités²¹¹. Elles signalent également les lourdes exigences en matière de rapports — certaines étant transmises des donateurs aux ONGI, puis des ONGI aux ONG locales — ce qui fait perdre un temps précieux à la programmation.²¹² Ces obstacles pèsent de manière disproportionnée sur les ONG locales et nationales, en particulier sur les organisations dirigées par des femmes ou axées sur les femmes/le genre, qui sont de plus en plus contraintes de faire plus et de prendre plus de risques avec moins de ressources.²¹³

Il est difficile de déterminer quels programmes et organisations reçoivent un financement humanitaire en raison du **manque de transparence du financement dans le secteur**. Cela se manifeste de plusieurs façons. Premièrement, les bailleurs de fonds et les bénéficiaires — agences des Nations unies et ONGI — ne sont pas tenus de signaler les flux financiers aux systèmes de suivi tels que l'IATI et le Service de traçabilité financière (STF) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies ; ces systèmes ne peuvent donc fournir qu'une partie du tableau. Ensuite, même lorsque les bailleurs et les bénéficiaires déclarent des financements, l'IATI et le STF ne présentent pas toujours les données de manière utile. Les VBG sont devenues un secteur de réponse à part entière du STF, filtrable par ses utilisateurs qu'à partir de 2016.²¹⁴ L'ajouter comme tel était une mesure positive, mais la confusion demeure quant à la catégorie (VBG ou protection) que les journalistes doivent utiliser.²¹⁵ Les deux plateformes rendent également difficile le travail des utilisateurs pour comparer les résultats entre les réponses ou pour déterminer quelle somme d'un secteur spécifique, comme la santé, va à des programmes spécifiques aux femmes, comme la DSSR, ou à des organisations dirigées par des femmes ou des organisations axées sur les femmes ou le genre en général.²¹⁶ En l'absence de moyens faciles pour rechercher et décomposer ces données, il est difficile pour l'ensemble des acteur-ice-s du système humanitaire de savoir où se situent les lacunes, de prendre des décisions en connaissance de cause et de se tenir mutuellement responsables.

Pour répondre à ces préoccupations, l'ensemble des acteur-ice-s du domaine humanitaire doivent :

- **Augmenter le montant des fonds alloués à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles.** Il s'agit notamment de financer davantage la prévention et la réponse aux VBG, à la protection et aux programmes de santé sexuelle et reproductive, mais aussi d'accorder plus d'attention et de ressources aux programmes qui tiennent compte des capacités et des besoins des femmes et des filles dans d'autres secteurs, tels que la relance précoce, la sécurité alimentaire et le logement.
- **Augmenter le montant du financement humanitaire qui va directement aux organisations dirigées par des femmes et axées sur les femmes ou le genre, et par l'intermédiaire des ONGI partenaires, pour le développement organisationnel et un large éventail de programmes.** En outre, les bailleurs de fonds doivent contribuer à réduire les obstacles auxquels se heurtent les organisations dirigées par des femmes et les organisations axées sur les femmes ou le genre lorsqu'elles demandent un financement, et veiller à ce que le financement soit suffisant pour couvrir les coûts directs et indirects, sur une base souple, prévisible et pluriannuelle, le cas échéant.²¹⁷

211 Ibid.

212 Roselli, Cecelia and Paola Fabbri Clare and Collingwood Esland (2016). 'Less Paper More Aid: Reporting, Partner Capacity Assessment, and Audi.' ICVA. <https://lesspapermoreaid.org/documents/lpma-reporting.pdf>.

213 Venton, Courtenay Cabot and Toscane Clarey (2020). 'Funding for Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in Humanitarian Programming.' UN Women and UNFPA. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/06/funding-for-gender-equality-and-the-empowerment-of-women-and-girls-in-humanitarian-programming>.

214 IRC and VOICE (2019). 'Where Is the Money? How the Humanitarian System is Failing in Its Commitments to End Violence Against Women and Girls.' <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/3854/wheristhemoneyfinal.pdf>.

215 Ibid.

216 Venton, Courtenay Cabot and Toscane Clarey (2020). 'Funding for Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in Humanitarian Programming.'

217 Ibrahim, Zainab and Jayanthi Kuru-Utumpala (2020). 'CARE's Role in Supporting Social Movements: A Feminist Perspective.' CARE International. <https://www.chrysaliscatalyz.com/wp-content/uploads/2020/06/CARE%E2%80%99s-Role-in-Supporting-Social-Movements-A-Feminist-Perspective-Updated-FINAL-30-June-2020.pdf>; Stephen, Monica, and Ariana Martini (2020). 'Turning the Tables: Insights From Locally-led Humanitarian Partnerships in

- **Améliorer les modèles de partenariat entre les ONG locales et leurs partenaires financiers.**²¹⁸ L'augmentation du financement ne suffit pas. Les bailleurs de fonds doivent saisir l'occasion d'aller au-delà des modèles de partenariat transactionnel, d'apprendre des ONG locales et de s'engager dans des partenariats dirigés localement, mutuellement bénéfiques, qui partagent équitablement le pouvoir, les ressources et les risques.
- **Améliorer les normes en matière de données et de rapports afin de mieux comprendre le montant des fonds humanitaires consacrés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi qu'aux organisations dirigées par des femmes et aux organisations de défense de leurs droits.** Les normes concernant l'élaboration des rapports devraient inclure le suivi des activités, de l'expertise et des résultats spécifiques au genre, ainsi que la collecte et l'analyse systématiques de données réparties au minimum selon le genre et l'âge.²¹⁹

5.3 Révolutionner les données sur le genre pour transformer les réponses humanitaires

Qu'est-ce que les « données de genre » ?

Le terme "données sur le genre" fait référence aux données qui reflètent de manière adéquate les différences et révèlent les inégalités dans la situation des filles, des garçons, des femmes et des hommes.^a

^a Plan International (2020). 'The Gender Data Revolution.' <https://www.plan.org.au/news/gender/the-gender-data-revolution/>

Au cours de la dernière décennie, le secteur humanitaire a beaucoup investi dans des solutions de collecte de données de haute qualité, de l'open data aux big data, en passant par les données responsables. Il a également fait des progrès et des investissements dans les données sur le genre. Les outils d'analyse de genre – tels que les marqueurs de genre, l'analyse rapide de genre (ARG),²²⁰ et les données réparties selon le sexe et l'âge (SADD) – sont de plus en plus disponibles, tandis que des initiatives comme GenCAP contribuent à soutenir l'analyse de genre.²²¹ Malgré cette prise de conscience croissante

et la capacité à collecter, analyser et utiliser des données sur le genre, **les femmes et les filles restent largement invisibles dans les données humanitaires.**

Les normes humanitaires pour la collecte et l'utilisation des données sur le genre sont minimales et manquent de mécanismes d'application. Des initiatives très médiatisées comme le Centre for Humanitarian Data de l'OCHA ne mettent pas l'accent sur les données relatives au genre et n'en assurent pas le suivi ; leurs principes²²² et leur rapport annuel 2020²²³ sur les données humanitaires ne mentionnent visiblement pas le genre. La pandémie de

Conflict-Affected Situations.' Save the Children International and Saferworld. <https://reliefweb.int/report/world/turning-tables-insights-locally-led-humanitarian-partnerships-conflict-affected>; ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

218 Ibrahim, Zainab and Jayanthi Kuru-Utumpala (2020). 'CARE's Role in Supporting Social Movements: A Feminist Perspective.' CARE International. <https://www.chrysaliscatalyz.com/wp-content/uploads/2020/06/CARE%E2%80%99s-Role-in-Supporting-Social-Movements-A-Feminist-Perspective-Updated-FINAL-30-June-2020.pdf>; Stephen, Monica, and Ariana Martini (2020). 'Turning the Tables: Insights From Locally-led Humanitarian Partnerships in Conflict-Affected Situations.' Save the Children International and Saferworld. <https://reliefweb.int/report/world/turning-tables-insights-locally-led-humanitarian-partnerships-conflict-affected>; ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

219 ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

220 IASC. 'Gender with Age Marker (GAM).' <https://www.iascgenderwithagemarker.com/en/home/>; ECHO. 'Gender-Age Marker Toolkit.' https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender_age_marker_toolkit.pdf; OECD. 'DAC Gender Equality Policy Marker,' <https://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>; CARE. 'Rapid Gender Analysis.' <https://insights.careinternational.org.uk/in-practice/rapid-gender-analysis>.

221 Humanitarian Response. 'GenCap.' <https://www.humanitarianresponse.info/en/coordination/gen-cap>.

222 The principles for OCHA's Centre for Humanitarian Data are human-centred, open, networked, and agile. <https://centre.humdata.org/what-we-do/>.

223 OCHA. (2020) 'The State of Humanitarian Data: What Is Available and What Is Missing Across Humanitarian Crises.' <https://centre.humdata.org/wp-content/uploads/2020/01/StateofData2020.pdf>.

COVID-19 a amplifié ces problèmes. Une étude récente de la COVID-19 et des stratégies de lutte contre la faim a révélé que **46 % des documents examinés ne mentionnaient pas du tout les femmes et les filles** et ne fournissaient pas de DDAA.²²⁴ La COVID-19 a rendu la collecte de données plus difficile, en particulier auprès des populations largement exclues des efforts de collecte de données à distance. La pandémie a également affaibli les fragiles mécanismes de retour d'information et de plainte, qui sont essentiels pour fournir des services de qualité et pour protéger les personnes touchées contre la violence, en particulier les femmes et les filles, qui sont plus exposées aux violences basées sur le genre.

Les défis ne s'arrêtent pas là, même si des données sur le genre sont collectées. La communauté humanitaire dispose de peu de conseils quant à la façon d'utiliser et d'analyser les données sur le genre pour rendre les réponses plus efficaces, et a peu d'outils pour comprendre comment utiliser et analyser ces données. Une évaluation humanitaire interagences a constaté que les analyses de genre, bien que largement disponibles, sont souvent menées par des organisations individuelles – plutôt qu'en coordination avec d'autres – et ne sont pas disponibles et donc pas utilisées pour façonner les premières phases d'une réponse.²²⁵ Cela contribue à la difficulté de savoir si, comment et par qui l'analyse de genre est utilisée ; si les recommandations reflètent ce qui est déjà fait dans la programmation ; et si ces adaptations améliorent la qualité, l'efficacité et l'impact de la réponse humanitaire. Les experts ont conclu que l'impact de l'analyse de genre serait plus important si elle était mieux coordonnée dès le début de la réponse.²²⁶

Contraintes critiques pour une meilleure gestion des données dans le secteur humanitaire :

- Les contraintes de capacité tout au long du cycle de vie des données, de la collecte à l'analyse et à l'utilisation ;
- Des normes de qualité des données insuffisantes ;
- Pression du temps et budgets limités ;
- Respect limité des politiques de protection des données et des données responsables ou responsabilité limitée à cet égard et besoin élevé de données personnelles et sensibles et utilisation de celles-ci ;
- Manque de données sur les résultats et l'impact à long terme de la réponse humanitaire ;
- L'agrégation des données est insuffisante pour comprendre les modèles et les tendances ;
- Participation limitée des personnes et des communautés affectées à l'analyse et à l'utilisation des données ;
- Des pratiques de partage de données limitées et incohérentes et le coût élevé de l'inefficacité.

Il y a des signes de progrès. L'analyse de la parité hommes-femmes a reçu plus d'attention durant la pandémie de COVID-19 que lors des crises précédentes : CARE a mené près de 40 ARG au cours des six derniers mois, soit une augmentation de près de 300 % par rapport au nombre d'ARG généralement menées en un an. Certaines de ces études ont été réalisées en collaboration avec des organisations telles que l'IRC,²²⁷ et les rapports et conclusions

224 Fuhrman, Sarah et al. (2020). 'Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis.' CARE International. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf?_ga=2.66214566.963940214.1600875214-784388205.1589468431.

225 Jantzi, Terrence et al. (Forthcoming). 'Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls.'

226 Ibid.

227 Haneef, Christina and Anushka Kalyanpur (2020). 'Global Rapid Gender Analysis For COVID-19.' CARE and IRC. https://www.care-international.org/files/files/Global_RGA_COVID_RDM_3_31_20_FINAL.pdf.

ont été rendus publics.²²⁸ La plus grande visibilité des analyses sur le genre a contribué à modifier les récits et les objectifs — par exemple, l'amplification des connaissances et des expériences vécues par les femmes dans le cadre de l'ARG de CARE en Afrique de l'Ouest a contribué à faire passer l'accent de la réponse de CARE sur la santé à l'intensification des crises économiques et alimentaires.²²⁹

Les femmes et les filles doivent être plus visibles dans les données humanitaires, mais même cela ne suffit pas : il est également impératif d'avoir une image plus claire de la dynamique des rapports hommes-femmes et des expériences vécues de manière plus générale, avec une optique intersectionnelle. **Comblé le manque de données sur le genre n'est pas simplement une question de collecte et d'utilisation de la SADD** ; cela donne des réponses relativement peu sensibles au genre, notamment parce que la SADD ne parvient pas à saisir les complexités du problème et de la dynamique des rapports hommes-femmes. Les humanitaires doivent plutôt être capables de collecter et d'utiliser des données qui expliquent les comportements, les besoins, les normes et les rôles culturellement et socialement construits ; de démontrer comment le problème du genre facilite ou limite l'accès aux opportunités, aux ressources, à la reconnaissance et au statut des hommes et des femmes ; et de demander des comptes lorsque les données ne sont pas suffisantes. Cela nécessite des données meilleures et plus nuancées sur le genre, un meilleur accès aux données et aux analyses — y compris par les personnes qui fournissent les données — et une application meilleure et plus participative. Si la communauté internationale ne continue pas dans cette voie, elle ne pourra pas réaliser le potentiel de transformation des interventions humanitaires et celles-ci risquent de faire plus de mal que de bien.

Une révolution des données sur le genre exploite et applique les avancées de la révolution numérique concernant les open data, les big data et les principes de données responsables. Elle propose des approches innovantes pour la collecte, l'analyse et l'utilisation des données sur le genre, ainsi que la collaboration et la participation significative de toutes les parties prenantes, y compris les personnes et les communautés touchées par la crise. Elle reconnaît et traite les problèmes systémiques qui limitent la capacité du système humanitaire à faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes.

En fait, la crise de la COVID-19 a encore clarifié le travail qu'il nous reste à faire pour collecter et utiliser les données sur le genre et à quel point ces données peuvent être déterminantes. Dans le sillage de la pandémie et inextricablement liée aux efforts visant à mettre en place des réponses humanitaires plus respectueuses de l'égalité des sexes, notre « Étoile polaire » devrait être une révolution des données sur le genre.

Pour faire avancer une révolution des données sur le genre humanitaire, tous les bailleurs de fonds et toutes les organisations doivent :

- **Donner la priorité à l'application des analyses sur l'égalité entre les hommes et les femmes et des recommandations pour adapter les réponses en cours et en inspirer de nouvelles.** Cela doit également informer les plans humanitaires et les nouvelles stratégies de relance ou celles en cours pour la COVID-19 et d'autres crises. L'ensemble des acteur-ice-s doivent être tenus publiquement responsables pour adapter leurs efforts de manière à soutenir plus efficacement les femmes, les filles et les autres groupes marginalisés. Cela devrait commencer par la publication par chaque partie d'un rapport de situation sur les engagements pris jusqu'à présent dans le cadre de la COVID-19, y compris les mesures prises pour garantir que les femmes, les filles et les autres groupes victimes de discrimination ont un accès égal aux secours et aux efforts de relance.
- **Utiliser une approche intersectionnelle de l'analyse de genre et de l'application participative des résultats.** Une telle approche est essentielle pour identifier et répondre aux inégalités systémiques qui

²²⁸ See CARE. 'Care Evaluations.' <https://careevaluations.org/homepage/care-evaluations-rapid-gender-analysis/>.

²²⁹ Laouan, Fatouma Zara (2020). 'West Africa COVID-19 RGA.' CARE. <https://www.careevaluations.org/evaluation/west-africa-covid-19-rga-may-2020/>.

entraînent l'exclusion de nombreux groupes, dont les femmes et les filles, de la planification humanitaire et des processus décisionnels. L'ensemble des acteur-ice-s devraient utiliser ces analyses pour éclairer leur programmation. Ils devraient publier des mises à jour de leurs plans de secours et de relance pour la COVID-19 qui mettent explicitement en évidence les changements qu'ils ou elles ont apporté pour appliquer des analyses de genre à leur travail et pour développer une réponse plus équitable à la COVID-19.

- **Établir des partenariats avec les personnes, les communautés et les organisations locales concernées pour la collecte, l'analyse et l'utilisation des données.** Les humanitaires pourraient combler ainsi le manque de données sur le genre en enrichissant leur compréhension de la dynamique du problème, en permettant à ces groupes d'utiliser les données pour élaborer eux-mêmes des réponses contextualisées et, enfin, en poussant la communauté internationale vers des approches plus participatives de l'action humanitaire.
- **Promouvoir la numérisation des données et les pratiques responsables en matière de collecte et d'analyse et d'utilisation des données.** Ces éléments doivent être intégrés dans la manière dont les bailleurs de fonds et les organisations humanitaires collectent, analysent et utilisent les données sur le genre afin d'améliorer leur capacité à faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles. En l'absence de conseils pratiques et d'une adoption plus généralisée par celles et ceux qui sont en première ligne de la réponse humanitaire, une révolution des données sur le genre n'est pas possible ou tout au moins n'aura pas d'impact.



Des femmes transportent un kit d'abri fourni par CARE au Mozambique. ©John Estey/CARE

6. Motiver les bons secteurs publics et financer une relance équitable²³⁰

La réponse à la crise de la COVID-19 a nécessité et continuera de nécessiter un financement important. La réponse et la relance mettent les budgets publics sous pression. Un financement d'urgence est nécessaire pour atténuer l'impact immédiat et permanent de la pandémie sur les systèmes sanitaires et socio-économiques. En outre, alors que les répercussions à long terme de la COVID-19 se font sentir, un financement supplémentaire important est nécessaire pour reconstruire et renforcer l'autonomisation économique des femmes, l'action climatique et les réponses humanitaires, pour prévenir les crises futures.

Dans le même temps, y répondre comporte de fortes dimensions financières, tant en ce qui concerne les décisions d'investissement des gouvernements que les cadres financiers qui affectent les décisions des citoyens et des entreprises. Toutes ces dimensions ne peuvent pas être abordées en détail dans ce rapport. Ce chapitre se concentre sur l'APD, le climat et le financement humanitaire, en mettant l'accent sur la promotion de l'égalité des genres. Il propose également la réorientation des subventions aux combustibles fossiles comme exemple de motivation particulièrement néfaste qui peut nuire à la construction de l'avenir.

La crise de la COVID-19 représente une menace importante au maintien de la qualité et de la quantité du financement pour le développement. Les investissements dans les pays en développement ont fortement diminué depuis le début de la pandémie.²³¹ La récession économique mondiale actuelle, la baisse des recettes publiques et l'augmentation des besoins de financement pour répondre à la crise de la COVID-19 sont susceptibles d'accroître

²³⁰ This section was prepared with contributions and inputs from Sven Harmeling, Mareen Buschmann, Gayatri Patel, Roslyn Dundas, Sarah Fuhrman, Nok van Langenberg. Any omissions are unintentional.

²³¹ Buschmann, Mareen & Sarah Fuhrman (2020). 'COVID-19 Could Condemn Women to Decades of Poverty: Implications of the COVID-19 Pandemic on Women's and Girls' Economic Justice and Rights.' CARE International. https://www.care-international.org/files/CARE_Implications_of_COVID-19_on_WEE_300420.pdf; Ghosh, Jayati (April 2020). 'COVID-19 and the Global Economy.' <https://m.youtube.com/watch?v=xtdyzjjpmc>.

encore la pression sur les aides comme celles de l'APD. Le Royaume-Uni (R.-U.) offre un exemple négatif : alors que l'objectif de dépenser 0,7 % du revenu national brut (RNB) pour l'aide publique au développement (APD) est un objectif inscrit dans le droit britannique, les montants absolus varient avec le revenu national. En effet, à cause de la récession économique provoquée par la COVID-19, le R.-U. a réduit ses dépenses pour l'APD de 3 milliards de livres sterling, mais respecte tout de même l'objectif de 0,7 %.²³² D'autres pays donateurs, comme l'Allemagne, ont fourni un support accru pour aider à contrer les impacts disproportionnés de la COVID-19 sur les pays les plus pauvres : le gouvernement allemand soutient un programme d'action rapide spécifique à la COVID-19, qui affecte 1 milliard d'euros de son budget actuel de développement, et 3 milliards d'euros supplémentaires dans le cadre des mesures du plan de relance de l'Allemagne pour les pays en voie de développement.²³³ D'autres membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE ont collectivement déclaré leur ambition de « faire l'impossible pour protéger les budgets de l'APD » pendant la crise de la COVID-19.²³⁴ C'est un engagement nécessaire qui doit être respecté, et dont les bailleurs de fonds doivent être tenus responsables.

Les conséquences de la COVID-19 sur l'assistance financière aux pays en voie de développement vont bien au-delà de l'APD. On estime que l'effet de la pandémie sur les financements extérieurs privés (tels que les envois de fonds) aux économies en développement a provoqué une réduction de 700 milliards de dollars US, et pourrait dépasser de 60 % l'impact de la crise financière de 2008.²³⁵ Pendant ce temps, une récession économique potentielle dans les pays en voie de développement menace de réduire davantage le potentiel de mobilisation de ressources domestiques contre la pauvreté, et les efforts fournis pour le développement durable, source vitale de financement des services publics essentiels, tels que la santé, les soins et l'éducation.

Le financement lié au climat — soutien de l'action pour le climat dans les pays en voie de développement — est basé sur des obligations juridiquement contraignantes énoncées dans la convention de l'ONU sur le climat et dans l'Accord de Paris.²³⁶ L'engagement des pays développés à mobiliser 100 milliards de dollars US avant fin 2020 constituait un élément essentiel de l'Accord.

Réduire le financement lié au climat reviendrait à porter un coup important à l'Accord de Paris. Les pays développés ont échoué à accroître de manière adéquate le financement lié au climat, mais la crise de la COVID-19 ne doit en aucun cas être utilisée pour les éloigner davantage de ces engagements, en particulier parce que — comme montré plus haut — des mesures existent pour aider à lutter contre les effets de la pandémie en cours, tout en renforçant la résistance aux changements climatiques et/ou réduisant les émissions. Les pays doivent plutôt considérer un engagement vers un objectif supérieur à 100 milliards de dollars US après 2020 pour le financement lié au climat, parce que les conséquences du changement climatique sont plus sévères et plus précoces que prévu.

Le financement de l'autonomisation économique des femmes s'est accru, mais il va probablement subir davantage de pressions dans un contexte de budgets publics resserrés, et n'a pas toujours répondu aux besoins. En 2016-2017, les 30 membres du CAD de l'OCDE ont alloué une moyenne de 44,8 milliards de dollars US à l'égalité des genres et au programme d'autonomisation des femmes.²³⁷ Cependant, sur les 1,4 milliard de dollars US alloués aux initiatives pour l'égalité des genres durant la période 2010-2016, seulement 20 % ont spécifiquement ciblé les jeunes femmes

232 Craig, Jon (2020). 'UK Foreign Aid Budget Cut By £3 billion 'Due to COVID-19' – as MPs Leave for Summer Recess.' Sky News.

<https://news.sky.com/story/uk-foreign-aid-budget-cut-by-1633bn-due-to-covid-19-as-mps-leave-for-summer-recess-12034292>.

233 BMZ (2020). 'Corona-Sofortprogramm: Corona besiegen wir nur weltweit oder gar nicht. (Corona Immediate Action Programme).'

http://www.bmz.de/de/zentrales_downloadarchiv/Presse/bmz_corona_paket.pdf.

234 OECD Development Assistance Committee (2020). 'COVID-19 GLOBAL PANDEMIC: Joint Statement by the OECD Development Assistance Committee on the Covid-19 Crisis.' <https://www.oecd.org/dac/development-assistance-committee/daccovid19statement.htm>.

235 OECD (2020). 'The Impact of the Coronavirus (COVID-19) Crisis on Development Finance.' <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-the-coronavirus-covid-19-crisis-on-development-finance-9de00b3b/>.

236 UN Climate Change (2016). 'The Paris Agreement.' <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>.

237 OECD (2019). 'Development Finance for Gender Equality and Women's Empowerment.' <http://www.oecd.org/development/gender-development/Dev-finance-for-gender-equality-and-womens-economic-empowerment-2019.pdf>.

et les filles.²³⁸ Pour ce qui est de l'assistance humanitaire, la contribution des bailleurs de fonds ne s'est élevée qu'à 54 % des 29,7 milliards de dollars US nécessaires en 2019, laissant des écarts considérables.²³⁹ Moins de 1 % de l'aide humanitaire totale était consacrée aux violences à l'égard des femmes, malgré son omniprésence. Ceci reflète une tendance préoccupante. En effet, l'écart s'accroît entre l'aide humanitaire nécessaire et l'aide effectivement reçue. Toutefois, le Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF) a constaté une augmentation des contributions de bailleurs de fonds en 2019, apportant 542 millions de dollars US d'aide prioritaire à plus de 29 millions de personnes affectées par des crises humanitaires dans 49 pays et territoires.²⁴⁰ Selon le Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), le CERF « a aidé à stimuler l'innovation, notamment l'action préventive, et a donné la priorité aux femmes et aux filles, aux personnes handicapées, à l'éducation en situation d'urgence, et à d'autres aspects de la protection ».

Selon CARE, plusieurs défis communs existent au sein de ces différentes voies d'aide internationale. Globalement, il y a besoin d'augmenter la part de l'APD et du financement alloué au climat qui cible aussi des objectifs d'égalité des genres. La recherche effectuée par CARE a montré, par exemple, que tous les pays du G7 dépensent moins de 10 % de leur aide sur des programmes d'adaptation, qui soutiennent aussi l'égalité des sexes comme objectif prioritaire.²⁴¹ De plus, une récente évaluation par le Fonds de Développement de la Commission européenne a montré que **le pourcentage de l'APD dédié au renforcement de l'égalité des genres reste très faible**, à environ 3 % pour la période 2014-2018.²⁴² Pendant les discussions sur le climat, et dans une certaine mesure pendant le débat sur le financement du développement durable plus généralement, il y a des propositions qui, avec le temps, pourraient générer des **dizaines de milliards de dollars US** en soutien aux actions dans les pays en voie de développement. Ces propositions incluent des taxes sur le transport aérien ou maritime, et sur l'extraction de combustibles fossiles.²⁴³

Les subventions toujours massives **aux combustibles fossiles présentent une excellente occasion de réorienter l'aide financière**. Selon le FMI, les subventions annuelles aux combustibles fossiles étaient estimées à 5 200 milliards de dollars US en 2017, ou 6,5 % de l'économie mondiale, illustrant l'étendue du défi.²⁴⁴ Cela représente environ 30 fois l'estimation de basse du coût de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en voie de développement (d'ici 2030).²⁴⁵ Il est aussi important de noter que ces subventions ont tendance à bénéficier aux classes les plus aisées d'une société. L'expérience montre qu'il existe des façons de changer la structure de ces subventions, afin que ce ne soient pas les personnes les plus pauvres qui finissent par en payer le prix.²⁴⁶

238 Standard Chartered & Dalberg (2018). 'Girls' Economic Empowerment In Africa And Asia.' <https://av.sc.com/corp-en/content/docs/Girls-economic-empowerment-in-Africa-and-Asia-Report.pdf>.

239 OCHA (2020). 'Global Humanitarian Overview 2020.' https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO-2020_v9.1.pdf.

240 OCHA (2020). 'CERF Annual Results Report.' https://cerf.un.org/sites/default/files/resources/CERF_ARR2019_20200821_pages2.pdf.

241 CARE (2019). 'Punching Below Their Weight: Monitoring the G7 support for adaptation and gender equality: July 2019 update.' https://www.care-international.org/files/files/G7ReportDesign_Compressed.pdf.

242 European Commission (2019). 'Evaluation of the EU's External Action Support in the Area of Gender Equality and Women Empowerment.' https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/gewe_eval_-_roadmap_final_version_for_publication.pdf.

243 See CARE International (2019). 'Innovative Finance Sources: A Complement to Strong Country Contributions for GCF Replenishment?' <https://careclimatechange.org/innovative-finance-sources/>. Some of these proposals have also been highlighted in a report by the UN Special Rapporteur on Human Rights and the Environment, David Boyd, which include an air travel/maritime transport levy, a tax on fossil fuel explorations (Climate Damages Tax), or the Financial Transaction Tax. See, e.g., UN (2019). 'Report of the Special Rapporteur on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment.' <https://undocs.org/en/A/74/161>.

244 Coady, David et al. (2019). 'Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates.' International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/05/02/Global-Fossil-Fuel-Subsidies-Remain-Large-An-Update-Based-on-Country-Level-Estimates-46509>.

245 UNEP (2016). 'Adaptation Finance Gap Report.' <http://web.unep.org/adaptationgapreport/2016>.

246 Sanchez, Lordes et al. (2020). '53 Ways to Reform Fossil Fuel Subsidies.' IISD. <https://www.iisd.org/articles/53-ways-reform-fossil-fuel-consumer-subsidies-and-pricing>.

Chaque dollar de subvention aux combustibles fossiles va non seulement à l'encontre des obligations et objectifs des pays en vertu de l'Accord de Paris, mais aggrave la crise climatique et compromet les espoirs des jeunes et des générations futures de vivre dans un monde où les dérèglements climatiques majeurs peuvent être maîtrisés. Ainsi, l'appel à « arrêter les subventions aux combustibles fossiles et à reprogrammer l'économie pour un monde meilleur » doit être au cœur de la réponse à la COVID-19.²⁵⁰ Réaffecter ces subventions peut aider à financer, par exemple, des coupons pour les biens énergétiquement efficaces, le développement d'une infrastructure verte et des efforts de transition équitables.

Les 5200 milliards USD de subventions aux combustibles fossiles sont équivalentes à

Environ 8 fois ce qui serait nécessaire pour compenser la perte de financements extérieurs privés (estimée) aux économies en voie de développement à cause de l'impact de la COVID-19 (700 milliards de dollars US)

Environ 11 fois le coût annuel estimé de la conversion de la production mondiale d'électricité principalement (environ 86 % d'ici 2050) en énergies renouvelables (sans compter les bénéfices découlant des dommages climatiques évités)²⁴⁷

Environ 20 à 30 fois les coûts estimés de l'adaptation aux changements climatiques (140 à 300 milliards de dollars US) dans les pays en voie de développement pour 2030²⁴⁸

Environ 170 fois les besoins estimés de financement annuel de l'aide humanitaire (environ 30 milliards de dollars US, estimation du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires [OCHA] de l'ONU)²⁴⁹

Pour encourager au maximum les secteurs publics et financer une relance équitable, les bailleurs de fonds et les gouvernements nationaux devraient considérer les mesures suivantes :

- Les pays donateurs **devraient mettre en place des plans ambitieux de relance nationale, accompagnés d'une solidarité internationale et d'un soutien pour une réponse mondiale**. Les pays donateurs devraient maintenir et, lorsque c'est possible, accroître le niveau absolu de l'APD qu'ils fournissent, et dans tous les cas devraient s'efforcer de dépasser leur engagement à donner 0,7 % de leur RNB en APD.
- **L'APD devrait être utilisée en priorité pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et accélérer le développement durable** au bénéfice des pays en voie de développement, conformément à la définition de l'OCDE. Toute tentative d'élargir la définition de l'APD pour prendre en compte les mesures anti-COVID-19 internes au pays donateur, qui ne bénéficient pas directement aux pays en voie de développement, devrait être rejetée. Selon ce critère, le financement de la distribution d'un vaccin dans les pays les moins développés devrait être pris en compte dans l'APD, alors que la recherche générique ne devrait pas l'être.
- **Faire progresser l'égalité des genres dans les finances publiques extérieures doit devenir une priorité**. Les pays développés devraient tenir leur engagement à fournir 100 milliards de dollars US par an d'ici fin 2020 et au-delà pour soutenir l'action en faveur du climat dans les pays en voie de développement, en augmentant les financements climatiques nouveaux et additionnels pour l'atténuation et l'adaptation (au moins de 50 %), et pour faire face aux pertes et dommages. Ils ne doivent pas détourner le financement climatique ou revenir sur leurs engagements pour de futurs financements (comme dans le Fonds Vert pour le climat ou pour lever des financements climatiques après 2020), car ce soutien sera essentiel pour beaucoup de pays en voie de développement. Les pays très endettés et les pays les moins développés devraient recevoir de l'aide sous

²⁴⁷ IRENA (2019). 'Global Energy Transformation: A Roadmap to 2050 (2019 edition).' <https://www.irena.org/publications/2019/Apr/Global-energy-transformation-A-roadmap-to-2050-2019Edition>.

²⁴⁸ UNEP (2016). 'Adaptation Finance Gap Report.' <http://web.unep.org/adaptationgapreport/2016>.

²⁴⁹ OCHA (2020). 'Global Humanitarian Overview 2020.' https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO-2020_v9.1.pdf.

²⁵⁰ Georgieva, Kristalina (3 June 2020). 'Great Reset: How Will History Judge This Moment?' World Economic Forum Video. https://www.youtube.com/watch?v=FX3lwgDZ-z8&feature=emb_title.

forme de subventions. Les plus strictes normes sociales, environnementales, climatiques et relatives aux droits de l'homme doivent s'appliquer à toutes les aides financières.

- Pour financer la réponse à la COVID-19 dans la perspective d'atteindre les objectifs de changement climatique et les Objectifs de Développement durable, **des sources de financement nouvelles et innovantes devraient être mises en place avec le potentiel de générer de vraies ressources supplémentaires** (telles que des taxes sur le transport aérien ou maritime, ou sur l'extraction de combustibles fossiles), liées, par exemple, à des mesures de relance. Des montants relativement limités par unité peuvent générer des milliards de dollars, en fonction du type de source de financement.



Le personnel de CARE et les participants au programme prennent des précautions sanitaires. ©Viengsavath Vilaythong/CARE International au Laos

7. Conclusion

Il n'y a aucun doute sur le fait que la pandémie de COVID-19 a constitué un choc, une crise vraiment planétaire qui a affecté chaque être humain dans le monde. Cependant, comme ce rapport l'a démontré, les retombées de la COVID-19 n'ont pas été ressenties de manière équilibrée. La pandémie a davantage mis en avant les inégalités qui structurent le monde. Elle les aggrave encore d'une manière qui sera ressentie par les générations à venir, et qui peut potentiellement éroder le développement et les progrès humanitaires accomplis dans le passé.

Pour inverser la tendance et **favoriser une relance équitable, paritaire et durable, nous devons agir maintenant**. Les gouvernements nationaux et les bailleurs de fonds, les organisations internationales et le secteur privé doivent :

- **Mettre la priorité sur l'égalité des genres dans leurs stratégies de relance économique et financière, leurs politiques environnementales et leur réponse humanitaire.**
- **Remédier au fardeau inégal des soins non-rémunérés et investir dans une protection sociale universelle ainsi que des dispositifs de protection pendant les crises.**
- **Promouvoir des politiques actives de marché du travail qui créent des emplois, protègent les droits du travail et assurent la sécurité sur le lieu de travail.**
- **Renforcer les opportunités entrepreneuriales et économiques des femmes et réduire les obstacles à l'accès aux produits et services financiers.**
- **Construire l'avenir en renforçant la résilience des femmes, des filles et des groupes marginalisés aux chocs et au stress liés au changement climatique et à la pandémie.**

- **Donner la priorité à la collecte de données décomposées par genre et par âge, effectuer une analyse selon le genre pour donner un sens aux conclusions, et appliquer ces conclusions à leurs réponses.**
- **Mobiliser un financement public adéquat et accru pour la relance après la COVID-19, parallèlement à un financement continu pour un traitement et une prévention de la COVID-19 respectant l'égalité des genres.**
- **Augmenter le financement alloué aux programmes essentiels pour les femmes et les filles, et aux organisations dirigées par des femmes ou représentant les femmes.**

Le futur présente des défis, mais ils peuvent et doivent être relevés. La communauté internationale a une opportunité unique de changer, de construire l'avenir en remédiant aux inégalités et aux injustices. Nous pouvons commencer par inclure, représenter et soutenir les femmes et les filles dans les politiques économiques et environnementales, ainsi que dans les réponses humanitaires. Et nous devons commencer aujourd'hui. Cet événement catalyseur ne durera pas éternellement. Nous devons agir rapidement pour le saisir et nous devons rester engagés. Les recommandations de ce rapport ne sont pas des solutions temporaires qui peuvent être abandonnées lorsque la menace de la pandémie se sera effacée. Elles sont nécessaires dans l'immédiat, et à l'avenir. Elles constituent un point de départ pour des changements systémiques absolument nécessaires pour dépasser la reconstruction, bâtir l'avenir, et instaurer l'égalité des genres ainsi que des systèmes durables et équitables, une fois pour toutes.



CARE International
Chemin de Balexert 7-9
1219 Chatelain (Geneva)
Switzerland
T) +41 22 795 10 20
F) +41 22 795 10 29
cisecretariat@careinternational.org

Ce rapport a été rédigé par le personnel de CARE International.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Autonomisation économique des femmes : Mareen Buschmann, conseillère principale en matière de plaidoyer et de politique sur la question du genre et de l'autonomisation économique des femmes

buschmann@careinternational.org

Humanitaire : Sarah Fuhrman, spécialiste de la politique humanitaire

sarah.fuhrman@care.org

Changement climatique et résilience : Sven Harmeling, Responsable de la politique mondiale, Changement climatique et résilience

sharmeling@careclimatechange.org

Fondée en 1945, CARE est une organisation humanitaire internationale qui lutte contre la pauvreté dans le monde et fournit une assistance vitale dans les situations d'urgence. Dans 100 pays au travers le monde, CARE s'attache tout particulièrement à travailler aux côtés des jeunes filles et des femmes pauvres, car dotées des ressources nécessaires, elles ont le pouvoir d'aider des familles et des communautés entières à sortir de la pauvreté. Pour en savoir plus, visitez le site www.care-international.org.